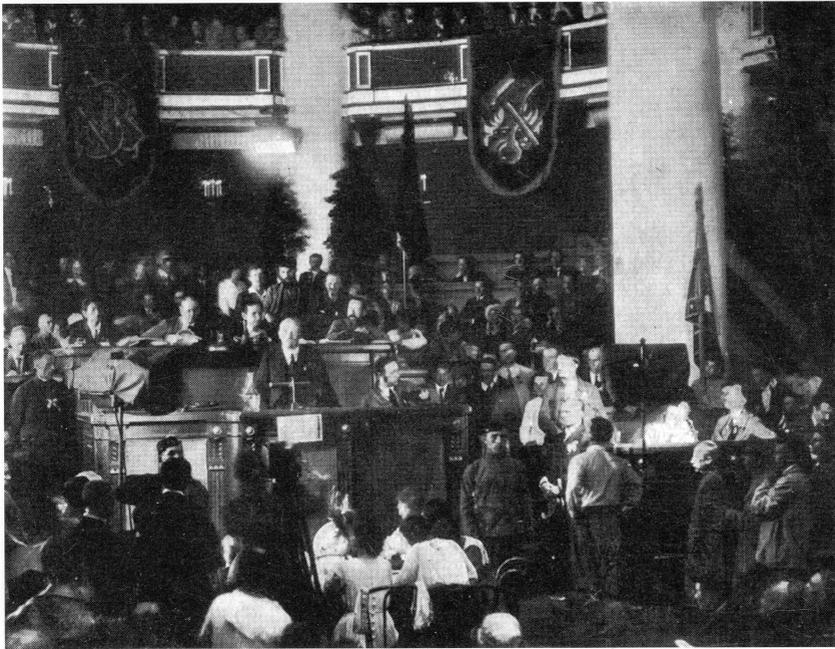


cahiers

LEON TROTSKY



TROTSKY 1923 : NAISSANCE DE L'OPPOSITION DE GAUCHE

Aleksei Goussev Naissance de l'Opposition de Gauche
Documents Discours et lettres
Annexe Lettre des 46

54
décembre 1994

Revue trimestrielle Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex
Administration des Cahiers :
Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 130 F

Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 250 F

• France : 8 Nos (2ans) 500 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 300 FF

• Etranger : 8 Nos (2ans) 600 FF

Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 350 F

• France : 8 Nos (2 ans) 700 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 400 FF

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 800 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de 50 frs pour les abonnés (prix public de 80 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de LUC AUJAME

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

cahiers LEON TROTSKY

n° 54

Décembre 1994

TROTSKY 1923 : NAISSANCE DE L'OPPOSITION DE GAUCHE

Présentation 3

ETUDES

Aleksei Goussev — Naissance de l'opposition de gauche 5

DOCUMENTS

- Est-il possible de fixer un horaire précis pour la révolution et la contre-révolution (23/9/23) 41
- Lettres aux membres du CC et de la CCC (8/10/23) 49
- Lettre au présidium de la CCC et au politburo du CC (19/10/23) 63
- Lettre aux membres du CC et de la CCC (23/10/23) 67
- Discours au plénum du CC et de la CCC (26/10/23) 91
- Note à la sous-commission du politburo (5/12/23) 99
- Lettre au rayon de Krasnaia Presnia sur le « cours nouveau » (8/12/23) 101
- Lettre au CC du PCR(b) (9/12/23) 109
- Lettre au politburo du CC (13/12/23) 113

DOCUMENT ANNEXE

— Lettre des 46 au politburo du CC (15/10/23)..... 115

LES DEPARTS

— Raoul (Claude Bernard) 123
— Raymond Molinier 124
— Johannes Schwalbach 125
— Margaret Dewar 126

COMMUNIQUÉ

— La première conférence internationale sur L.Trotsky
s'est tenue à Moscou 127

Photo de couverture : Le Soviet de Pétrograd en 1920. On aperçoit Lénine à la tribune.

Présentation

Il y a dans ce numéro à la fois de l'ancien et du nouveau. Le nouveau est ancien. Et l'ancien est nouveau. Ce sont des documents qui remontent à l'année 1923 et permettent ici de faire une première partie au fameux *Cours nouveau* édité en son temps à la Librairie du Travail par Boris Souvarine et réédité depuis avec une présentation d'Alfred Rosmer dans le recueil *De la Révolution* aux éditions de Minuit. Nous ne pourrions malheureusement pas refaire une édition des textes déjà connus et ne présentons ici que ceux qui sont inédits en français, à l'exception de la lettre au rayon de Krasnaia Presnia du 8 décembre qui éclaire l'ensemble.

Un prochain numéro présentera tous les textes publics de Trotsky sur la « révolution allemande » que l'on croyait alors imminente en cet octobre 1923. Les textes inédits viendront plus tard. Nous n'avons pas oublié la question allemande et la situation de l'Armée rouge : sans cette dimension d'une révolution dans un pays avancé, espérée en aval dans la première partie de l'automne, en septembre-octobre, manquée en amont dans la seconde, en décembre, la discussion de 1923 serait en effet incompréhensible.

Or l'allure générale des débats, la mobilisation de nombre de vieux-bolcheviks, l'enthousiasme de la jeunesse, des facultés ouvrières, les *rabfaki*, qui fournirent ses troupes, des étudiants des universités communistes les plus célèbres, des jeunes communistes aussi, pour la révolution allemande tant attendue, ont nourri l'ardeur avec laquelle de nouvelles vagues communistes se sont jetées dans la discussion et la lutte politique contre l'appareil bureaucratique : la montée révolutionnaire en Allemagne a d'une certaine façon nourri celle de la jeunesse russe. Encore faut-il, pour s'en rendre compte, connaître l'existence de l'une et de l'autre, si gênantes pour les schémas à la mode et surtout en cour chez les princes qui nous gouvernent, que nos « savants » les oublient ou les nient. On voudra bien en tenir compte, d'autant plus que l'article d'introduction d'Alekséi Goussev laisse au numéro sur l'Allemagne de 1923 le soin de présenter ces problèmes.

Les textes ci-dessous sont issus des archives du Parti et ont été publiés pour la première fois par la revue *Izvestia KPSS*, malheureusement disparue avec les conséquences du putsch d'août 1991. Certains d'entre eux, comme la lettre du

5 octobre étaient connus, d'importants passages en avaient été cités soit par Trotsky, soit par Max Eastman dans son livre *Since Lenin died*, soit par le journal menchevique *Sotsialistichesky Vestnik*. Pour d'autres textes comme les notes d'un secrétaire qui ont permis l'intervention de Trotsky au comité central du 26 octobre, en ignorait l'existence. On ignorait même la présence de Trotsky à cette session.

Au moins aussi important que les inédits est l'article d'introduction de ce numéro. Alekséi Goussev est un Russe de vingt-quatre ans qui poursuit à l'Université de Moscou une thèse sur l'Opposition de gauche, dans des conditions évidemment difficiles du fait de la situation générale, où les chercheurs en histoire politique comme lui risquent à tout instant d'être coincés entre des mandarins de même origine sociale et politique, mais dont les uns sont des guerre-froidistes anti-communistes à tout crin et les autres stalino-antisémites de vieille filiation. Alekséi Goussev ne dissimule pas les critiques que suscite en lui la ligne de Trotsky, ni la sympathie qu'il éprouve pour les idées défendues par les décistes de T.V. Sapronov et V.M. Smirnov. Dans l'Opposition de gauche de 1923, il est, rétrospectivement, aux côtés de Sapronov, un de ces *sapronovetsy* qui en constituèrent souvent l'aile marchante. Il est plaisant de voir ressusciter ces polémiques dans un contexte soigneusement reconstitué et avec un goût de la précision indispensable dans ces questions. Plaisant, mais, encore plus, utile.

Il est surtout très encourageant de voir un Russe reprendre, 77 ans après Octobre 1917, ces questions que tant de faux savants et de politiques odieusement déguisés en historiens ont cru avoir évacuées à tout jamais de la mémoire des hommes. Il les restaure et leur applique les méthodes contemporaines de la recherche et une réflexion enrichie de presque trois quarts de siècles d'expérience que les Russes de sa stature intellectuelle dévorent à belles dents.

Les *Cahiers Léon Trotsky* sont heureux d'avoir été le lieu où se produit cet évènement et de l'offrir à ses fidèles lecteurs. C'est en effet ce genre de rencontres qui constitue sa *raison d'être*. Et en ce domaine, il n'est pas toujours facile d'être.

Institut Léon Trotsky

Aleksei Goussev

La crise de la révolution russe (1923)

On peut sans aucune exagération considérer les années 1923-1924 comme l'un des tournants les plus importants dans l'histoire du parti bolchevique et de l'Etat établi par la révolution d'Octobre. Le combat qui s'y développa à l'intérieur du parti diffèrait qualitativement de celui des discussions idéologiques antérieures entre fractions.

Il s'agissait là plutôt d'un conflit social dans lequel les représentants politique des nouveaux privilégiés de l'Etat se hâtaient de consolider leurs positions et se heurtaient, ce faisant, aux communistes qui reflétaient le mécontentement de la classe ouvrière. A la base de ce conflit se trouve la question essentielle de la dictature du prolétariat — le problème de la démocratie ouvrière qui s'exerçait à cette époque, en tant que démocratie, à l'intérieur du Parti communiste. La discussion portait sur le destin des mécanismes destinés à réaliser la volonté et les intérêts de la classe ouvrière, c'est-à-dire le destin de l'Etat ouvrier lui-même.

L'issue des combats de 1923/24 décida sous bien des aspects du développement à venir du système social et politique en URSS — et du destin de l'ensemble du mouvement communiste international. C'est alors que furent jetées les bases de la lutte historique entre les marxistes révolutionnaires et les forces bureaucratiques contre-révolutionnaires anti-prolétariennes.

Ce fut à cette époque qu'eut lieu la première tentative d'organiser la résistance à la réaction stalinienne totalitaire. C'est en ces années qu'est née l'Opposition de gauche.

Naissance de l'opposition de gauche

En 1923, le système de domination du Parti communiste russe (bolchevik) — le PCR (b) — était en train de subir une profonde crise : arrivé au pouvoir, le parti reposait sur la volonté du prolétariat organisé dans les soviets mais il entraînait en conflit avec le mécontentement des ouvriers et la fermentation grandissante dans leurs rangs.

À l'été et l'automne de 1923 les centres industriels dirigeants de l'URSS furent étreints par un large mouvement de grèves. Nombre d'usines étaient en grève à Moscou, Petrograd, Saratov, comme les mineurs du Donbass et Kharkov. Le nombre des grévistes atteignait 165 000 en octobre ¹.

Cette révolte des travailleurs était provoquée par l'arbitraire administratif dans les entreprises, lequel avait été confié à l'autorité individuelle des « *administrateurs rouges* ». Ils se préparaient au « *capitalisme d'Etat* » de la Nep. Cela signifiait souvent l'établissement d'une sévère dictature sur les ouvriers d'usine et la tentative de diminuer leurs revenus.

La situation dans le domaine des salaires empira à l'automne du fait de l'explosion de la crise économique. La dys-harmonie entre les initiatives des organes dirigeants de l'Etat et le manque de coordination entre la politique financière et les autres domaines de l'activité économique signifiait que les complexes industriels et les entreprises se retrouvaient avec un déficit sévère du capital opérant. Et cela aboutissait à la hausse des produits industriels et un problème de salaires qui en découlait, d'un côté, et de l'autre, à retarder le paiement des salaires aux ouvriers et aux employés de l'Etat. et c'est ce qui, à son tour, servit de détonateur aux grèves.

La protestation des ouvriers n'avait pas le soutien des syndicats officiels qui répondaient négativement à la majorité des grèves. Le gouvernement réagit aux grèves en essayant de les supprimer de force par voie administrative.

Dans quelques cas, la police occupa les entreprises et arrêta les dirigeants de la grève. Les ouvriers ripostèrent en organisant des manifestations. Dans la ville minière d'Aleksandrovska-Grouchevsk, 10 000 ouvriers descendirent dans la rue pour manifester sous des drapeaux rouges, réclamant la libération d'un camarade arrêté et l'établissement de la démocratie ouvrière ².

Dans les soviets, il n'y avait pas de discussion critique de la situation. À la différence des organes du pouvoir ouvrier des premières années du parti

1. *Izvestia TsK KPSS* (plus loin, *Izv k*, 1990, n°7, p. 190.; *Sotsialistichesky Vestnik* (plus loin *Sots V*), 1924, n° 1, p. 1.

2. *Sots V*, 1923, n°5-6, p. 122; n° 17-18, p. 18; 1924, n° 1, p.7 ; *Odinnadtsatiy s"ezd RKP(b)*, sten. otchët, M. 1961, p. 754.

révolutionnaire, les soviets de 1923 servaient d'instruments de la dictature d'un parti unique — le PCR(b).

Les autres partis et groupes socialistes, sans tenir compte des stipulations de la Constitution soviétique, et en dépit du rôle important que certains d'entre eux avaient joué dans la défense du pouvoir soviétique sur tous les fronts de la guerre civile, avaient été chassés de la vie politique légale en 1921.

Au début, les bolcheviks occupaient leur position dominante dans les soviets en résultat de l'expression de la volonté des travailleurs dans des élections libres. Désormais, les travailleurs n'avaient le choix qu'entre des candidats tous choisis par les bolcheviks. La démocratie soviétique était devenue fictive.

Les questions en discussion dans les soviets étaient décidées d'avance par les fractions communistes, lesquelles, pour leur part, agissaient conformément à des instructions des organes supérieurs du PC(b).

La logique du parti/Etat unique dictait la croissance simultanée de l'appareil du parti et des soviets. Bien entendu, la déception des travailleurs les mena à l'indifférence vis-à-vis de la démocratie soviétique. Les éléments critiques du parti soulignaient la passivité des ouvriers, surtout le fait qu'ils avaient boycotté les élections de 1923 aux organes de pouvoir ³. Le rapport de l'OGPU pour octobre-novembre disait: « *L'état d'esprit politique des travailleurs n'est pas satisfaisant* » ⁴. Tout cela signifiait la profondeur du gouffre entre le parti et l'Etat qu'il contrôlait, d'une part, et sa base sociale — la classe ouvrière. Cette situation était encore embrouillée un peu plus par la situation à l'intérieur du parti lui-même.

En 1921, le Xe congrès du parti avait adopté une résolution sur « *l'unité du parti* ». Elle privait les communistes du droit de s'organiser en « *fractions et groupements* » et interdisait les critiques « *non pratiques et fractionnelles* » dirigées contre les organes dirigeants ⁵. Bien qu'au même moment on adoptât une résolution « *sur la question de la construction du parti* » avec une déclaration de soutien de la démocratie ouvrière ! Il faut dire que la discussion sur les questions du parti et de l'Etat avait commencé dans le PCR (b) au moment où il arriva pour la première fois au pouvoir en 1917.

Il fut vite clair pour les membres du parti que le PCR (b) était sur la voie d'une accentuation de la centralisation bureaucratique et de sa transformation en un élément de l'appareil d'Etat : sans tenir compte de l'interdiction officielle, une

3. *Ibidem*.

4. *Izv k*, 1990, n° 7, p. 190.

5. *KPSS v resolutsijskikh i recheniakh s"ezdov, konferentsiy i plenoumov Ts K Izdane 9--e*, (plus loin *KPS v*) M. 19083; t. 2; pp. 334-337.

opposition à la « *ligne générale* » commence à se développer dans les centres du parti.

Il faut dire que la discussion sur la question du parti et de l'Etat avait commencé dans le PCR (b) au moment où il arriva pour la première fois au pouvoir en 1917. La plus conséquente dans la défense des principes de la démocratie ouvrière et de l'auto-gouvernement était la fraction du « *centralisme démocratique* » (les décistes) fondée en 1919. Les décistes étaient pour la libre discussion de toutes les questions dans les soviets, contre l'exclusion des soviets des autres partis socialistes, pour la camaraderie et la démocratie, non seulement dans le domaine politique mais aussi dans le gouvernement de l'économie nationale. Ses partisans appelaient à « *restreindre les éléments d'autoritarisme dans la dictature des ouvriers et à avancer pas à pas vers une forme plus développée de la démocratie ouvrière et paysanne, vers un Etat-Commune* ». En même temps, ils comprenaient que, dans les conditions d'une guerre civile dure, alors que tout le pays devenait suivant l'expression de Lénine « *un unique camp retranché* », des « *éléments autoritaires* » individuels étaient nécessaires. Mais maintenant il fallait arrêter d'accepter les mauvaises « *méthodes de commandement de guerre* » et mettre un terme à la croissance, sous ce prétexte, de la « *dictature de la bureaucratie du parti* »⁷.

La guerre finie, on se mit à reconstruire l'économie, les cadres ouvriers retournèrent aux usines, mais, au lieu de l'instauration d'une démocratie dans les soviets et le parti, c'était la bureaucratie qui se développait rapidement. On greffait sur le PCR (b) un régime d'« *unité* » imposé, le « *bureaucratisme communiste* » prenait de l'appétit et aspirait à un pouvoir presque illimité.

En février 1922, 22 membres de l'ancienne « *Opposition ouvrière* » envoyèrent une déclaration au Comintern. Ils attiraient l'attention du mouvement ouvrier international sur la situation extrêmement difficile à l'intérieur du PCR (b), l'arbitraire de la bureaucratie du parti, la falsification des élections, la répression contre ceux qui avaient des idées différentes.

Les auteurs de la « *Déclaration des 22* » soulignaient le grave danger d'une aliénation entre le parti et la classe ouvrière en résultat de la diminution du rôle des soviets et de ce que les élections devenaient de plus en plus une simple formalité.⁸

L'importance et l'opportunité des questions soulevées dans ce document furent confirmées par la discussion dans une réunion à huis clos du XI^e congrès. La résolution qui critiquait la Déclaration des 22 comme un « *faux reflet du*

8. *KPS v* ; t. 2, pp. 530-534.

parti » et une action fractionniste, ne fut adoptée que par une très mince majorité de 12 voix⁹.

Les problèmes de l'interconnection entre la bureaucratie d'Etat et le parti et la force excessive du sommet du parti avide de pouvoir ont préoccupé Lénine dès la fin de 1922. Son plan était de construire une commission spéciale du comité central pour la lutte contre le bureaucratisme y compris ses manifestations dans l'activité de structures du parti comme le bureau d'organisation (*orgburo*) du comité central. Lénine proposa à Trotsky de former avec lui un bloc pour combattre le bureaucratisme¹⁰.

Mais la réalisation de ces plans fut contrariée par une sérieuse maladie qui frappa Lénine en décembre.

Lénine vit que le parti était menacé par une concentration d'un « *pouvoir illimité* » aux mains du secrétariat du comité central dirigé par le secrétaire général Staline. Déjà malade et sans espoir de guérison, Lénine écrivit sa fameuse « *lettre au congrès* », dans laquelle il proposait d'enlever ce poste à Staline, ainsi que d'opérer « *un certain nombre de changements dans (notre) système politique* ». Il avait à l'esprit avant tout l'idée d'augmenter le rôle de la commission centrale de contrôle en tant qu'organe indépendant pour contrôler le politburo et le comité central, élargissant ce dernier pour y inclure plus d'ouvriers et réorganisant l'inspection ouvrière et paysanne en la plaçant sur un pied d'égalité avec la commission centrale de contrôle¹¹.

Ces propositions ne s'en prenaient pas au principe de la « *dictature du parti* » et on peut douter qu'elles eussent réalisé une démocratisation réellement radicale du PCR(b). Elles furent néanmoins immédiatement rejetées par la majorité des membres du politburo et du Secrétariat. Staline, Molotov, Kouibychev, Rykov, Kalinine et Boukharine protestèrent contre la publication de l'article de Lénine « *Comment réorganiser l'Inspection ouvrière et paysanne?* ».

Sur l'insistance de Lénine, Kroupskaïa et Trotsky, l'article de Lénine fut publié, bien que la censure du politburo eût supprimé la directive sur la prééminence de la Commission centrale de contrôle sur l'autorité du secrétaire général et les autres membres du comité central¹².

9. *KPS v* , t. 2, pp. 530-534.

10. Trotsky, *Stalinskaïa shkola falsificatsii*; M. 1990, pp. 85-86.

11. Lénine, *Polnoe sobranie sotchinenii*, t. 45, pp. 343-348, 383-388, 389-406.

12. *Izv k*, 1989, n° 11, pp. 181-185; 1990, n°10, p. 182. (Note de la rédaction : Rakovsky publia dans le *Kommunist* de Kharkov un article appelant à la discussion et au soutien de celui de Lénine, discussion qui eut lieu dans le PC ukrainien.

Pressentant le danger, les sommets de la bureaucratie du parti s'attachèrent à isoler le dirigeant du parti malade. Lénine répondit amèrement : « *Je ne suis pas encore mort, mais avec Staline à leur tête ils veulent déjà m'enterrer* »¹³.

A l'époque où Lénine essayait « *du sommet* » de contribuer à la régénérescence de la situation intérieure, des communistes mécontents de la ligne de la direction du PCR (b) commencèrent à s'organiser « *à la base* ». Au printemps 1921 fut fondé un groupe intitulé *Rabotchaia Pravda*. Au printemps / été de 1923 fut formé le *Rabotchaia Gruppya* du RKP (b), qu'animait notamment un jeune ouvrier, R.K. Iatsek, et une organisation de « *bolcheviks social-démocrates* » fut proclamée.

Ces groupes, qui étaient petits et contraints à la clandestinité, furent particulièrement actifs à l'automne 1923. Ils pressaient les membres du parti de combattre la dégénérescence bureaucratique du PCR (b), la domination des apparatchiks et leur statut privilégié. Ils revendiquaient la liberté politique pour les ouvriers, la transition de la dictature d'un seul parti à celle de la classe : ils revendiquaient l'indépendance des syndicats et l'élargissement de leurs droits; ils menèrent une agitation sur la question de la réorganisation de l'économie basée sur les principes de la démocratie prolétarienne¹⁴.

Les critiques les plus vives des *opposizionneri* communistes étaient dirigées contre le « *groupe dirigeant dans le parti* », Staline, Zinoviev et Kamenev. Au lieu de la dictature du prolétariat, il y avait la dictature d'une *troïka*, disaient les documents du Groupe ouvrier du PCR¹⁵.

Il élaborait un plateau contre la politique de la *troïka* à la veille du XIIe congrès du PCR (b). Ce document, intitulé « *la situation actuelle du PCR et les tâches de l'avant-garde prolétarienne communiste* » indiquait que le régime mécanique d'« *unité* » signifiait en réalité la dictature du groupe dirigeant et la suppression de toute critique collective à l'intérieur du PCR (b), ce qui conduisait à « *la décomposition morale et à la stagnation idéologique* » du parti. Cette plateforme exigeait la fin de la manifestation incontrôlée des cadres du parti par le sommet de l'appareil, de la subordination des organismes élus du parti à ses organes exécutifs et du monopole artificiel des communistes dans les soviets et l'appareil d'Etat¹⁶.

Au XIIe congrès lui-même, qui se déroula en 1923, les interventions d'un certain nombre de délégués élevèrent une vigoureuse protestation contre l'ordre

13. Valentinov (Volsky), *Nep i krizis partii posle smerti Lenina*, 1971, pp. 184-185.

14. *Izv. k.*, 1990, n° 5, p. 174; *Sots. V.*, 1923, n° 3, p. 13, n° 19, p. 13.

15. *Sots. V.*, 1924, n° 14, p. 10.

16. *Nache Otetchestvo*, p. 180-181.

établi dans le parti. Kossior, Loutovinov, Préobrajensky et Mdivani décrivent la pratique de la nomination par en-haut pour les postes du parti où il y avait formellement une élection et la sélection des cadres dirigeants sur la base de la loyauté à l'égard du groupe établi dans le comité central et montrèrent que ces pratiques écrasaient toute pensée et toute initiative indépendantes¹⁷.

Les appels à un réexamen de la politique intérieure du parti et à la démocratisation des structures du PCR (b) furent catégoriquement rejetés par Zinoviev et Staline parlant au nom du comité central. Zinoviev assura que toute critique de la ligne du parti, particulièrement la critique de gauche, était « *objectivement menchevique* » et hostile.

Staline ajoute qu'il était « *inutile et pas nécessaire* » d'avoir dans le parti plus de démocratie et déclara nettement qu'il était impossible d'écarter du pouvoir « *le cœur du comité central* », à savoir lui-même, Zinoviev et Kamenev¹⁸.

Ainsi, à l'automne de 1923, derrière la façade de l'unité officielle du parti, des groupes illégaux étaient actifs. Ici et là apparaissaient des déclarations et des plateformes critiques : certains quittaient le parti, la révolte des communistes contre le régime interne du parti grandissait. Le mécontentement des ouvriers influençait clairement l'état d'esprit des membres du PCR. La crise du parti devenait une expression de la crise de toutes les structures de l'Etat ouvrier bureaucratique.

Devant cette crise, les échelons du sommet du parti décidèrent d'appeler au secours l'appareil de répression. Le politburo forma une commission dirigée par le président de l'OGPU, Dzerjinsky, pour analyser la situation économique et la situation intérieure du parti. Le choix de Dzerjinsky était significatif de ce qu'on attendait de cette commission.

Elle rapporta en septembre 1923 à une séance plénière du Comité central. Elle concluait que ce qu'il fallait pour résoudre la crise, ce n'était pas un retour à la démocratie, mais littéralement l'établissement d'un régime policier — les communistes seraient obligés d'informer immédiatement l'OGPU de l'existence de différents groupes à l'intérieur du PCR (b)¹⁹. En outre, le comité central donnait l'autorisation d'arrêter ceux des membres du parti qui étaient suspects d'avoir des idées différentes ou qui étaient engagés dans une activité oppositionnelle. Ces arrestations furent opérées tout de suite après le plénum²⁰.

17. *Dvenadtsat'ii s'ezd RKP(b)*. (sten., M. 1968, pp. 11-105, 115-117, 145-146, 165.)

18. *ibid.* pp. 52-53, 200-201.

19. *Izv. k.*, 1990, n°5, p. 165.

20. *Sots. V.*, 1923, n°19; p. 14; Volobouev O., Koulechov S., *Bor'ba zapolititicheskoe liderstvo v -e g g. Vestnik vyschei chkoly*, 1990, n°4, p. 50.

La décision du comité central d'utiliser la répression politique contre les communistes et d'impliquer les organes de la sécurité d'Etat dans le règlement des rapports à l'intérieur du parti rendit évident aux yeux de nombre de membres du PCR (b) que la poursuite du développement du parti sur son cours antérieur le menaçait d'un désastre. Des membres du parti qui auparavant se taisaient parce que ce qui restait de l'unité du PCR (b) était à leurs yeux le plus important, pensaient maintenant qu'ils ne pouvaient souffrir cela plus longtemps.

Les évènements de l'automne de 1923 et la décision du plénum de septembre contribuèrent directement à l'éclatement d'une lutte interne aigüe qui surgissait de toute l'évolution du Parti communiste dans la période postérieure au Xe congrès.

L'opposition entre en lutte

Le 8 octobre, fut adressée au comité central et à la commission centrale de contrôle du PCR (b), une lettre posant les questions les plus graves qui avaient été au centre du débat intérieur au parti dans les trois derniers mois. Elles n'étaient pas formulées par quelque groupe clandestin qu'on pouvait ignorer: l'auteur en était Trotsky, l'un des dirigeants les plus prestigieux du parti et de l'Etat.

Trotsky analysait la grave situation de la politique bureaucratique du groupe concentré au Comité central. Sa lettre concluant :

« Le régime qui s'est instauré principalement dès avant le Xe Congrès et qui s'est définitivement établi ensuite, est bien plus éloigné de la démocratie ouvrière que le régime des temps les plus durs du communisme de guerre »²¹.

Cette conclusion se justifiait selon Trotsky par l'absence de ces éléments de la vie du parti qui, tous ensemble, constituent le mécanisme de la démocratie :

« Cependant, le régime qui s'est instauré principalement dès avant le Xe Congrès et qui s'est définitivement établi ensuite, est bien plus éloigné de la démocratie ouvrière que le régime des temps les plus durs du communisme de guerre. La bureaucratisation de l'appareil du parti a atteint un développement sans précédent par le moyen de la désignation des secrétaires. Alors que dans les heures les plus pénibles de la guerre civile, nous discutons, au sein du parti et même dans la presse, de la question du recours aux spécialistes, du choix entre une armée régulière ou une armée de partisans, de la discipline, etc., aujourd'hui il n'y a plus l'ombre d'une discussion ouverte sur des sujets qui préoccupent réellement le parti. Une couche très large de militants du parti, membres de l'appareil d'Etat et du parti, renonce à son opinion personnelle ou tout au moins à s'exprimer ouvertement, comme si elle pensait que la hiérarchie des secrétaires était l'instance qui fabrique l'opinion et les décisions du parti.

21. *Izv . k.*, 1990; n°5, p. 170.

Au-dessous de cette couche de militants, qui s'abstiennent de toute opinion personnelle, se trouve la masse des militants qui prennent toute décision pour un mot d'ordre, voire un ordre »²².

La lettre de Trotsky appelait à s'attacher à régler définitivement la crise dans le parti, laquelle aggravait déjà les grandes difficultés politiques et économiques dans le pays. Selon lui, on ne pouvait arriver à rien en réprimant les *oppositionneri*. Il proposait différentes méthodes :

« Il faut mettre fin au bureaucratisme des secrétaires. Il faut restaurer les droits de la démocratie dans le parti, assez tout au moins pour empêcher le parti de se dessécher et de dégénérer. La base du parti doit exprimer les raisons de son mécontentement au sein même du parti ; elle doit pouvoir participer réellement à la constitution de l'appareil organisationnel, conformément aux statuts et surtout à l'esprit de notre parti »²³.

La réponse à cette lettre fut une déclaration de 46 communistes connus occupant des postes dirigeants dans le parti et les soviets, et membres du parti avant la révolution. Au bas de cette déclaration, envoyée au politburo le 15 octobre, se trouvaient les signatures de Préobrajensky, Piatakov, Sapronov, Ossinsky et autres grands militants du mouvement révolutionnaire et du parti communiste. Il y avait parmi les signataires un nombre élevé d'anciens « décistes ». Comme Trotsky, ils protestaient contre la suppression de la démocratie du parti et de toute initiative indépendante dans le PCR (b). La « Plateforme des 46 » mentionnait :

« La division grandissante et maintenant à peine dissimulée du parti entre une hiérarchie de secrétaires et les "gens tranquilles", les fonctionnaires professionnels du parti, recrutés par en haut, et la masse du parti qui ne participe pas à la vie commune »

Elle appelait à mettre un terme au « *choix des positions dans le parti par des nominations faites par son appareil* » et au « *régime de dictature fractionnelle* » établi dans le parti après le Xe congrès²⁴.

La réaction des organes officiels du parti à la lettre de Trotsky et à la « Plateforme des 46 » suivit aussitôt. La couche bureaucratique au sommet essaya avant tout d'éviter une large discussion sur les questions qu'elles soulevaient.

Le présidium et le CCC dans lequel travaillaient deux partisans du groupe stalinien, Kouibychev et Iaroslavsky avaient affirmé le 15 octobre que les deux

22. *Ib.*, p. 169.

23. *Ib.* pp. 172-173.

24. *Ib.* 1990, n°7, pp. 190-191.

documents oppositionnels étaient une attaque contre l'unité du parti et acte de fractionnisme et décidé de ne pas les faire connaître aux masses du parti²⁵.

Quelques jours plus tard, les membres du C.C et de la CCC reçurent une réponse aux critiques de Trotsky et des 46 signataires, par les membres du politburo, Staline, Boukharine, Zinoviev, Kamenev, Kalinine, Rykov et Tomsky.

Cette réponse disait que la crise économique, socio-politique et interne du parti était une invention de Trotsky, à un moment où la situation économique s'améliorait, « l'état d'esprit de la classe ouvrière étant sain ». En ce qui concernait le parti, « tout va bien chez lui et les communistes sont satisfaits de l'ordre qui y règne comme jamais auparavant » et « le bavardage sur le "sommets" et "la base" est presque terminé »²⁶.

Les membres du politburo défendaient sans équivoque le système des nominations. Ils disaient qu'il était apparu comme un meilleur système de direction du parti et que tous les secrétaires nommés par en-haut avaient reçu un soutien entier dans les régions et étaient ainsi démocratiquement élus depuis le début.

« Il n'y avait pas de discussion dans le parti ? » demandait le bureau politique « c'est faux ! ». Il mentionnait entre autres exemples de discussion fructueuse une réunion du comité central du PCR (b) en juin 1923. A cette réunion étaient présents des travailleurs des autres républiques nationales et régions et ils avaient à l'unanimité prononcé un verdict contre le communiste tatar Sultan-Galiev arrêté par le GPU pour avoir osé s'opposer à une politique stalinienne chauvine de grande puissance dans la question nationale²⁷.

Sur la question principale de la nécessité d'un élargissement de la démocratie, les membres du bureau politique rejetaient les questions soulevées par l'Opposition en disant qu'elles n'étaient pas urgentes ni assez sérieuses :

« Sans aucun doute, les tentatives du camarade Trotsky de jouer avec l'idée d'une "démocratie développée" ».

Trotsky était accusé d'établir « un centre autour duquel allaient se rassembler tous ceux qui sont opposés aux cadres fondamentaux du parti » et les auteurs de la « Plateforme des 46 » étaient accusés d'être coupés du parti et de manquer de principes politiques²⁸.

Réunis peu après pour discuter de la situation dans le parti, le CC et la CCC furent dominés par les forces des staliniens. Outre les membres des organes

25. *Ib.*, 1990, n°5, p. 170.

26. *Ib.*, 1990, n°7, pp 180, 185.

27. *Ib.*, KPSS v.res., t. 3, pp. 130-132.

28. *Ib.*, 1990, n°7, pp. 176; 186-188.

dirigeants du parti étaient également présents les représentants des dix organisations les plus fortes du PCR (b) spécialement choisis par le secrétariat. Quelques signataires de la « Plateforme des 46 » seulement étaient invités.

Le plenum s'ouvrit dans une atmosphère d'attaques tous azimuts contre l'opposition et contre Trotsky. On les accusa de tous les péchés possibles et même souvent impossibles, et même en citant hypocritement Lénine qui était absent et ne pouvait arrêter les apparatchiks déchaînés. Après le Plenum, Kroupskaia, bien que tout à fait du côté de la « majorité » officielle, écrivit son mécontentement à Zinoviev :

« Heureusement, je n'étais pas là quand Petrovsky a dit que Trotsky était responsable de la maladie de Lénine parce que j'aurais crié : c'est un mensonge! Lénine ne s'inquiétait pas au sujet de Trotsky, mais de la question nationale et de cette morale répandue maintenant au sommet »²⁹.

En conséquence le plenum adopta une résolution de soutien total de la ligne politique et du travail pratique du politburo, de l'orgburo et du secrétariat et jugea sévèrement les déclarations oppositionnelles. Il fut décidé de taire aux larges cercles du parti l'existence des documents critiques de Trotsky et des 46. « Ce serait criminel de commencer une discussion maintenant » : le secrétaire général Staline exprimait ce que l'appareil pensait³⁰.

Il était impossible d'éviter la discussion ouverte. Les déclarations des *oppositionalneri* furent connues dans les cellules du parti. Les communistes disaient qu'il y avait une nouvelle atteinte à la démocratie. La confiance dans les organismes dirigeants du PCR (b) s'effondrait à une vitesse catastrophique. Dans ces conditions, la majorité du politburo estima qu'elle ne pouvait pas dire qu'il ne se passait rien. Au début de novembre 1923, elle décida de prendre l'initiative en ouvrant une discussion.

Le 7 novembre, la *Pravda* publia un article de Zinoviev « Les nouvelles tâches du parti » dans lequel il reconnaissait aussi la nécessité d'élargir la démocratie dans le parti. Il développait l'idée que, jusqu'au moment où les masses seraient suffisamment « éduquées » et se seraient élevées au niveau culturel et politique de leurs « chefs », la pratique selon laquelle les décisions les plus importantes étaient prises dans le cercle étroit du groupe dirigeant devait être maintenue.

L'article de Zinoviev, présenté pour la discussion, provoqua une réponse immédiate. En une semaine la *Pravda* reçut plus de 100 articles et lettres, essentiellement de communistes de la base³¹. Ils décrivaient le pouvoir sans

29. *Ib.*, 1989, n°2, p. 202.

30. *Ib.*, 1990, n° 10, pp. 186-189.

31. (à 43) *Pravda*, 27 novembre 1923.

partage de la bureaucratie nommée par le haut, l'absence de toute possibilité de libre discussion et de critique, la répression contre les porteurs de « *déviations* », tout cela ayant comme résultat la passivité et la déception dans le parti — bref, ils brossaient le même tableau que Trotsky et les 46 signataires.

L'une des contributions expliquait :

« Le membre ordinaire du parti est de plus en plus convaincu qu'il n'est pas l'égal des autres et il voit dans le dirigeant non un aîné, mais un surveillant. La division dans le parti entre les surveillants et les subordonnés sans aucun droit a conduit à la formation d'une couche séparée d'apparatchiks, détenant tout le pouvoir non seulement dans le PCR (b) mais aussi dans le pays et promouvant un régime politique interne plus susceptible de protéger leur domination sans contrôle »³².

Les participants à la discussion comprenaient la différence entre cette nouvelle couche et les cadres révolutionnaires d'autrefois :

« Grâce au système de nomination et, dans bien des cas, de népotisme dans le parti est apparue la bureaucratie qui remplace les agitateurs ouvriers, les révolutionnaires, les communistes »³³.

Et un autre :

« L'appareil du parti stagne, commence à dégénérer en une caste "de travailleurs spéciaux" du parti »³⁴.

Voilà ce que les communistes écrivaient dans le journal dirigeant.

Il n'y avait qu'une conclusion à tirer : il fallait une transformation radicale du PCR (b), « *un retour sur la voie d'une large démocratie interne* ».

Cette idée était répétée dans presque toutes les lettres. Que proposait-on concrètement ?

Premièrement, la liberté de discussion à l'intérieur du parti comme élément nécessaire d'un mécanisme démocratique sans lequel le fonctionnement de la dictature du prolétariat était impossible. On proposait d'en revenir à la vie interne de 1917-1918, quand la libre expression de la pensée politique du parti pouvait résoudre les problèmes les plus importants et conduire les bolcheviks de victoire en victoire.

G. Iakovine écrivait :

« La situation intérieure et extérieure permet totalement, que les questions les plus importantes (sur l'économie, la politique financière, la répartition des ressources entre les travailleurs) soient ouvertes à une large discussion. »³⁵

32. 29 novembre.

33. 1er décembre.

34. 21 novembre.

35. 16 novembre.

L'auteur de l'une de ces remarques expliquait l'opinion générale. La création des conditions d'une discussion libre signifiait l'arrêt de l'interdiction de la critique qui était devenue totale après le vote en 1921 de la résolution sur l'« *unité* ». Si tout « *désaccord* » était indésirable et dangereux, combien plus dangereux encore était l'« *absence de désaccord* » absence d'idées sur telle ou telle question³⁶.

Deuxièmement, les participants à la discussion soulignaient que le passage à la démocratie était impossible par une réforme de la bureaucratie. Il fallait écarter tous les bureaucrates dans le cours d'élections immédiates et réorganiser le système de parti depuis le début :

« Si on dit A, il faut dire B. Si nous admettons que notre appareil stagne, qu'il détruit l'indépendance des membres du parti, alors la conclusion naturelle est qu'il faut revoir les principes de la construction du Parti et les méthodes de sa pratique »³⁷.

Ainsi, tout de suite après l'ouverture de la discussion, il apparut clairement que la masse des communistes militants de base soutenaient Trotsky et les 46. Contrairement au mythe stalinien selon lequel seuls des « *fractionnistes partisans de Trotsky* » revendiquaient la démocratie du parti, elle était revendiquée aussi par les cercles les plus larges de membres du parti.

Le début de la discussion publique provoqua très vite un réveil de la vie des cellules. Enfin il devenait possible de discuter ouvertement de questions douloureuses. « *Les cellules se réveillent, la glace est brisée* »³⁸. Voilà comment le processus commençant dans le parti était caractérisé à l'une des premières réunions de discussion. Il y eut des exemples de communistes chassant les bureaucrates de leurs réunions³⁸. Kamenev devait plus tard se plaindre de ce qu'à beaucoup de réunions, on « *crachait* » sur l'appareil³⁹.

La croissance de la démocratie dans les organisations du parti ne pouvait qu'influencer les soviets contrôlés par le PCR (b) ou plutôt son appareil. Parallèlement à la discussion à la fin de 1923 commença une campagne pour le choix des candidats aux soviets de villes et de villages. Les comités du parti voulaient présenter comme d'habitude aux réunions des cellules du parti une liste de candidats établie aux échelons supérieurs, mais, cette fois, ils ne rencontrèrent pas une « *approbation* » passive, mais une opposition.

Quand, à la réunion d'une des grandes cellules de Moscou, une secrétaire lut la liste des candidats établie en haut et expliqua que les membres des cellules « *sont obligés de présenter deux séries : une centrale et une du comité* », la

36. 22 novembre.

37. *Proletarskaia Pravda*, 29 novembre 1923.

38. *Pravda*, 5, 8 décembre.

39. 13 décembre.

réponse fut « *Non. Nous décidons nous-mêmes (...). Nous ne sommes obligés à rien* ».

Les communistes qui protestaient ainsi réclamait la fin du choix bureaucratique aux soviets et le retour à une élection vraiment démocratique. Un orateur disait :

« Pourquoi devrions-nous choisir ceux que le comité sélectionne ? Nous devrions choisir des camarades parmi nous, que nous connaissons, pour qui nous pouvons prendre une responsabilité morale ».

Le résultat fut que la liste présentée par le comité fut repoussée et que la cellule choisit ses propres candidats ⁴⁰.

Dans ces réunions était également soulevée la question d'un second élément de la démocratie ouvrière — les syndicats. Une résolution des imprimeurs de Moscou N° 16 présentée à l'initiative d'un groupe d'*oppositionneri*, affirmait que c'était en liaison avec l'oppression de l'appareil du parti que s'était produite la dégénérescence des syndicats qui défendaient toutes les actions de l'administration et qui étaient devenus « *une partie de l'appareil soviétique et des organes d'Etat* ». Les ouvriers réclamaient un changement fondamental de cette situation et le retour à l'indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat ⁴¹.

Dans la discussion sur la situation interne dans le parti, une tendance devint nettement visible à mettre en avant la revendication de démocratie ouvrière dans toute son ampleur. Les bureaucrates pouvaient se rendre compte que, s'ils ne prenaient pas très vite des initiatives, l'issue des débats pouvait se révéler extrêmement sérieuse pour eux.

Kamenev expliqua plus tard ainsi la « faute » de l'Opposition :

« Aujourd'hui ils disent : "*démocratie dans le parti*"; demain ils diront "*démocratie dans les syndicats*"; et après-demain les sans-parti diront : "*Donnez-nous aussi la même démocratie que vous avez réalisée pour vous même!*" Peut être même l'océan. Les paysans nous diront-ils : "*Donnez nous la démocratie !*" » ⁴²

Zinoviev et Staline se hâtèrent d'organiser des conférences publiques dans lesquelles ils expliquaient que, pour bien des raisons, la démocratie ouvrière et la démocratie interne du parti devaient rester limitées. Les apparatchiks des échelons supérieurs soutenaient leurs chefs.

Lors d'une réunion, après que Staline eût parlé, le secrétaire d'un des rayons de Moscou monta à la tribune et exprima brièvement l'essence du discours du

40. 5 décembre.

41. 16 décembre.

42. 15 janvier 1924.

secrétaire général : « *Le camarade Staline nous a dit "moins de démocratie" — et c'est juste* » ⁴³.

Par ailleurs, la bureaucratie décida d'une manœuvre de retardement pour tromper le parti et gagner du temps afin de préparer la contre-offensive. Le 5 décembre, le politburo et le présidium de la CCC adoptèrent une résolution « *sur la construction du parti* » qui déclarait l'existence de « *la nécessité d'un changement sérieux du cours du parti conformément à l'introduction réelle et systématique des principes de la démocratie ouvrière* » ⁴⁴.

Le texte de cette résolution fut discuté dans l'appartement de Trotsky, alors gravement malade.

Il faut ajouter que cette maladie l'empêcha de participer pleinement à la discussion et qu'il ne put faire ni conférences ni discours, ni polémique directe avec ses adversaires, mais fut obligé de se limiter à des lettres et des articles. Ceci eut une grande influence sur le déroulement de la lutte interne du parti à cette étape cruciale.

La résolution affirmait qu'à partir de ce moment il y aurait une liberté de discussion et de critique garantie, et l'élection démocratique de tous les organismes de l'Etat de la base au sommet. Elle faisait référence à « *une bureaucratisation visible de l'appareil du parti* ». Cependant, et contrairement à l'insistance de Trotsky, cette résolution ne comportait pas une caractérisation claire des bureaucrates responsables de la greffe de la dictature de parti à l'intérieur du PCR (b) et il n'y avait aucune analyse sérieuse de la raison de la bureaucratisation. Plus sérieux, la résolution maintenait la caractérisation des déclarations de Trotsky et des 46. comme des documents « *fractionnistes et diviseurs* » ⁴⁵.

En d'autres termes, la partie « *démocratique* » de la résolution du 5 décembre était en réalité constituée par une déclaration vide. Le soi-disant « *cours vers la démocratie ouvrière* » avait été proclamé deux ans auparavant, au Xe congrès, et chacun savait qu'il avait été transformé en son contraire. En outre la proclamation d'un cours « *nouveau* » avait peu de signification. Elle ne pouvait mettre un terme au conflit interne du parti.

Trotsky comprit qu'il fallait passer à l'offensive. Le 8 décembre, il adressa à une réunion du parti une lettre intitulée « *Un cours nouveau* ». Elle expliquait dans un esprit d'opposition le sens général de la résolution « *Sur la construction du parti* » et provoqua une vive réaction de l'appareil. La contre-offensive bureaucratique commença.

43. 9 décembre 1923.

44. *KPSS v. resol.*, t. 3, p. 347.

45. *Ibidem*.

Tout d'abord, le politburo et le secrétariat du CC mirent un point final à la libre discussion dans les colonnes de la presse du parti. Pour la préparation des importantes rubriques de la vie du parti dans la *Pravda*, on désigna le bras droit de Staline, Nazaretian. Sur instructions de son patron, il établit dans le journal une censure rigoureuse. Les employés de la *Pravda* qui étaient en désaccord avec les nouvelles directives furent renvoyés⁴⁶. A partir de ce moment, la presse devint un outil de l'appareil bureaucratique.

Le « débat » sur le cours nouveau

Dans toutes les réunions du parti deux positions contradictoires se manifestaient clairement. La « ligne du CC » était opposée à la « ligne de l'Opposition » ou, comme disait la *Pravda*, « les partisans de Préobrajensky et de Sapronov ».

Evgenii Préobrajensky et Timoféi Sapronov étaient à cette étape les orateurs et organisateurs oppositionnels dirigeants. Le premier était un économiste, président de la commission gouvernementale des finances et le deuxième, membre du présidium du Comité exécutif pan-Union (VTsIK) des soviets, un dirigeant des « déistes ».

A la base des divergences, il y avait deux conceptions du parti, deux conceptions essentielles — inconciliables.

La « ligne du CC » traçait un signe « égal » entre la domination de l'appareil centralisé du parti et la dictature du prolétariat. Kamenev énumérait les arguments de l'Opposition: le choix artificiel des apparatchiks du groupe dirigeant, les conférences pré-arrangées, la toute puissance de l'appareil indépendant du parti :

« Nous avons entendu ce type d'argument, nous savons qu'il s'agissait d'une tentative de destruction de la base fondamentale sur laquelle repose la dictature du prolétariat en Russie »⁴⁷.

La même interprétation était répétée dans les régions par les bureaucrates subalternes. Par exemple, le patron du parti ukrainien Schlichter, parlant dans un meeting à Kharkov, attaqua la thèse de l'Opposition sur la pleine et libre sélection des responsables du parti et conclut en disant :

46. *Pravda*, 23 décembre 1923. Les deux responsables de la publication des lettres de discussion, N.A. Vigiliansky et le jeune journaliste A.A. Konstantinov, furent limogés. Le second devait devenir sous le nom de Kostia un des chefs de l'organisation clandestine en URSS. Il est le héros du livre de souvenirs de M.M. Joffe sur le camp de Vorkouta.

47. *Ib.* 13/14 décembre 1923.

« Si nous suivons une telle recette, nous pourrions bien finir par la perte de la dictature du prolétariat »⁴⁸.

Si la dictature du prolétariat était réduite à celle du parti, argumentaient les idéologues du politburo, alors elle a besoin pour jouer ce rôle d'une structure d'Etat, partie intégrante du mécanisme de l'administration directe. Lisant au début de 1920 le livre de Trotsky *Terrorisme et communisme*, Staline trouvait la caractérisation suivante :

« Tout le pouvoir est concentré entre les mains du parti. Il ne gouverne pas directement, même si son appareil pouvait convenir à cette tâche ».

« Cela veut dire qu'il n'y a pas de parti », écrivait dans la marge le secrétaire général⁴⁹. Staline soulignait que, selon lui, la raison d'être du parti était littéralement de gouverner l'Etat par le moyen de son appareil. Kamenev était d'accord que « les 3/4 du travail de l'Etat » devaient être faits par l'appareil du parti, soulignant dans la discussion que les critiques de l'Opposition contre la bureaucratie du parti risquaient de provoquer l'effondrement de l'Etat⁵⁰.

Les partisans de cette idée tentaient avant tout d'établir comme une norme toutes les déformations de l'Etat apparues en période exceptionnelle — surtout la dictature du parti unique conduisant à une symbiose malsaine du parti dirigeant et de l'appareil d'Etat — et deuxièmement de renforcer — dans le cadre de cette dictature — la domination de la couche des bureaucrates du parti. Il n'est pas difficile de voir dans cette conception d'un « parti d'Etat » les idées fondamentales du totalitarisme.

De ce modèle d'un parti comme organisation d'Etat découlait l'idée de la nécessité d'une construction interne qui garantissait au maximum la solution des tâches administratives. Il n'y avait pas la place dans le schéma pour le traditionnel principe du centralisme démocratique que Lénine formulait en ces termes :

« Nous en sommes venus au principe du centralisme démocratique qui garantit des droits pour toutes les minorités et toute opposition loyale, l'autonomie de toutes les organisations du parti, la garantie d'élections sous contrôle et la possibilité de relever de leur fonction tous ceux qui occupent des postes du parti »⁵¹.

48. *Ib.* 12 janvier 1924.

49. Simonov M., "Razmychleniia o pometkakh Stalina na poliakh marksistiskoi literatury", *Kommunist*, 1990, n° 18; 77.

50. *Pravda*, 12 décembre 1923, 12 janvier 1924.

51. Lénine, *Obrachenie k partii delegatov ob "edinitel'nogo s'ezda, prinaditsejavchikh k byvchey fraktsii "bol'shevikov" (1906)* ; PSS, t. 12, pp. 399-400.

La « *ligne du CC* » rejetait sans équivoque ce principe. Quand, au cours d'une discussion, les *oppositionalneri* citaient cette définition de Lénine, on avançait alors l'argument qu'il ne reflétait pas les règles d'organisation du bolchevisme et qu'il avait été dicté à l'époque par les nécessités politiques de la lutte contre les mencheviks.

A la place, le politburo essaya d'avancer sa propre version du centralisme démocratique. Kamenev la formula de cette façon :

« Le centralisme démocratique ne signifie pas que le parti devrait être élu par la base, mais que ses organes et institutions responsables exécutent toujours les directives du parti »⁵².

Boukharine, dans une tentative pour perfectionner cette définition, en est arrivé à une caractérisation totalement absurde : il définit « *le vrai démocratisation bolchevique* » comme un « *mécanisme* » signifiant que « *le parti dirige à travers les dirigeants et ces dirigeants dirigent avant tout les membres les plus avancés du parti selon leur conscience* »⁵³.

Toute autre compréhension de la démocratie fut officiellement qualifiée de « *non bolchevique* ». C'était un point de vue différent quant à l'avenir et donc à la construction du parti que défendait l'Opposition. Bien qu'à cette étape elle ne fût pas encore arrivée à la nécessité de combattre pour établir la démocratie soviétique, c'était avec beaucoup de clarté que la question de la séparation du parti et de l'appareil d'Etat fut posée dans ses articles et discours.

Les *oppositionalneri* pensaient que le PCR (b) devrait remplir sa fonction de parti dirigeant, non par des moyens administratifs, mais par des moyens politiques. Pour le dire autrement, le parti est appelé « *à diriger et pas à gouverner* ». C'est précisément pour cette thèse avancée en mars 1923 à la veille du XVe congrès que le politburo accusa Trotsky d'évoluer vers des idées « *liquidationnistes* » en ce qui concernait le rôle dirigeant du PCR(b)⁵⁴.

L'Opposition voyait le rôle dirigeant du parti non pas dans le fait qu'il donnait des ordres à l'administration d'Etat à travers l'appareil du parti et en s'unifiant comme ces derniers en une symbiose totalitaire, mais dans le processus d'un effort collectif des communistes pour élaborer une politique économique et sociale qui devrait alors, par des moyens démocratiques, être mise en pratique par les organes de l'Etat.

Dans la discussion, Trotsky montra que, dans le parti, tous les communistes, indépendamment du poste qu'ils occupaient dans l'économie et

52. *Ib.*, 13 janvier 1924.

53. *Ib.*, 1er janvier 1924.

54. *Dvenadtsat'i s"ezd.*, p. 817.

dans l'Etat, avaient des droits égaux et devraient participer dans la même mesure à l'élaboration de la politique :

« Là réside la supériorité fondamentale et insurpassable de notre parti, à savoir la possibilité de considérer simultanément l'industrie avec les yeux de l'ingénieur communiste ou du professionnel communiste, de l'administrateur communiste, du vendeur rouge et, concentrant toutes les expériences différentes et complémentaires de tous ces travailleurs, d'avancer une ligne pour guider l'économie en général, sa branche industrielle en particulier (...). Il est tout à fait clair que la direction d'un tel véritable parti ne peut se réaliser que sur la base d'une démocratie de parti vivante et active.

Si la démocratie est chassée du parti et remplacée par les diktats de structures de l'appareil, alors la supériorité de base du parti est perdue — l'expérience collective aux multiples aspects. La direction du parti dégénère dans cet exemple en commandement incompétent et incontrôlé des « *dirigeants* » du parti »⁵⁵.

Ainsi l'Opposition, contrairement à « *la ligne du CC* », comprenait la démocratie interne du parti comme tout à fait nécessaire au parti pour fonctionner et exercer son influence dans le système de la dictature du prolétariat.

En défendant le régime bureaucratique, les représentants de l'appareil avançaient l'argument qu'une large démocratie interne, pour ne pas parler de la démocratie ouvrière dans le PCR (b), était impossible pour diverses raisons « *objectives* ». Ils citaient le bas niveau culturel des ouvriers qui résultait des guerres et de la faim, le fait qu'une partie importante de la classe ouvrière était déclassée, etc. Staline et Zinoviev faisaient dépendre la démocratie du succès dans l'« *éducation* » du prolétariat et aussi du développement de l'industrie et de la situation internationale. Des pratiques bureaucratiques pouvaient toujours trouver une justification dans telle ou telle « *condition* » nécessaire à la démocratie.

L'Opposition s'est très vite dressée contre ce point de vue qui, en fait, enlevait toute responsabilité à la bureaucratie du parti. Les adversaires de la « *ligne du comité central* » arguaient que la démocratie réprime consciemment l'appareil qui ne naît pas de la « *nécessité* » mais de ses propres intérêts de groupe. En même temps cette construction fébrile du régime bureaucratique se faisait en temps de paix, dans une période de construction de l'économie et de la classe ouvrière elle-même. Trotsky écrivait dans « *La Question des générations dans le parti* » :

« La bureaucratie de la période de la guerre, quelles que furent les déformations qu'elle revêtait dans ses formes en différents cas, semble un jeu d'enfants en comparaison de la bureaucratie actuelle, réalisée dans les conditions d'un

55. *Pravda*, 29 décembre 1923.

développement pacifique, quand l'appareil du parti continue obstinément à penser et à décider à sa place »⁵⁶.

L'idée stalinienne sur la façon dont la direction du parti élargissait ou rétrécissait la démocratie en fonction de la situation internationale ou de la situation économique, était la forme la plus accomplie de l'essence de la compréhension bureaucratique de la « démocratie ». Parlant au XIIe congrès du parti, Ryazanov disait :

« Une telle démocratie, mobile, dont la courbe ne pourrait être concoctée que sur la base des données du commissariat aux Finances ou aux Affaires étrangères, montre déjà qu'il y a un défaut essentiel dans la façon dont cette question est posée »⁵⁷.

Exactement de la même façon, l'Opposition montrait que la question de l'« éducation » des membres du parti était mal posée⁵⁸. La bureaucratie expliquait son gouvernement absolu particulièrement en disant que les communistes n'étaient pas suffisamment « éduqués » sur le plan culturel-politique pour prendre indépendamment les décisions qui concernaient leurs vies. L'appareil se considérait comme la personnification de la culture socialiste.

Il est clair dans la discussion que le niveau de développement culturel-politique des membres de nombreuses cellules (ouvriers de grandes entreprises industrielles, étudiants, soldats) était de beaucoup supérieur à celui des « dirigeants tout de suite au dessus d'eux. » !

S'opposant à une façon d'aborder la question aussi élitiste et en même temps aussi peu élaborée, Trotsky écrivait :

« Nous ne devons pas poser la question d'une façon qui fasse dépendre l'usage de la démocratie de la question de savoir si oui ou non les membres du parti y sont prêts ! »⁵⁹

L'Opposition pensait que la croissance culturelle et politique des communistes n'étaient possible que sur la base d'une participation active à la décision sur la politique du parti et à leur travail au sein du prolétariat.

En d'autres termes, ils soulignaient la nécessité de l'auto-éducation par la pratique — la pratique du self-gouvernement et de l'activité politique à l'intérieur du parti. Tournant en ridicule la conception d'un parti où « les gens de la base » exécuteraient les ordres de « dirigeants » éduqués. Sapronov disait :

« L'esprit de l'école est encore trop fort dans le parti, le résultat étant que les ouvriers de la base semblent être des (...) élèves très polis mais peu attentifs

56. *Ibidem*.

57. *Ibidem*

58. Trotsky, *Novyi Kurs, Pravda*, 11 décembre 1923.

59. *Ibidem*.

laborieuses (...). Il faut, une fois pour toutes, rejeter la philosophie des pédants du parti selon laquelle la tâche cardinale du parti semble être l'éducation des membres et leur travail actif au sein du prolétariat. Exactement comme les institutrices! ».

L'Opposition soulignait que la division dans le parti entre une minorité d'« éducateurs » doués et la majorité des membres de base, sans aucun droit, ayant « besoin d'éducation », conduisait directement à la dégénérescence aux deux extrémités. Les membres pouvaient être éduqués et tomber dans la passivité et les dirigeants pouvaient perdre tous leurs liens avec le prolétariat, les communistes, Marx et la Révolution — et cela pouvait vouloir dire aussi les plus proches compagnons d'armes de Lénine, représentants des « cadres des vieux bolcheviks ». Cette prédiction s'est révélée étonnamment correcte. L'histoire a confirmé cette tendance.

Une autre question sur laquelle s'est développée une controverse très âpre entre l'Opposition et les partisans du politburo fut celle des fractions et groupements à l'intérieur du parti. La résolution du Xe congrès « *Sur l'unité* » interdisait la constitution de fractions dans le parti, sans indiquer en même temps ce qu'était une fraction. Bien que Lénine eût expliqué au congrès qu'on ne pouvait en aucun cas revenir sur le droit d'élaboration collective d'une plateforme, l'appareil utilisa immédiatement cette résolution contre la constitution de fractions pour supprimer toute contribution critique. Toute initiative collective allant contre « *la ligne du CC* », toute protestation d'un groupe de membres étaient qualifiées de « *fractionnelles* » et soumises à persécution. « *La liberté de discussion* » devint une fiction.

Le résultat fut que des groupes illégaux de communistes ayant des idées oppositionnelles commencèrent à former des fractions clandestines à l'intérieur du PCR (b) : la répression policière contre elles agit comme un catalyseur.

L'Opposition exigeait que l'on cesse d'utiliser l'étiquette de « *fractionnisme* » pour faire peur et protéger les diktats de la direction. Elle disait que le régime bureaucratique lui-même forçait les communistes à conspirer. Dans une lettre intitulé *Cours nouveau* Trotsky écrivait en décembre 1923 :

« *Le bureaucratisme de l'appareil est précisément l'une des principales sources du fractionnement. Il réprime impitoyablement la critique et refoule le mécontentement à l'intérieur de l'organisation. Pour lui, toute critique, tout avertissement est presque fatalement une manifestation de l'esprit de scission* »⁶⁰.

60. *Ibidem*.

Il en découlait la conclusion suivante : une transition décidée vers la démocratie du parti mettrait fin à l'atmosphère dans laquelle l'apparition de questions controversées conduit à la formation de fractions secrètes au lieu de discussion ouverte et libre. D'un autre côté, l'Opposition voulait préserver la crainte irrationnelle de toute union informelle de communistes.

Dans un article spécial « *Groupes et formations fractionnelles* », Trotsky montrait que, chaque fois qu'il s'exprimait deux opinions, les gens commençaient à prendre parti — donc que pour éviter les groupements, il fallait chasser du parti toute divergence. Mais c'était impossible dans un parti d'un demi-million de membres gouvernant la vie d'un pays énorme et prenant des décisions sur des questions complexes de construction socialiste !

Un parti dans lequel des désaccords apparaissent et où la prise de décisions est la prérogative du seul appareil ne peut pas ne pas finir par être politiquement et idéologiquement paralysé. Bien que Trotsky n'allât pas au bout de la logique de son analyse pour demander la libre association à l'intérieur du parti, il se prononça néanmoins contre « *le fatalisme grossier d'organisation* » dans la lutte contre « *le fractionnisme* »⁶¹.

Les autres dirigeants de l'opposition, au premier chef Préobrajensky et Sapronov posaient la question de façon plus radicale encore. Préobrajensky, exprimant l'opinion d'un nombre non négligeable d'*oppositionalneri*, proposait un retour vers les anciennes structures internes du parti, plus libres, permettant plusieurs plateformes politiques différentes dans les limites du programme du parti « *pour rétablir une vie du parti qui soit du genre de celle qu'on a connue en 17-18* ».

Critiquant l'unité imposée de la pensée du parti, basée sur la manipulation de la décision du Xe congrès, Préobrajensky disait :

« Si des groupements idéologiques apparaissent dans le parti; qui veulent le convaincre que les mesures qu'ils proposent sur l'économie, les finances, la formation dans le parti, etc. sont meilleures que celles que propose sa majorité officielle telle que les présentent le CC ou tout autre groupe, qui dirait qu'il ne faut pas accepter de tels groupements ? Pourquoi n'admettrions-nous pas des groupes qui préparent le congrès, veulent convaincre la majorité du parti sur telle ou telle question ? Ce qui est pleinement permis par nos statuts. Qui plus est, si, pour leur travail, ils organisent un groupe autour d'une plateforme manifestement erronée, son interdiction signifie qu'on jette cette tendance dans la clandestinité alors qu'on pourrait en quelques mois la disperser par la discussion »⁶².

61. *Ib.* 28 décembre 1923.

62. *Ib.* 28 novembre 1923.

La « *ligne du CC* » adopta à son tour une attitude singulièrement répressive à l'égard de toute fraction ou groupement. Cela découlait aussi de la conception du « *Parti de l'Etat* ». Comment permettre la libre polémique dans l'appareil exécutif dont la tâche n'était « *pas de discuter mais d'appliquer les décisions* » ? « *Permettre l'existence des fractions* », disait par exemple Kamenev, signifiait en arriver à « *la division du pouvoir d'Etat* »⁶³. Staline expliquait que ce que faisaient les *oppositionalneri*, en revendiquant le rétablissement dans le PCR(b) des rapports démocratiques des premières années d'après la révolution, c'était essayer de faire exploser le parti⁶⁴. Zinoviev assurait :

« Nous dirons au camarade Préobrajensky que, même s'il ne revendique pas vraiment des groupes, mais de petits groupements, le parti les refusera encore »⁶⁵.

Avec cela, les partisans du politburo continuaient à répéter qu'ils étaient en faveur du droit de critique. « *La critique est essentielle, nécessaire et utile*, disait Zinoviev, *mais nous ne devons pas permettre les fractions* »⁶⁶. Selon le point de vue officiel, les membres du parti pouvaient critiquer les organisations du parti et soutenir leur propre point de vue, même s'il différait des autres, mais seulement en tant qu'individus, sous peine de devenir un groupement fractionnel criminel. Sapronov souligna la fausseté et les contradictions d'une telle façon de comprendre la défense de l'« *unité* » dans son article « *Sur l'unité et l'Opposition* ».

« Il ne s'agit pas d'exiger que tous les camarades soient d'accord avec Zinoviev et le comité de rédaction de la *Pravda* ou de vouloir que tous ceux qui sont en désaccord avec le camarade Zinoviev le soient nécessairement entre eux. Si la première exigence était acceptée, toute discussion serait impossible — il n'y aurait qu'à répéter les éditos de la *Pravda* — dans le second cas, la discussion n'aurait pas de fin, car les camarades devraient rester en désaccord jusqu'au bout »⁶⁷.

Pour défendre le régime bureaucratique « *d'unité* » des critiques de l'Opposition, l'appareil en vint rapidement à attaquer l'Opposition en tant que fraction scissionniste contre laquelle il fallait prendre des initiatives répressives. En réplique, l'Opposition se décida à dénoncer la fraction bureaucratique au

63. *Ib.*, 13 décembre 1923.

64. Staline, "O diskussii, o Rafaile, o stat'iakh Preobrajenskogo i Sapronova i o pisme Trotskogo", *Sotchinneniiia*, M. 1954, t. 5, pp. 379-380.

65. *Pravda*, 16 décembre 1923.

66. *Pravda*, 7 décembre 1923.

67. *Ib.*, 16 décembre 1923.

sommet du PCR (b) comme détenant le monopole du pouvoir dans le parti. Trotsky écrivait :

« Si le fractionnisme est interdit — et il l'est — alors il est criminel de fermer les yeux sur le danger créé par l'esprit fractionniste conservativo-bureaucratique »⁶⁸.

Les membres du politburo nièrent vigoureusement l'existence d'une fraction bureaucratique aux échelons du sommet de l'appareil du parti. Ils nièrent farouchement l'existence d'une « *troïka* » dirigeante distincte (Staline, Zinoviev, Kamenev) qui décidait d'avance les questions les plus importantes de la direction du parti.

« Quand les camarades Préobrajensky et Sapronev nous lancent des accusations, à nous, représentants de la majorité du CC, en disant que nous sommes nous-mêmes une fraction, c'est ridicule », disait Zinoviev⁶⁹.

Selon les paroles de Kamenev :

« Nous serions fous d'organiser une fraction »⁷⁰.

Zinoviev dit cela le 11 décembre 1923 et Kamenev le 10 janvier 1924. En même temps, il existe un document qui donne une version tout à fait différente — une note datée du 8 décembre 1923, par laquelle Zinoviev invite Staline, Tomsky, Rykov et Boukharine à une réunion pour organiser « *une fraction réellement solide* ». Elle porte des remarques d'approbation de Staline, Tomsky, Rykov et Kamenev⁷¹, en faveur d'une sorte de groupe séparé au sein du politburo, et se trouve dans la correspondance entre Staline et Zinoviev à l'été 1923⁷². La *troïka* de Staline, Zinoviev et Kamenev fut fondée à la fin de 1921 à la première attaque sérieuse de Lénine. Dans des réunions à part, ses membres se mettaient d'accord sur leur comportement aux séances du politburo, se répartissant les différents rôles dans la discussion des questions de fond. La façon de mettre en pratique la volonté de la *troïka* par l'intermédiaire de l'appareil était l'affaire du secrétaire général Staline.

L'objectif de ce groupe était avant tout d'exclure Trotsky du pouvoir. « *Vous êtes en dehors du cercle* » lui dit une fois Zinoviev. Les membres subalternes du politburo commencèrent à utiliser le mot « *obsoutch* » — cercle — pour les réunions secrètes de leurs chefs. En deux mois la « *troïka* » s'était

68. Trotsky, "Gruppirovki i fraktsionnye obrasovaniia", *ibidem*, 20 décembre 1923.

69. *Pravda*, 16 décembre 1923.

70. *Ib.*, 15 janvier 1924.

71. *Izv. k.*, 1990, n°12, p. 168.

72. *Ibidem*, 1991, n°4, pp. 203-205.

élargie pour inclure Boukharine, Rykov, Tomsky et Kouibytchev, devenant « *les sept* »⁷³.

Persécutant toutes les manifestations contre sa domination comme du « *fractionnisme* », le groupe dirigeant lui-même menait une politique extrêmement « *fractionnelle* ». Des commissaires spéciaux étaient envoyés à certains endroits pour assurer une listes de délégués à un congrès du parti qui devait être loyal à la *troïka*. Particulièrement vigoureuse fut la campagne en coulisse en mars 1923 après la deuxième attaque de Lénine.

L'appareil du parti en province était de plus en plus soumis à la pression des représentants du « *cercle* » dans un esprit de lutte contre le trotskysme, bien que le terme de « *trotskyste* » ne fût pas officiellement utilisé et qu'au sommet l'unanimité vis-à-vis de l'extérieur fût demeurée la règle.

C'est alors que commença la diffusion de tracts imprimés pleins d'exemples tendancieusement sélectionnés du prétendu « *anti-bolchevisme* » de Trotsky et de la polémique entre lui et Lénine jusqu'en 1917, quelques preuves permettant de penser que cette littérature était préparée par le secrétariat de Staline⁷⁴.

En décembre 1923, Zinoviev proposa la constitution d'une fraction pour combattre l'Opposition, démontrant que, bien qu'une fraction existât déjà, elle avait besoin d'être consolidée dans le groupe des sept et élargie en groupement. Le processus de consolidation fractionnelle continua et, à l'été 1924, un document spécial, une sorte de constitution, réglant l'activité du groupe dirigeant, fut élaboré⁷⁵.

Dans la discussion les représentants de l'Opposition soulignaient que la séparation du parti entre une hiérarchie de secrétaires et la masse des membres de base, conduisait à la formation d'une couche sociale spéciale *d'apparatchiki*, possédant non seulement tout le pouvoir mais aussi, concrètement, des privilèges matériels. Si la vraie démocratie présuppose l'égalité, la domination bureaucratique ne peut exister sans antagonismes matériels entre le sujet et l'objet du pouvoir.

En même temps que s'aggravait le régime bureaucratique, il en allait de même avec la distinction entre les conditions de l'appareil et de celles des communistes de base. Les « *travailleurs responsables* » dans le parti et l'Etat utilisaient leur pouvoir sans contrôle pour acquérir de nouveaux privilèges. Tandis que les ouvriers et les communistes de base n'arrivaient qu'à peine à joindre les deux bouts, les *apparatchiki* avaient parfois leurs propres écuries avec

73. B.Bajanov, *Vospominaniia bychego sekretraria Stalina*, M 1990 p. 149; D.A. Volkogonov, *Trotsky*, M. 1992, t. 2, pp 8-9.

74. Valentinov, *Yk. Soich.* p. 184-185.

75. Nadocheev V., "Troïka, 'semërka', Stalin", *Nedelia*, 1989, n°1.

des chevaux de courses, de monte, des équipements luxueux, allaient dans des stations de vacances dans des trains privés et leurs femmes se vêtaient de vêtements coûteux. La richesse extravagante étaient même reconnue dans des déclarations officielles ⁷⁶.

Pour mettre un peu d'ordre dans le système des privilèges, la XIIe conférence du Parti, en août 1922, avait adopté une résolution spéciale sur la situation matérielle des « *travailleurs actifs du parti* » — c'est à dire des *apparatchiki* des membres du comité central du PCR (b) ou secrétariats des grosses cellules ⁷⁷.

Un vieux membre du parti nommé G.F. Sofronov a inclus dans ses mémoires un échange caractéristique entre des dirigeants de l'Opposition dont un héros de la guerre civile, Nikolai Muralov, d'un côté, avec son frère Aleksandr, et Safronov lui-même, de l'autre, qui soutenait « *la ligne du CC* » et citait la résolution de la XIIe conférence. Muralov dit :

« Par cette décision, les travailleurs de l'appareil du parti sont placés dans une position privilégiée en comparaison avec les ouvriers et les autres. Leurs salaires sont fixés très haut sur l'échelle. Ils sont dans une situation privilégiée par la garantie du logement et de l'aide médicale, pas seulement pour eux, mais pour leurs enfants. Par décision de la conférence, le nombre de ces gens heureux a été donné comme étant de 15 325. Mais, à ce nombre il faudra ajouter des dizaines de milliers d'autres travailleurs de l'appareil du parti des régions et du centre.

— Peut-être que, selon toi, ces travailleurs du CC du parti et les secrétaires de région et de province devraient mourir de faim?

— Aleksandr n'était pas d'accord.

— Mais es-tu d'accord pour que les travailleurs meurent de faim ? répondit Nikolai Ivanovitch.

- Non, nous ne proposons pas ça, dis-je précipitamment ».

Et Nikolai Ivanovitch alla au bout de sa pensée :

— Les travailleurs de l'appareil du parti et de l'Etat ne devraient pas avoir droit à des privilèges par rapport aux ouvriers » ⁷⁸.

La lutte pour la démocratie dans le parti, l'Opposition la comprenait non seulement comme la lutte pour des élections, le contrôle de l'appareil et la liberté

76. *Spravotchnik partiinogo rabotnika*, M. 1924, vyp 4, pp. 277-279.

77. *KPSS v res.*, t.2, pp. 595-598.

78. Sofronov G.P. "Vstretchi N.I. Muralovym", *Nikolai Muralov*, M 1990, p. 123.

de discussion et de critique, mais aussi pour la suppression de la base matérielle de la bureaucratie du parti — les privilèges de l'appareil.

Résultats et leçons de la discussion de 1923-1924

La XIIIe Conférence du PCR (b) qui se tint du 16 au 18 janvier 1924 mit fin officiellement à la discussion en adoptant une résolution « *Les résultats de la discussion et de la déviation petite-bourgeoise dans le parti* » ⁷⁹.

Elle résumait les accusations lancées contre l'opposition par la majorité du CC. L'opposition était coupable d'« *activité ultra-fractionnelle* » : une tentative de briser l'« *unité* » du parti bolchevique, détruire son appareil et saper l'autorité du CC.

La résolution disait que l'opposition ne représentait pas seulement l'union des révisionnistes et déviationnistes, mais qu'elle exprimait aussi une attaque, contre le parti d'une direction petite-bourgeoise qui utilisait le prétexte de l'élargissement de la démocratie pour affaiblir la dictature du prolétariat. Elle niait l'existence d'une tendance bureaucratique dans l'appareil du parti — le mot « *bureaucratisme* » était placé avec mépris entre guillemets comme s'il s'agissait d'une invention de l'Opposition.

La liberté de discussion à l'intérieur du parti, disait-elle, « *ne signifie d'aucune façon que l'on sache la discipline du parti* ». Suivait un indiscutable appel à restreindre la liberté de discussion :

« Le CC du parti et tous les centres du parti dans les régions devraient tout de suite adopter les mesures les plus sévères pour défendre la discipline de fer bolchevique partout où elle est entamée ».

Afin d'extirper le « *fractionnisme* » à la racine, la conférence adopta une résolution pour la publication du point resté secret de la résolution du Xe congrès, qui donnait à la majorité du CC et de la CCC le droit d'exclure du parti tout membre du CC qui « *enfreindrait la discipline du parti* ». C'étaient les chefs de l'Opposition qui étaient visés. Pour les *oppositionneri* de base, cela permettait les mesures les plus sévères, y compris l'exclusion du parti.

Qualifiant les revendications démocratiques mises en avant par l'Opposition comme une atteinte à l'unité du PCR (b), la résolution du XIIIe congrès assurait :

« Le parti détruira politiquement quiconque menace l'unité de ses rangs. »

La décision du congrès ne semble pas avoir été inattendue pour nombre de ceux qui avaient participé à la discussion. Le 14 décembre déjà, une réunion de

79. *KPSS v res.*, t.3, pp. 152-160.

l'organisation du parti du district de Moscou avait adopté une résolution dans laquelle il était dit :

« La cellule propose que la conférence du parti russe fixée à la mi-janvier qui sera essentiellement composée de travailleurs du parti menant activement la politique anti-démocratique à l'intérieur du parti ne puisse pas être considérée comme compétente pour résoudre les questions de la mise en pratique du principe de la démocratie ouvrière. »⁸⁰

Conformément aux statuts du PCR (b), les gens invités à la conférence étaient « des représentants des comités, national, régionaux et provinciaux et les départements politiques de l'Armée et de la Marine », précisément parce que ces organes étaient constitués par voie de nomination et de « recommandation » et, dans la discussion, la majorité du politburo s'était prononcée contre les élections à ces organes⁸¹. En prenant en compte tout cela, il n'était pas difficile de prévoir la ligne d'action des représentants des comités du parti à ce congrès.

Quoique pendant quelque temps les délégués au forum du parti aient été généralement choisis par en-haut, le XIIIe congrès du parti marqua l'oblitération des dernières traces de la démocratie interne du parti.

Sa capacité à sélectionner tous les participants à un congrès du parti pour toute la Russie était la protection de l'appareil du parti dirigeant en province. Il réussit à supprimer toutes les voix démocratiques, bien que l'Opposition ait réuni un nombre élevé de voix, voire la majorité, dans les organisations du parti de Tchéliabinsk, Tchita, Khabarovsk, Vladivostok, en Crimée, à Kiev, Kazan, Riazan, Simbirsk, Kalouga et de nombreuses autres⁸².

Dans l'ensemble, l'appareil du parti des provinces de la périphérie s'en est mieux tiré avec l'Opposition que celui de Moscou. Ce n'était pas accidentel. Dans la capitale, le centre de la pensée et de l'activité du parti, le régime bureaucratique de discussion n'avait pas développé sa forme totalitaire la plus achevée jusqu'à l'époque de la discussion. Dans les provinces, la bureaucratie du parti régnait presque sans division.

Après le début de la discussion, un communiste de Koursk, K. Magkiy écrivait à la *Pravda* sur l'arbitraire des secrétaires locaux :

« Y a-t-il une loi pour ces voyous? La presse est entre leurs mains, la police, et vous ne pouvez que vous taper la tête contre les murs. Où que vous regardiez, partout, c'est l'indignation mais en même temps, la peur. »

80. *Pravda*, 4 janvier 1924.

81. *KPSS v res.*, t. 2, p. 577.

82. *Istoriticheskie opyt ukreplenie edinstva KPSS*, M. 1986, p. 89, 22 janvier 1924.

Un membre de l'organisation du parti de Bielgorodskaia suggéra que quiconque voulait comprendre la vie interne du parti dans les provinces, prenne un exemple dans la situation de la capitale « et l'imagine dix à vingt fois pire. »⁸³

A Moscou, la lutte entre l'opposition démocratique et l'appareil du parti revêtait un caractère très âpre. L'Opposition était soutenue par la moitié, sinon la majorité, des cellules du parti⁸⁴.

Mais, parmi les participants à la conférence de district du parti, 36% seulement soutenaient l'Opposition. Quand on en vint à la conférence régionale, la machine du parti obtint même un meilleur résultat, réduisant la force de l'Opposition à 1 contre 7. A la conférence pan-Union, il n'y eut que trois délégués seulement qui furent admis avec un droit de vote⁸⁵. Le même « filtre » fut appliqué partout. Le résultat final fut qu'on annonça que 98,7% avaient voté pour la « ligne du comité central » et 1,3% pour l'Opposition⁸⁶.

Un peu de lumière sur la façon dont ces chiffres ont été obtenus est apparue dans les souvenirs des anciens assistants de Staline, B. Bajanov et A. Balachov. Bajanov a déclaré qu'à une réunion de la troïka pendant la période de la discussion, le secrétaire général avait dit :

« A présent ça n'a pas d'importance qui vote, et comment, dans le parti, mais ce qui est extrêmement important, c'est qui va compter les votes et comment. »

Staline donna alors les ordres nécessaires au gardien appointé de la « Vie du parti » dans la *Pravda* — Nazaretian — et on commença alors à falsifier systématiquement les résultats du vote dans les cellules. Cela se reflétait dans les déclarations du journal comme la célébration de la « ligne du CC »⁸⁷.

Selon les souvenirs de Balachov, la falsification fut organisée de façon légèrement différente⁸⁸. Nazaretian ne se serait pas contenté de présenter de façon erronée les résultats du vote, mais il aurait simplement dissimulé à la publication les résolutions des organisations qui soutenaient l'Opposition.

D'une façon ou d'une autre, on peut le confirmer : les résultats de la discussion furent dans une large mesure falsifiés par la troïka et d'abord Staline.

83. *Pravda*, 8 décembre 1923.

84. Balachov A.P., Markhachov Iou. S. "Staraia plochtchad' 4.20-e gody" *Politicheskie issledovaniia*, 1991, n°6, p. 181 ; Bajanov B., *op.cit.*, pp. 79-80.

85. *Pravda*, 12, 13, 15, 22 janvier 1924.

86. *Bor'ba partii bol'shevikov protiv trotskisma v posleoktiabr'skii period*, M. 1969, pp. 141-142.

87. Bajanov, *op.cit.*, pp. 79-80.

88. Balachov, A.P. *op.cit.*, p. 181.

Nombre de falsifications étaient déjà apparues dans le cours de la discussion. Trotsky, Piatakov et Radek furent obligés de protester au politburo :

« Il est sans intérêt de parler de démocratie du parti, écrivaient-ils, si les mensonges qui mésinforment restent impunis ».⁸⁹

Les membres du politburo eux-mêmes comprenaient que leur « victoire » ne reposait pas sur l'expression de la volonté du parti. Boukharine écrivait à Zinoviev dans une lettre privée :

« J'ai peur que vous vous laissiez emporter avec la victoire, parce que nous avons réussi à "renverser un homme du sommet" (...). Je vous demande de ne pas surestimer l'ampleur ni le caractère ni la force de la victoire. Nous avons réellement gagné à Moscou. Nous avons entre les mains tout l'appareil. Nous avons la presse etc. (...). Mais il est apparu que l'Opposition à Moscou était tout à fait considérable, pour ne pas dire la majorité ».⁹⁰

Mais, pour la victoire de la majorité, il ne suffisait pas de « piquer » les gens qu'il fallait en tant que délégués à la conférence et de fabriquer des fausses déclarations dans la discussion — il fallait que les masses acceptent que ce soit fait. Et là, nous voyons un facteur supplémentaire qui a contribué à l'issue de ce combat dans le parti en 1923-24. La majorité des communistes révélèrent qu'ils n'étaient pas prêts de donner un coup organisationnel décisif à la pression de l'appareil. La passivité se manifestait dans les cellules du PCR (b). Le relevant avec satisfaction, Kamenev écrivait dans un article « *Pierre angulaire de la discussion* » :

« Les appels qui attiraient la jeunesse n'ont eu aucun effet dans les cellules ouvrières et particulièrement les travailleurs n'ont guère réagi quand on leur a dressé un tableau de la persécution dans le parti, la suppression de la pensée, l'affaiblissement de l'initiative » etc.

Kalinine l'expliquait en concluant que la nation, la classe ouvrière ne souffraient « d'aucun manque de démocratie » et rejetaient les idées petites-bourgeoises de l'Opposition⁹¹. La raison de cette passivité doit certainement résider, non dans l'amour des ouvriers pour le régime bureaucratique, mais dans les conditions matérielles de leur existence. Un rôle important a certainement été joué par la pression permanente du chômage. En 1923 le nombre des sans-travail doubla, pour atteindre 1 240 000 personnes en janvier 1924.

L'administration de toute entreprise, contrôlée par l'appareil local du parti, pouvait sans difficulté renvoyer un ouvrier montré du doigt par les dirigeants du parti et le remplacer tout de suite par un chômeur. C'est cette peur qui empêcha

89. Valentinov N., *Nasledniki Lenina*, M.1991, pp. 238-239.

90. *Voprossy istorii KPSS*, 1880, n° 5, pp. 61-62.

91. *Pravda*, 14 décembre 1923, 178 janvier 1924.

les masses des communistes ouvriers de prendre une part active aux manifestations de l'Opposition.

Le correspondant industriel du *Sotsialistichesky Vestnik* — un journal de mencheviks émigrés —, écrivait :

« Un ouvrier est heureux d'être à l'usine. De recevoir une sorte de paie (...). Sur le terrain de cet attachement matériel pousse une sorte d'"obéissance" — voire le silence du prolétariat ».⁹²

Quoique nombre de membres des cellules d'usine aient d'abord soutenu l'Opposition, ils se sont mis à hésiter et ont finalement préféré se taire plutôt que d'avoir une confrontation ouverte et vive avec le puissant appareil. Seuls les éléments les plus avancés, les plus développés théoriquement, ont réalisé l'importance principale de l'organisation d'une lutte pour la démocratie ouvrière socialiste.

Il y avait de bonnes raisons pour que l'Université communiste Sverdlov à Moscou devienne un des centres de l'Opposition. Presque deux tiers des étudiants qui venaient aux salles de lecture n'avaient déjà pas moins de trois ans d'appartenance au parti. Pour ces travailleurs qui apprenaient Marx et l'histoire du mouvement socialiste, la démocratie semblait la base nécessaire pour le développement du communisme.

Le lien entre le niveau théorique élevé des jeunes étudiants communistes et leur activité oppositionnelle fut même reconnu par les partisans de la « ligne du CC », par exemple Lyadov qui assura d'abord que le fait d'avoir trop intensivement appuyé de façon indépendante la théorie socialiste contribuait à « l'absorption vorace de toute idée oppositionnelle ». Une conclusion en découlait, c'était la nécessité de soumettre de tels travailleurs du parti à l'éducation de parti de façon à ce qu'ils puissent correctement (c'est-à-dire conformément au cours officiel) « adapter la théorie à la pratique ».⁹³

A travers l'expérience de ces discussions sur la démocratie de parti, l'appareil comprit que, si la théorie marxiste ne correspondait pas à la pratique, il fallait changer la théorie pour le résultat escompté. Le résultat fut que la fabrication permanente du marxisme devint l'une des directions essentielles du « travail idéologique » du PCUS.

Le troisième facteur de la défaite de l'Opposition fut sa propre hésitation et, dans une large mesure, sa plateforme à mi-chemin. L'Opposition ne se basait pas sur les ouvriers qui prenaient part aux grèves, les rejoignant pour exiger la démocratie prolétarienne et l'établissement du pouvoir soviétique à la base. Les *oppositionneri* s'abstinrent de faire appel aux masses travailleuses pour

92. *Sots. V.*, 1923, n°5/6, p. 12.

93. *Pravda*, 18 décembre 1923.

combattre la domination de la bureaucratie. Ils avaient peur de quoi que ce soit qui puisse servir la contre-révolution.

Ce ne fut que dans les années 30 que Trotsky arrive à la conclusion que la bureaucratie elle-même était porteuse de la contre-révolution et qu'il formula le programme de la « *révolution politique* ». Mais en 1923-1924, les dirigeants de l'Opposition de gauche restèrent fidèles à la conception de la dictature d'un seul parti. Trotsky écrivait par exemple : « *Nous sommes le seul parti dans le pays, à l'époque de la dictature, il ne peut pas être autrement* »⁹⁴.

Mais si l'Opposition estimait possible et nécessaire de soumettre des millions d'ouvriers au monopole de la direction par 400 000 communistes, sa propre critique de la dictature d'un faible pourcentage de la « *vieille garde* » à l'intérieur du parti n'était rien moins que convaincant pour le prolétariat lui-même.

Il y a plus. L'Opposition ne mit pas en avant un clair programme de lutte pour un système de soviets réellement démocratique, elle ne soutint pas les participants aux grèves qui se succédaient dans tout le pays en 1923 et qui revendiquaient des organismes indépendants de contrôle ouvrier, mais elle fut d'accord pour l'interdiction d'éduquer les fractions internes mettant à la place le mot d'ordre dilué de « *groupes idéologiques* ».

« *Le parti ne veut pas de fractions et il ne les permettra pas* », disait Trotsky en décembre 1923⁹⁵. Au XIIIe congrès, il déclara aussi qu'on ne pouvait admettre les groupements, d'accord avec la conception officielle selon laquelle il n'y avait pas de différence entre une fraction et un groupement⁹⁶. Moins de treize ans plus tard, analysant le processus de dégénérescence du PCR (b), Trotsky concluait que l'interdiction des fractions n'avait pas peu contribué à cette profonde dégénérescence du parti.

Il écrivait en 1936 dans *La Révolution trahie* :

« La doctrine actuelle, qui proclame l'incompatibilité du bolchevisme avec l'existence des fractions, est incompatible avec les faits... L'histoire du bolchevisme est en réalité celle de la lutte des fractions. Et comment une organisation authentiquement révolutionnaire qui se donne pour but de retourner le monde et rassemble sous ses enseignes des négateurs, des révoltés et des combattants de toute témérité pourrait-elle vivre et croître sans conflits idéologiques, sans groupements, sans formations fractionnelles temporaires ? La clairvoyance de la direction bolchevique réussit maintes fois à atténuer et à abrégé les luttes fractionnelles mais ne put faire davantage. Le comité central

94. Trotsky, "Grouppirovki i fraktsionnye obrasovaniia", *Pravda*, 28 décembre 1923.

95. *Ibidem*.

96. *Trinadtsatii s"ezd RKP(b)* (Sten.)M, 1924, p. 151.

s'appuyait sur cette base effervescente, il y puisait la hardiesse de décider et d'ordonner »⁹⁷.

Engels avait déjà souligné qu'un grand parti sur une base démocratique ne pouvait être soumis à une complète unité organisationnelle et idéologique. Il écrivait en 1890 sur le parti ouvrier social-démocrate allemand :

« Un parti est fort dans la mesure où la liberté d'opinion absolue y est considérée comme une nécessité (...). Pour la nouvelle génération (...) on ne lui fera rien entrer dans la tête comme à l'école (...). Il faut une discussion et même un petit combat.

J'ai essayé de convaincre (Bebel et Liebknecht) de la stupidité de toutes les exclusions qui reposent, non sur les preuves réelles d'une action nuisible au parti, mais seulement sur l'accusation de constituer une opposition dans l'organisation (...) Un grand parti ne peut pas exister sans qu'apparaissent à l'intérieur toutes sortes de nuances d'opinions et il faut prévenir tout signe de dictature »⁹⁸.

Mais en 1923, l'Opposition ne posait pas la question d'un rejet total des décisions anti-démocratiques du XXe congrès sur l'« *unité* ». Le parti n'exigeait pas résolument une garantie de la liberté de discussion dans le cadre du PCR (b), en donnant le droit de former des fractions. C'est pourquoi la « *ligne de l'Opposition* » paraissait contradictoire et inconsistante, ce qui l'affaiblit considérablement. D'un côté, elle critiquait la façon dont l'appareil du parti se rapprochait de l'Etat et, de l'autre, elle défendait l'une des raisons essentielles de ce phénomène, le monopole du PCR (b) sur le pouvoir. Se prononçant pour la démocratie dans le parti, l'Opposition ne posait pas en même temps la question de la démocratie ouvrière dans le PCR (b), les soviets et les entreprises.

A la fin, bien que les ennemis de l'Opposition l'aient accusée de chercher à « *faire la révolution à l'intérieur du parti* », les adversaires de la « *ligne du comité central* » combattaient essentiellement pour une réforme radicale dans le parti. Pour Trotsky et les autres dirigeants de l'Opposition dans cette période, il n'était pas acceptable d'organiser les grévistes mécontents, les jeunes et les anciens combattants de la guerre civile (qui en général les soutenaient) contre le régime de la bureaucratie.

L'issue de la discussion trancha du développement à venir du régime bureaucratique dans le PCR (b). Les « *purges* » dirigées contre les partisans de l'Opposition commencèrent en décembre 1923. Pendant les réunions de discussion, les représentants de l'appareil notaient les noms des *oppositionneri* les plus actifs pour leur appliquer l'arsenal de la répression.

97. Trotsky, *Predannaia revoliutsia*, M. 1991, p. 82.

98. Marx & Engels, *Sotchineniia*, 2 --e izd--z, t. 37, M 1965, pp. 373-374.

La bureaucratie traita de façon particulièrement dure les étudiants communistes comme l'une des forces oppositionnelles les plus actives. Un travailleur, Bessedovsky, qui avait à l'époque des responsabilités et s'évada plus tard de l'URSS stalinienne, se souvient :

« Des milliers et des milliers de ces jeunes membres du parti furent exclus comme carriéristes, alors qu'ils crevaient presque de faim avec 7 roubles 50 kopeks par mois, entassés dans les logements du rez-de-chaussée, les mansardes et les écuries. Et ils furent épurés par les bien nourris satisfaits, les Iaroslavsky, Enoukidze et autres qui occupaient des maisons aristocratiques et dépensaient des centaines de roubles par mois qu'ils gagnaient dans le "journalisme" ».⁹⁹

Les actes de répression ne se limitèrent pas à la révocation, l'exclusion du parti, le renvoi du travail. Un assistant d'un des dirigeants de l'Opposition, Antonov-Ovseenko, du nom de Dvorjets, fut arrêté peu après un échange très vif avec Zinoviev dans une réunion et condamné à cinq ans¹⁰⁰.

Non seulement le GPU n'arrêta pas ses interférences dans la vie du parti mais il élargit son contrôle dans ce domaine. Au début de 1924, dans son département opérationnel secret de l'ancienne section « *menchevique* », « *social révolutionnaire* » et « *anarchiste* », une sous-section fut créée pour le combat contre un ennemi nouveau, le « *communiste* ».

En même temps que les persécutions des militants oppositionnels de base, on déclencha une campagne pour le renvoi des postes responsables des dirigeants de l'Opposition. En réponse à l'élimination du CC d'Antonov-Ovseenko, Bogouslavsky et d'autres, Koubyak dit au XIIIe congrès :

« Du calme! Qu'y a-t-il de terrible? Ne réclamez vous pas vous-mêmes le renouvellement de l'appareil? Nous le renouvelons et le renouvellerons plus encore »¹⁰¹.

C'est ainsi, pour se débarrasser des éléments oppositionnels, que la hiérarchie du parti traita le point de la résolution sur « *la construction du parti* » qui recommandait le renouvellement systématique de l'appareil. Les comités de parti qui avaient été réélus grâce aux efforts de l'Opposition pendant le déroulement de la discussion furent très vite changés sous la pression du sommet. On expliqua dans le même esprit d'autres formulations démocratiques de la même résolution solennellement adoptée au XIIe congrès. Le « *cours nouveau* » finit avant d'avoir commencé.

99. Bessedovsky G., S., *Na poutiakh k thermidoru*, Paris, 1930, pp. 148-149.

100. *Pravda*, 21 décembre 1923 ; Antonov-Ovseenko A.V., "Stalin i ego vremia", *Voprossy istorii*, 1989, n°2, pp. 90-91.

101. *Pravda*, 22 janvier 1924.

La fin de la discussion de 1923-1924 signifiait la destruction de la structure des moyens par lesquels la classe ouvrière pouvait influencer l'appareil d'Etat en URSS. Le prolétariat était finalement mis à l'écart du pouvoir politique. Ce qui voulait aussi dire qu'il était mis à l'écart de l'administration de l'économie, la distribution de la richesse socialement produite. Dans les conditions du bonapartisme de l'appareil, la formation de l'Etat bureaucratique fut très rapide. Elle se basa dans un premier temps sur la manœuvre entre les différentes classes et plus tard sur leur suppression totale.

En 1930, Khristian Rakovsky, aidé par la jeune Olga Ivanovna Smirnova, écrivait dans un *appel* qui fut signé par Mouralov et Okoudjava entre autres que l'Union soviétique avait dégénéré et que, d'un Etat prolétarien avec des déformations bureaucratiques, elle était devenue un Etat bureaucratique avec des résidus prolétarien-communistes¹⁰².

Il y avait eu en 1923-1924 un changement qualitatif du premier au second de ces Etats. Plus tard, le régime se débarrassa même des « *résidus* » révolutionnaires. La nouvelle couche sociale dirigeante — la bureaucratie — changea les anciennes couches dirigeantes en exploiters et oppresseurs des ouvriers. Ainsi, fut réalisée une contre-révolution politique et sociale.

En 1923 — 1924 les forces de la contre-révolution bureaucratique montante se heurtèrent pour la première fois à la résistance communiste à la base. Ce choc ouvrait toute une époque de la lutte des forces de gauche contre la réaction stalinienne. L'Opposition révolutionnaire qui est née à cette époque — en dépit de ses erreurs, même très sérieuses — a brandi haut le drapeau du marxisme malgré les terribles procès.

Aujourd'hui que le stalinisme s'est effondré sous le poids de ses propres crimes, nous pouvons dire fièrement : le véritable socialisme n'est pas mort, sa tradition n'est pas détruite. Il a vécu dans l'Opposition de gauche et il continue à vivre.

102. *Biulleten Oppositsii*, 1930, n° 17-18, p. 16.

Est-il possible de fixer un horaire précis pour une révolution ou une contre-révolution ?¹

(23 septembre 1923)

« Bien sûr, ce n'est pas possible. Seuls les trains voyagent avec un horaire et même ils n'arrivent pas toujours à l'heure ».

La précision de la pensée est nécessaire en tout et dans les questions de stratégie révolutionnaire plus que partout ailleurs. Mais comme les révolutions ne se produisent pas très souvent, les concepts et idées révolutionnaires demeurent encroûtés dans la graisse, prennent des contours vagues, les questions sont soulevées avec négligence et résolues de la même manière.

Mussolini a fait sa « révolution » (c'est-à-dire sa contre-révolution) conformément à un horaire qu'il a fait connaître à l'avance. Il a pu la faire avec succès parce que les socialistes n'ont pas fait la révolution quand c'était le moment. Les fascistes bulgares ont accompli leur « révolution » à travers une conspiration militaire. Toutes les dates étaient fixées et les rôles distribués. La

1. *Pravda*, 23 septembre 1923. Cet article était un reflet des discussions qui étaient en train, de se dérouler sur cette question au comité central du parti élargi aux représentants du KPD et du Comintern. De ce point de vue, il était tout à fait clair pour les militants russes. Trotsky était partisan d'une date fixe.

caste des officiers espagnols a fait exactement la même chose ¹. Les coups contre-révolutionnaires sont toujours sur ce modèle. Ils sont habituellement synchronisés avec le moment où la désillusion des masses dans la révolution ou la démocratie a pris la forme de l'apathie et qu'une situation favorable a été ainsi créée pour un coup militaire organisé et techniquement préparé, dont la date a été fixée d'avance avec précision. De toute évidence, il n'est pas possible de créer une situation politique favorable à un coup réactionnaire et encore moins de la créer à date fixe. Mais quand les éléments de base d'une telle situation sont là, alors le parti dirigeant, comme nous l'avons vu, choisit d'avance le moment favorable, synchronise en fonction de lui ses forces politiques, organisationnelles et techniques et — sauf erreur de calcul — porte le coup victorieux.

La bourgeoisie n'a pas toujours fait des contre-révolutions. Dans le passé, elle a eu aussi l'occasion de faire des révolutions. A-t-elle fixé pour elle des dates précises ? Il serait intéressant et à bien des égards instructif d'étudier sous cet angle le développement des révolutions bourgeoises classiques et de leurs origines (voilà un sujet pour un jeune chercheur marxiste). Mais même sans enquête précise, on peut établir ce qui suit, les points fondamentaux qu'implique cette question.

La bourgeoisie possédante et éduquée, c'est-à-dire précisément cette fraction du « *peuple* » qui a pris le pouvoir, n'a pas fait la révolution mais a attendu qu'elle soit faite. Quand le mouvement des couches inférieures a débordé et que le vieil ordre social ou le vieux régime politique a été renversé, alors le pouvoir est tombé presque automatiquement dans les mains de la bourgeoisie libérale. Les chercheurs libéraux ont clamé qu'une telle révolution était « *naturelle* » et inéluctable et ont entassé de grandes platitudes qui ont été présentées comme des lois historiques : la révolution et la contre-révolution (action et réaction — selon Kareiev ² de sainte mémoire) ont été déclarées produits naturels de l'évolution historique et par conséquent hors de la possibilité pour les hommes de les produire arbitrairement, ou de les arranger selon un calendrier, etc. Ces « lois » n'ont jamais encore empêché de réaliser des coups contre-révolutionnaires bien préparés. A titre de compensation, le caractère nébuleux de la pensée bourgeoise-libérale se fraie un chemin, assez souvent, dans la tête des révolutionnaires, faisant de sérieux dégâts et conduisant à des pratiques préjudiciables.

1. Le "coup" en Bulgarie venait juste de se dérouler, le 9 juin 1923. L'expression "les officiers espagnols" désigne les auteurs du *pronunciamiento* qui venait de porter au pouvoir le 13 septembre le général Primo de Rivera.

2. N.I. Kareiev (1850-1931), historien et "cadet", spécialiste de l'histoire agraire de la Révolution française.

Mais même les révolutions bourgeoises ne se sont jamais invariablement développées à chaque étape, conformément aux lois « naturelles » des professeurs libéraux. Chaque fois que la démocratie plébéienne petite-bourgeoise a renversé le libéralisme, elle l'a fait par la conspiration et les soulèvements organisés, fixé d'avance pour des dates définies.

Cela a été fait par les Jacobins, l'aile d'extrême gauche dans la Grande Révolution française. C'est parfaitement compréhensible. La bourgeoisie libérale (la française de 1789, la russe de 1917) peut se contenter d'attendre le puissant mouvement de masse élémentaire et alors, au dernier moment, jeter dans la balance sa richesse, son éducation, ses liens avec l'appareil d'Etat et s'emparer ainsi du manche. La petite bourgeoisie, dans des circonstances semblables, devait agir autrement : elle n'a ni richesses, ni influence sociale, ni liens. Elle est obligée de les remplacer par un plan soigneusement élaboré et minutieusement préparé en vue d'un renversement révolutionnaire. Mais un plan présuppose une orientation précise en matière de temps et donc aussi la fixation des dates.

Cela s'applique d'autant plus à la révolution prolétarienne. Le parti communiste ne peut pas avoir une attitude d'attentisme devant le mouvement révolutionnaire grandissant du prolétariat. Le faire, c'est adopter le point de vue du menchevisme. Les mencheviks essaient de serrer des freins sur la révolution tant qu'elle est en cours de développement, ils exploitent son succès dès qu'elle remporte une victoire même mineure et s'efforcent tant qu'ils le peuvent de l'empêcher d'aboutir. Le parti communiste ne peut pas prendre le pouvoir en utilisant le mouvement révolutionnaire à partir de la ligne de touche, mais seulement par une direction politique, organisationnelle et militaro-technique directe et immédiate des masses révolutionnaires, comme au moment décisif du renversement. C'est précisément pour cette raison que le parti communiste ne peut pas utiliser la grande loi libérale selon laquelle les révolutions arrivent mais ne sont jamais faites et ne peuvent donc être décidées à une date fixe. Du point de vue du spectateur, la loi est juste, mais du point de vue des dirigeants, c'est une platitude et une vulgarité.

Imaginons un pays où les conditions politiques de la révolution prolétarienne sont ou bien tout à fait mûres ou évidemment et nettement en train de mûrir quotidiennement. Dans de telles circonstances, quelle devrait être l'attitude du parti communiste sur la question du soulèvement et de la fixation de sa date ¹ ?

Si le pays traverse une profonde crise sociale, quand les contradictions sont aggravées à l'extrême, quand les masses laborieuses sont en fermentation

1. Sans le dire expressément, Trotsky se prépare à examiner la question de la fixation de la date de la révolution allemande.

constante, quand le parti est de toute évidence soutenu par une indiscutable majorité de travailleurs, et en conséquence par tous les éléments les plus actifs, les plus conscients de leur classe, les plus prêts au sacrifice, alors la tâche qui confronte le parti — la seule possible dans les circonstances — est de fixer un moment précis dans l'avenir immédiat, un moment dans lequel la situation révolutionnaire favorable ne peut pas brutalement se retourner contre nous, et de concentrer donc tous nos efforts pour la préparation du coup, de subordonner toute la politique et l'organisation à l'objectif militaire en vue, de sorte que ce coup soit porté avec une puissance maximum.

Pour ne pas considérer seulement un pays imaginaire, prenons l'exemple de la révolution d'Octobre. Le pays était étreint par une grande crise, intérieure et internationale. L'appareil d'Etat était paralysé. Les travailleurs affluaient toujours plus nombreux sous les drapeaux de notre parti. A partir du moment où les bolcheviks eurent la majorité au soviet de Petrograd, notre parti était placé devant la question — non de la lutte pour le pouvoir en général, mais de la préparation pour la prise du pouvoir selon un plan précis et à une date fixée. Le jour choisi, c'est bien connu, était celui de la réunion du congrès pan-russe des soviets. Certains membres de notre comité central furent dès le début d'avis que le moment du coup réel devait être synchronisé avec ce moment politique du congrès des soviets. D'autres membres du C.C. craignaient que la bourgeoisie ait le temps de faire des préparatifs pour ce moment et puisse disperser le congrès — ils voulaient que le coup soit organisé avant. Le Comité central fixa la date de l'insurrection armée au 15 octobre au plus tard. Cette décision fut exécutée avec un report délibéré de dix jours parce que le cours des préparatifs d'agitation et d'organisation montrait qu'une insurrection indépendante du congrès des soviets aurait semé la confusion dans des couches très importantes de la classe ouvrière, qui avaient lié l'idée de prise du pouvoir aux soviets et non au parti et à ses organisations secrètes. D'un autre côté, il était tout à fait clair que la bourgeoisie était déjà trop démoralisée pour pouvoir organiser une résistance sérieuse en l'espace de deux ou trois semaines.

Ainsi, après que notre parti ait gagné la majorité dans les soviets dirigeants et assuré ainsi la prémisse politique fondamentale de la prise du pouvoir, nous nous sommes trouvés en face de la dure nécessité de fixer les dates d'un calendrier pour trancher la question militaire. Avant que nous ayons pris la majorité, le plan technique organisationnel ne pouvait évidemment être que plus ou moins provisoire et élastique. Pour nous, la mesure de notre influence était les soviets qui avaient été créés par les mencheviks et les social-révolutionnaires au début de la révolution. Et les soviets, par ailleurs, nous fournissaient une couverture

politique pour notre travail conspiratif, et ensuite les soviets ont servi comme organes de pouvoir après qu'il eut été réellement pris.

Qu'aurait été notre stratégie s'il n'y avait pas eu de soviets¹? Nous nous serions dans ce cas tournés vers d'autres mesures de notre influence : les syndicats, les grèves, les manifestations de rue, les élections démocratiques de tout type etc. Bien que les soviets soient la mesure la plus précise de l'activité réelle des masses pendant l'époque révolutionnaire, sans soviets, nous aurions pu tout de même fixer le moment précis où la majorité de la classe ouvrière et des exploités dans leur ensemble était de notre côté. Naturellement, à ce moment, nous aurions eu à lancer dans les masses le mot d'ordre de la formation des soviets. Mais, ce faisant, nous aurions déjà porté la question sur le plan des heurts militaires et par conséquent, avant de lancer le mot d'ordre de former des soviets, nous aurions dû avoir un plan sérieusement élaboré pour un soulèvement armé à une date fixée.

Une fois que la majorité des opprimés aurait été de notre côté, ou au moins la majorité dans les centres et provinces défensifs, la formation de soviets aurait certainement suivi nos appels. Les villes et les provinces les plus arriérées auraient imité les grands centres avec plus ou moins de retard. Nous nous serions alors trouvés devant la tâche politique de convoquer le congrès des soviets et la tâche militaire d'assurer le transfert du pouvoir à ce congrès. De toute évidence, ce ne sont là que deux aspects d'un seul et même problème.

Imaginons maintenant que notre Comité central, dans la situation décrite ci-dessus, c'est-à-dire en l'absence de soviets, se soit réuni dans une session décisive dans la période où les masses avaient déjà commencé à avancer spontanément vers nous mais ne nous avaient pas encore assurés d'une majorité écrasante. Comment aurions-nous dû alors préparer notre plan d'action ? Pouvons-nous dater l'insurrection . ?

La réponse à cette question peut être tirée de ce qui a été dit plus haut. Nous devons nous être dit à nous-mêmes :

« Actuellement, nous n'avons pas encore une majorité claire et indiscutée, mais le mouvement dans les masses est si grand que la majorité militante décisive qui nous est nécessaire n'est plus qu'une question de quelques semaines. Supposons qu'il faille environ un mois pour gagner la majorité des ouvriers à Petrograd, à Moscou et dans le bassin du Donetz ; fixons-nous cette tâche et concentrons là les forces nécessaires. Dès que la majorité y est acquise — et nous nous assurerons dans l'action que c'est bien le cas au bout d'un mois —

1. Il n'y avait pas de soviets en Allemagne et Trotsky proposait que leur rôle soit joué par les comités d'usine. L'affrontement était sévère sur cette question dans les réunions qui préparaient l'Octobre allemand. Zinoviev et Staline préconisaient la formation de soviets.

nous inviterons les opprimés à former des soviets. Pour cela, il ne faudra pas plus d'une ou deux semaines à Petrograd, Moscou et dans le bassin du Donetz, on peut escompter sans se tromper que les autres villes et provinces suivront dans les trois semaines. Ainsi la création d'un réseau de soviets demanderait environ un mois. Après la formation des soviets dans les provinces importantes dans lesquelles nous avons évidemment la majorité, nous allons convoquer un congrès pan-russe des soviets. Il nous faudra deux semaines de plus pour réunir ce congrès. Nous avons donc deux mois et demi avant ce congrès. Dans ce délai, la prise du pouvoir ne doit pas être seulement préparée, mais réellement accomplie. Nous devrions en conséquence remettre à nos organisations militaires un programme lui donnant deux mois, au plus deux et demi, pour préparer une insurrection à Petrograd, à Moscou, dans les chemins de fer, etc. »

J'utilise le conditionnel parce qu'en réalité, bien que nos opérations n'aient nullement été malhabiles, elles n'ont cependant nullement été systématiques, pas parce que nous étions le moins du monde troublés par les « lois historiques », mais parce que nous étions en train de réaliser l'insurrection prolétarienne pour la première fois.

Mais des erreurs de calcul ne peuvent-elles pas se produire avec cette méthode ? La prise du pouvoir signifie la guerre et, dans la guerre, il y a des défaites comme des victoires. Mais le cours systématique décrit ici constitue la route la meilleure et la plus directe vers le but, c'est-à-dire qu'il augmente au maximum les chances de victoire. Ainsi, par exemple, s'il était arrivé, un mois après le Comité central décisif de notre exemple, que nous n'ayions pas la majorité des opprimés de notre côté, nous n'aurions bien entendu pas lancé le mot d'ordre de la formation de soviets. Car, dans ce cas, le mot d'ordre aurait avorté. Et si ç'avait été l'inverse et que nous ayions eu avec nous une majorité décisive et militante, disons, dans deux semaines, cela aurait abrégé notre plan et avancé le moment décisif de l'insurrection. Le même est vrai de la deuxième et de la troisième étape du plan : la formation du soviet et la convocation du congrès des soviets. Nous n'aurions pas lancé le mot d'ordre du congrès des soviets avant de nous être assurés, comme je l'ai dit, la formation réelle de soviets dans les centres les plus importants. Dans cette voie, la réalisation de chacune des étapes successives de notre plan est préparée et assurée par la réalisation des précédentes. Le travail de préparation militaire se déroule parallèlement au reste selon un calendrier rigide. Ainsi le parti conserve tout au long un contrôle absolu de son appareil militaire. Bien sûr, il y a bien des aspects inattendus, imprévus et spontanés dans la révolution et il nous faut évidemment prévoir qu'il va se produire de tels « accidents » et nous y adapter ; mais nous pouvons faire cela avec plus de succès et de certitude si notre plan conspiratif est profondément élaboré d'avance.

La révolution a un pouvoir immense d'improvisation mais elle n'improvise jamais rien de bon pour les fatalistes, les spectateurs et les imbéciles. La victoire vient d'une évaluation politique juste, d'une organisation correcte et de la volonté de porter le coup décisif.

Pravda, 23 septembre 1923

Lettre aux membres du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle du Parti Communiste russe (b) ¹

(8 octobre 1923)

1 - Une des propositions de la commission du camarade Dzerjinsky ² (notamment au sujet des grèves) consiste à obliger les membres du parti à informer le GPU, le Comité Central et la Commission Centrale de Contrôle de tout regroupement au sein du parti dont ils pourraient avoir connaissance.

On pourrait penser qu'il est du devoir élémentaire des militants de signaler aux structures du parti l'existence d'éléments hostiles qui se servent de son cadre, et que, six ans après la révolution d'Octobre, on n'a pas besoin d'une résolution pour le préciser. Que la nécessité d'une telle résolution se manifeste aujourd'hui est un symptôme extrêmement inquiétant qui s'ajoute à d'autres tout aussi indicatifs. Cela signifie : a) que des groupes d'opposition clandestins se sont formés à l'intérieur du parti et qu'ils peuvent devenir dangereux pour la révolution ; b) qu'il s'y développe un esprit qui tolère que des camarades, au courant de tels faits, n'en informent pas les structures du parti. Ces deux éléments témoignent d'un extrême dégradation de la situation à l'intérieur du parti depuis le XIIe Congrès où les discours constataient une unanimité à 90%. Il est vrai qu'alors déjà on surestimait cette unanimité. De nombreux militants et non des moindres, avaient été extrêmement troublés par les moyens et méthodes

1. Ce texte n'était connu jusqu'à présent que par des extraits.

2. **Felix Dzerjinski** (1877-1926) était le chef de l'OGPU. Sur sa proposition, voir l'article d'A. Goussev.

employés pour convoquer le Congrès ¹. Et ce trouble gagna la majorité des délégués. Ceux-ci étaient en grande majorité prêts, dans le contexte de la maladie de Lénine et de la situation internationale, à soutenir le nouveau Comité central. C'est précisément cette aspiration à travailler avec efficacité et dans l'unité, notamment dans le domaine de l'économie, qui a atténué la tendance à la constitution de groupes dans le parti et a poussé de nombreux militants à taire leur mécontentement et à ne pas manifester leur trouble légitime à la tribune. Ces six mois d'activité du Comité central montrent cependant une extension des méthodes qui avaient servi à convoquer le XIIe Congrès. Le résultat est qu'il s'est constitué des groupes hostiles et acharnés à l'intérieur du parti, et que nombreux sont ceux qui en connaissent le danger et se taisent. Nous assistons là à une dégradation brusque de la situation et à une rupture grandissante entre le Comité central et le parti.

2 - Cette forte dégradation a deux causes : a) le régime interne dans le parti, fondamentalement injuste et malsain ; b) le mécontentement des ouvriers et des paysans face à la situation économique difficile, aggravée non seulement par des facteurs objectifs mais aussi par des erreurs de fond dans la politique économique. Ces deux éléments, on le verra plus loin, sont étroitement liés.

3 - Le mot d'ordre qui a présidé à la convocation du XIIe Congrès a été celui de l'unité. Ayant été chargé de rédiger les thèses sur l'industrie, j'avais dès avant le congrès attiré l'attention du Comité central sur le danger extrême qu'il y avait à présenter à nouveau au XIIe Congrès les projets économiques sous une forme abstraite de propagande alors qu'il s'agissait d'amener le parti à changer d'attitude et se disposer à adopter des mesures concrètes et effectives pour maintenir la valeur de la production d'Etat. Je ne peux que conseiller à tous les membres du Comité central et de la Commission centrale de contrôle de prendre connaissance de la correspondance qui a alors été échangée à ce sujet au sein du Bureau politique. J'ai démontré que si ce mot d'ordre était interprété et utilisé comme un outil d'agitation sans égard pour son contenu économique réel (économie planifiée, concentration puissante de l'industrie, sévère abaissement des dépenses excessives de l'industrie et du commerce), un discours sur l'organisation de l'industrie perdrait son sens. Devant l'insistance du plenum, j'ai cependant fait ce discours en essayant, pour ma part, de ne pas entraver le travail à venir du premier Comité central élu sans Lénine.

1. Le XIIe congrès avait été préparé par l'appareil de la façon la plus autocratique, en éliminant tous les opposants ; la conduite des débats fut également très anti-démocratique et l'une des principales victimes en fut Rakovsky.

4 - La résolution sur l'industrie exige un renforcement de l'organisation du Gosplan, sa consolidation en tant qu'organe dirigeant du plan. Il est significatif qu'après le XIIe Congrès, Lénine ait adressé une note au Comité central demandant que le Gosplan soit doté y compris de droits législatifs (ou plus exactement du droit administratif de décider). En réalité, depuis le Congrès, le Gosplan a été mis encore plus à l'écart. Dans certains domaines, son activité est utile et nécessaire, mais elle n'a rien à voir avec la régulation de l'économie par le plan, annoncée par le XIIe Congrès. Les principales structures d'Etat chargées de l'économie, notamment à l'échelon central, agissent dans une absence scandaleuse de coordination. Plus encore qu'avant le Congrès, les principales questions économiques se règlent au politburo, à la va-vite, sans préparation véritable et sans coordination avec les structures du plan. Le 19 septembre, les camarades Rykov et Piatakov ¹, sur lesquels repose la direction de l'industrie d'Etat et même la totalité de l'économie en ce qui concerne Rykov, ont déposé une note auprès du Comité central dans laquelle ils avancent prudemment : « certaines décisions du Bureau politique nous obligent à faire remarquer que dans la situation qui se développe, la gestion de l'industrie d'Etat qui nous a été confiée devient de plus en plus difficile ». Il est vrai que ces camarades ont refusé de diffuser leur lettre, pensant qu'il n'était pas opportun de lancer le débat sur ce sujet au plenum. Mais cette considération de forme (le refus de divulguer leur lettre), ne change en rien leur appréciation de la politique économique du Bureau politique, succession de décisions hasardeuses et incohérentes qui rendent « extrêmement difficile » toute direction quelque peu planifiée de l'économie. Dans les conversations privées, ce jugement prend un ton nettement plus catégorique. Aucune structure du parti ou des soviets ne produit d'analyse ou d'élaboration en matière d'économie. Pour être plus précis, il faut dire qu'il n'existe pas de direction de l'économie ; le chaos vient du sommet.

5 - Je ne me lancerai pas dans cette lettre dans une analyse de notre politique en matière de finances, d'industrie, de réquisition de blé, d'exportation de céréales, d'impôts, car cela exigerait de trop longs développements. Il ne fait plus aucune doute aujourd'hui que la crise de la production industrielle a pour cause principale une dépendance de la politique financière vis-à-vis du plan économique. Certaines avancées importantes dans l'industrie s'effondrent ou

4. **A.I. Rykov** (1881-1938) était alors vice-président du conseil des commissaires du peuple et allait succéder à Lénine à sa présidence. Il fut l'un des chefs de file des "droitiers", condamné à mort et exécuté. **G.L. Piatakov** (1890-1937) était vice-président du sovnarkhoz de l'URSS. Il allait rejoindre l'Opposition de gauche, capituler et fut condamné à mort et exécuté un an auparavant.

menacent de le faire parce qu'il y a incompatibilité entre les différentes composantes de l'économie d'Etat ; en outre, de par la nature même de la Nep, chaque échec dans le domaine de l'industrie ou du commerce d'Etat provoque une augmentation du capital privé au détriment du capital d'Etat. La période actuelle se caractérise par un décalage croissant entre les prix des produits manufacturés et ceux des produits agricoles, ce qui équivaut à une liquidation de la Nep, car le paysan, qui est la base de la Nep, se moque de savoir pourquoi il ne peut pas acheter — parce que le commerce est interdit par décret ou parce que deux boîtes d'allumettes coûtent l'équivalent d'un *poud* de blé. Je ne vais pas expliquer pourquoi la concentration industrielle — une question de vie ou de mort pour l'industrie — se heurte sans cesse à des considérations « politiques » (ou plutôt locales) et progresse bien plus lentement que les prix des produits manufacturés. Mais il faut s'arrêter sur l'un des aspects de la question qui montre clairement que la direction de l'économie par le parti dégénère par absence de plan, de système et de ligne politique juste.

Le XIIe Congrès a montré de façon révoltante les abus commis par les structures du parti dans l'utilisation des décisions en matière d'industrie et d'échanges. En quoi consistent-ils ? En ce que certaines structures, chargées de superviser les services économiques et d'encourager leur sens de la précision, leur volonté d'application, leur souci d'économie, leur sentiment de responsabilité, ne font en réalité que les corrompre par les moyens les plus grossiers et les poussent à tromper l'Etat : plutôt que de taxer les entreprises industrielles au profit des structures du parti, ce qui serait illégal mais aurait au moins un sens concret, on a recours à un dispositif contraignant de décisions insensées qui gaspillent en outre du papier, du temps de travail d'impression, etc. Le plus révoltant est que les responsables économiques n'osent pas s'opposer à ce pillage démoralisant ; ils se soumettent à une page ou une demi-page de mesures rédigées par un quelconque « *messenger communiste* » en conformité avec les décisions du secrétaire du comité régional. Si quelqu'un osait s'y opposer, manifestant ainsi une véritable compréhension de la tâche du parti, il serait immédiatement rangé dans la catégorie de ceux qui refusent de reconnaître « *la direction du parti* », avec toutes les conséquences que cela entraîne. Aucune amélioration n'est intervenue depuis le XIIe Congrès, à l'exception peut-être de quelques endroits isolés. Il faut tout ignorer d'une gestion économique juste et du sens de la responsabilité pour se voiler la face devant cette façon de « *diriger* » l'économie ou pour penser que cela n'a pas d'importance.

6 - Le XIIe Congrès, comme l'ensemble du parti, s'est efforcé incontestablement de renforcer l'influence du parti dans la direction et le contrôle des structures économiques, surtout pour faire porter sur les gestionnaires de l'économie la responsabilité des méthodes et des résultats de leur direction. Les résultats positifs sont négligeables. Et le mécontentement des masses provient surtout du gaspillage et de l'absence de contrôle sur les nombreux services économiques dont les responsables se soumettent d'autant plus volontiers à la soi-disant « direction » du parti (déclarations absurdes, etc.) que l'essentiel de leur activité reste hors de toute direction de tout contrôle réels.

7 - Une commission extraordinaire pour la réduction des frais généraux et l'abaissement des prix a été constituée lors du dernier Plenum du Comité central. Ce fait même témoigne crûment de notre mauvaise gestion économique. La question des prix des produits et des échanges a été analysée en son temps et des décisions concernant la réduction du surplus de la production et des échanges ont été adoptées à l'unanimité lors du XIIe Congrès. Les organismes qui devaient mettre ces mesures en application : le commissariat à l'économie, le Gosplan, STO¹ et le politburo comme organe dirigeant. Pourquoi alors créer une commission extraordinaire ? Parce que les organismes existants n'ont pas obtenu les résultats nécessaires. Que peut apporter une commission extraordinaire ? Agissant parallèlement, elle peut tirer, pousser, insister, et finalement réduire quelques prix par des méthodes administratives. Mais il est évident qu'une réduction mécanique des prix par des organismes d'Etat sous une impulsion politique ne fera qu'enrichir les intermédiaires et ne se répercutera pas sur le marché agricole. Réduire les ciseaux, homogénéiser l'économie, ne peut se faire que par des moyens structurels : une sévère concentration planifiée, un abaissement organique des frais généraux et la responsabilisation réelle des gestionnaires de l'économie. La création même d'une commission extraordinaire pour la réduction des prix illustre clairement et cruellement la tendance du politique, ignorant le sens de la régulation par le plan, à revenir, sous la pression des conséquences qu'il a lui-même engendrées, au système de définition des prix établi dans la période du communisme de guerre. Les mesures se succèdent et ne font qu'aggraver l'état de l'économie au lieu de l'améliorer.

8 - Le décalage effrayant des prix, dû au poids de l'impôt unique qui est inadapté aux rapports économiques réels, a suscité un mécontentement extrême chez les paysans. Ce mécontentement a trouvé un écho, direct et indirect, chez les ouvriers, puis par voie de conséquence, chez les militants de base du parti. De

1. Le STO était le Conseil du Travail et de la Défense.

petits groupes d'opposition se raniment et se consolident et leur mécontentement s'amplifie. Ainsi l'« union », des paysans avec le parti par l'intermédiaire des ouvriers, se présente-t-elle en sens inverse. On peut en tirer la leçon si on ne l'avait pas prévu ou si l'on avait fermé les yeux jusqu'à ces derniers temps. Les formules générales de propagande concernant l'« union » produisent des résultats opposés sans que le problème central soit réglé : la rationalisation de l'industrie d'Etat et la réduction des ciseaux. Voilà les raisons essentielles des conflits qui se sont produits au sein du Comité central à la veille du XIIe Congrès. La vie a tranché. On aurait pu éviter cette dure leçon, ou tout au moins en réduire les effets de moitié ou des trois-quarts si l'on avait correctement pris en compte les facteurs économiques et raisonné en termes de plan.

9 - L'une des missions essentielles confiées par le XIIe Congrès au Comité central était de recruter avec soin les gestionnaires de l'économie, de la base au sommet. L'attention du Bureau d'organisation dans ce recrutement s'est cependant portée sur tout autre chose que les qualités personnelles. A travers nominations, mutations, permutations, on évaluait avant tout chez les membres du parti leur capacité à accepter ou s'opposer au régime intérieur que le bureau d'organisation et le Comité central imposent au parti, de façon non avouée ni officielle, mais d'autant plus efficace. Le XIIe Congrès avait affirmé que le Comité central devait être composé de personnes « indépendantes ». Cela n'appelle déjà plus de commentaires. L'« indépendance » est devenue le critère de sélection, par le secrétariat général, des secrétariats régionaux et de toutes les structures de haut en bas jusqu'à la moindre cellule. La nomination dans la hiérarchie du parti de camarades considérés par le secrétariat comme indépendants au sens où nous l'avons vu, s'est menée avec une particulière intensité. Il est inutile de donner ici des exemples isolés quand le parti examine des centaines de faits plus significatifs. Je mentionnerai seulement l'Ukraine, où ce véritable travail de désorganisation ne pourra qu'entraîner des conséquences graves qui se feront sentir dans les prochains mois ¹.

10 - Au pire moment du communisme de guerre, le processus de nomination n'atteignait pas le dixième de ce qu'il est à présent. La nomination des secrétaires régionaux est aujourd'hui la règle. Le secrétaire devient indépendant des organisations locales du parti. En cas d'opposition, de critique ou de mécontentement, le secrétaire a recours au transfert avec l'aide du centre. Le

1. Pour se débarrasser de Rakovsky, envoyé à Londres en juillet, puis de ses fidèles, Staline avait rigoureusement épuré le parti ukrainien au point de le désorganiser.

politburo a déclaré avec satisfaction lors d'une de ses sessions que dans le processus de regroupement des régions, l'unique question intéressant l'organisme chargé de sa réalisation est de savoir qui sera nommé secrétaire de la région réunie. Nommé par le centre et, partant, presque indépendant des structures locales du parti, le secrétaire est à son tour l'auteur de nouvelles nominations et mutations à l'intérieur de la région. L'appareil de secrétaires en train de se constituer du sommet à la base prend un poids toujours plus grand et s'empare de tous les fils. Une participation de la base du parti dans la formation de l'organisation du parti devient de plus en plus illusoire. Depuis un an et demi une psychologie du secrétaire s'est développée, dont le trait principal est la certitude que le secrétaire est capable de résoudre tout problème quel qu'il soit, sans en connaître les données. Nous voyons jusque tout près d'ici, des camarades qui n'ont manifesté aucune qualité d'organisation ou d'administration alors qu'ils dirigeaient des institutions soviétiques, se mettre à régler les questions économiques, militaires et autres dès qu'ils parviennent à un poste de secrétaire. Cette pratique est d'autant plus néfaste qu'elle dissipe et tue le sentiment de responsabilité.

11 - Le XIIe Congrès du parti s'est tenu sous le signe de la démocratie ouvrière. Nombre de discours prononcés alors en défense de la démocratie ouvrière me parurent exagérés et dans une large mesure démagogiques, du fait de l'incompatibilité d'une démocratie ouvrière pleine et entière avec un régime de dictature. Mais il était tout à fait clair que la pression de la période du communisme de guerre devait céder la place à une expression du parti plus large et plus vivante. Cependant, le régime qui s'est instauré principalement dès avant le Xe Congrès et qui s'est définitivement établi ensuite, est bien plus éloigné de la démocratie ouvrière que le régime des temps les plus durs du communisme de guerre. La bureaucratisation de l'appareil du parti a atteint un développement sans précédent par le moyen de la désignation des secrétaires. Alors que dans les heures les plus pénibles de la guerre civile, nous discutions, au sein du parti et même dans la presse, de la question du recours aux spécialistes, du choix entre une armée régulière ou une armée de partisans, de la discipline, etc., aujourd'hui il n'y a plus l'ombre d'une discussion ouverte sur des sujets qui préoccupent réellement le parti. Une couche très large de militants du parti, membres de l'appareil d'Etat et du parti, renonce à son opinion personnelle ou tout au moins à s'exprimer ouvertement, comme si elle pensait que la hiérarchie des secrétaires était l'instance qui fabrique l'opinion et les décisions du parti. Au-dessous de cette couche de militants, qui s'abstiennent de toute opinion personnelle, se trouve la masse des militants qui prennent toute décision pour un mot d'ordre, voire un ordre. Il y a là un profond mécontentement, provoqué tant par le

fonctionnement général que par des raisons précises. Comme il n'y a aucune possibilité de discuter véritablement ni de peser sur l'organisation du parti (par l'élection des secrétaires de comités du parti), ce mécontentement, loin de se résorber, s'accumule secrètement jusqu'à provoquer des abcès internes. Pendant que l'appareil officiel — l'appareil des secrétaires — donne l'image d'une organisation toujours plus grande, d'une homogénéité presque automatique, la discussion et la réflexion sur les questions actuelles les plus difficiles se développe en-dehors, ce qui suscite la création de groupes illégaux au sein du parti.

12 - Le XIIe Congrès a officiellement mis en avant les vieux-bolcheviks. Il est certain que les bolcheviks de la clandestinité représentent le terreau du parti et sa colonne vertébrale. Il est possible et nécessaire d'encourager leur recrutement aux postes de direction, s'ils en ont évidemment les qualités indispensables. Mais la façon dont se fait ce recrutement, la nomination par le haut, est d'autant plus dangereuse qu'elle divise les vieux-bolcheviks en deux groupes sur le critère de l'« *indépendance* ». Le bolchevisme du début devient ainsi, pour l'ensemble du parti, responsable du régime interne qui s'y développe et des lourdes erreurs commises en matière de développement économique. Il ne faut pas oublier que l'écrasante majorité des membres de notre parti est constituée de jeunes révolutionnaires qui n'ont pas eu l'expérience de la clandestinité, ou d'anciens membres d'autres partis politiques. La montée du mécontentement vis-à-vis d'un appareil des secrétaires, hors de tout contrôle, qui s'identifie au vieux bolchevisme, peut avoir des conséquences funestes sur la préservation de la prédominance des idées et sur le maintien de la direction organisationnelle des bolcheviks de la clandestinité dans notre parti d'un demi-million de membres.

13 - La tentative menée par le politburo de fonder le budget sur la vente de la vodka, ce qui signifierait que les revenus de l'Etat ouvrier seraient indépendants des succès du développement économique, constitue un symptôme très grave. Seule une protestation énergique au sein du CC et en-dehors a empêché cette tentative, qui aurait porté un coup terrible non seulement à l'activité économique, mais au parti lui-même. Mais l'idée d'une future légalisation de la vodka par le CC demeure. Il ne fait aucun doute qu'il y a un lien étroit entre le caractère tout-puissant de l'organisation des secrétaires, toujours plus indépendants du parti, et la tendance à élaborer un budget le plus indépendant possible des succès et des revers du développement économique. La tentative de présenter l'opposition à la légalisation de la vodka comme un crime contre le parti, de même que la mise à l'écart de la rédaction du journal central, du

camarade qui réclamait la liberté de juger ce plan funeste, demeureront pour toujours l'un des moments les plus indignes de l'histoire du parti.

14 - La gestion désordonnée de l'économie et le régime interne du parti que j'ai décrit ont eu et ont encore de fortes répercussions dans l'armée. Les décisions que prend le politburo concernant l'armée ont toujours un caractère épisodique et aléatoire. Les questions essentielles de la construction de l'armée et de sa préparation à une situation de guerre n'ont jamais été examinées au politburo qui examine une foule de questions disparates sans jamais se donner les moyens d'examiner un problème dans son ensemble, en préparant le dossier et en l'étudiant de façon systématique. Les cahots de l'économie et de la situation internationale poussent le politburo à prendre d'un jour à l'autre des décisions totalement contradictoires concernant l'armée. Ainsi au moment de l'ultimatum de Curzon ¹, l'idée d'augmenter l'armée de 100 à 200 000 soldats supplémentaires fut évoquée au politburo et il fallut beaucoup d'efforts pour la repousser. Au mois de juillet, alors que j'étais en congé, le plénum du CC confia au soviet révolutionnaire de l'armée l'élaboration d'un projet de réduction des effectifs militaires de 50 à 100 000 soldats. L'état-major y travailla activement pendant les mois de juillet et d'août. Fin août, sous l'effet des événements d'Allemagne, ce plan fut annulé et remplacé par un projet d'augmentation des effectifs. Chacune de ces décisions demandait une élaboration intense et compliquée, un ensemble de propositions, de sollicitations et de dispositions du centre vers les régions militaires. Tout cela laisse penser que l'activité du soviet révolutionnaire de l'armée est dépourvue de toute idée directrice. C'est ainsi que, dans un article paru dans le journal de la région militaire d'Ukraine, un membre du CC a pu conclure au caractère contradictoire des dispositions du soviet révolutionnaire de l'armée ; il était pourtant bien placé pour savoir d'où venaient ces décisions contradictoires.

La sélection avant l'entrée dans le parti, qui se développe sous le couvert de ses structures officielles porte un coup tout aussi dur à la cohésion morale de l'armée. On agit au sommet contre le soviet révolutionnaire de l'armée exactement comme on l'a fait contre ce qu'on pourrait appeler l'ancien commissariat du peuple d'Ukraine ². Bien qu'on ait procédé vis-à-vis de ce dernier avec plus de lenteur et de prudence, et de façon plus dissimulée. Mais dans un cas comme dans l'autre, il est visible que sont nommés de préférence des hommes

1. C'était le 2 mai 1923 que le ministre britannique Lord Curzon avait envoyé au gouvernement soviétique son célèbre "ultimatum".

2. Nouvelle allusion à la répression administrative pour éloigner Rakovsky .

qui seront prêts à agir pour isoler l'organe dirigeant de l'armée. On introduit d'en-haut la duplicité dans l'appareil interne de l'armée. Le soviet révolutionnaire de l'armée s'oppose au parti, de multiples façons allusives ou parfois assez ouvertement ; il serait pourtant difficile de trouver une institution soviétique qui applique avec autant de sévérité et à la lettre les décisions du parti, qu'elles émanent de ses congrès ou du politburo, sans souffrir en son sein la moindre réprobation ni même la moindre discussion, quand bien même ces décisions, comme je l'ai montré, ne sont ni rationnelles, ni coordonnées. Le plus simple serait de supprimer le soviet révolutionnaire de l'armée. Toutefois le Bureau d'organisation, qui ne s'y résoud pas encore à cette étape, pousse tous les militants sérieux dans l'armée à s'interroger avec anxiété sur l'issue de ce processus.

15 - Aujourd'hui la puissance de combat de l'armée dépend à 90 % de l'industrie. La désorganisation générale de l'économie se retrouve évidemment complètement dans l'industrie qui approvisionne l'armée. Le remplacement des dirigeants, conduit là encore sur des critères d'« indépendance », s'est fait avec une telle rapidité, que, dans cette période cruciale, l'industrie militaire, qui devrait fonctionner avec une énergie décuplée, est restée pendant presque trois mois sans direction véritable.

Au lieu de concentrer son attention sur l'industrie, et particulièrement sur l'industrie militaire, le dernier plénum s'est préoccupé de faire entrer au soviet révolutionnaire militaire un groupe de membres du CC dirigés par le camarade Staline. Indépendamment du sens que cette mesure, on ne peut plus claire, peut avoir à l'intérieur du parti, l'annonce même d'un nouveau soviet révolutionnaire de l'armée ne pouvait pas être perçue par nos voisins autrement que comme un passage à une autre politique, autrement dit à une politique agressive. Seules les protestations que j'ai émises de la façon la plus énergique ont retenu le plénum d'adopter cette mesure. Le plénum a reporté la création d'un nouveau soviet révolutionnaire militaire jusqu'au moment où il y aurait « mobilisation ». A première vue, il est incompréhensible que l'on garde cette décision en réserve tout en la diffusant à des dizaines d'exemplaires, alors qu'on ne sait absolument pas quand et dans quelles conditions cette mobilisation se fera, ni même s'il y aura mobilisation, et à qui le plénum pourra confier les affaires militaires. Mais en réalité, cette décision qui semble incompréhensible est un pas réfléchi vers la réalisation de visées pré-établies, dont la majorité du politburo et du Bureau d'organisation est coutumière. En outre, le plénum a décidé d'introduire au soviet révolutionnaire de l'Armée un ou deux membres du CC « pour suivre

particulièrement l'industrie militaire » qui n'est pas soumise au soviet militaire et est restée presque trois mois sans direction. Le politburo a, sur la base de cette décision, fait entrer au Soviet révolutionnaire de l'armée les camarades Lachévitch et Vorochilov ¹; en outre, ce dernier, nommé « spécialement pour suivre l'industrie militaire », demeure à Rostov. Il s'agit sur le fond d'une mesure préparatoire. D'ailleurs le camarade Kouibychev ² lorsque je lui ai reproché le fait que les motifs réels des changements au sein du soviet de l'armée n'avaient rien à voir avec les motifs réels, non seulement ne l'a pas nié, mais m'a même dit ouvertement: « *Nous estimons qu'il faut vous combattre, mais nous ne pouvons pas vous déclarer ouvertement ennemi ; voilà pourquoi nous sommes contraints de recourir à de telles méthodes* ».

16 - La crise qui se développe aujourd'hui rapidement au sein du parti ne peut être résolue au moyen de méthodes répressives, qu'elles soient ou non justifiées selon les circonstances. Les difficultés objectives de développement sont énormes. Mais le régime injuste à l'intérieur du parti ne fait que les accentuer ; en détournant l'énergie des tâches constructives vers l'activité de groupuscule ; en sélectionnant de façon artificielle des militants sans tenir compte de leur poids dans le parti ou les soviets ; en substituant à la compétence et à l'autorité dans la façon de diriger, l'ordre formel fondé sur une obéissance passive de tous et de chacun. Ce régime interne, nuisible au développement économique, a été et reste la cause du mécontentement des uns, de l'apathie des autres, de la mise à l'écart concrète des troisièmes. Cela pourrait être provisoirement supportable si le parti assurait des succès dans le domaine de l'économie. Mais ce n'est pas le cas. C'est pourquoi ce régime ne peut tenir longtemps. Il doit changer.

17 - Si le désordre de la politique économique et le bureaucratisme des secrétaires dans la politique du parti ont suscité l'inquiétude dès avant le XIIe congrès, certainement personne ne s'attendait à ce que cette politique dévoile si vite son inconsistance. Le parti entre dans une période de son histoire où il porte peut-être la responsabilité la plus grande avec le lourd poids des erreurs commises par ses structures dirigeantes. La capacité d'action du parti est ralentie. Le parti observe avec une inquiétude extrême les contradictions criantes de la politique économique et toutes ses conséquences. Il observe avec une inquiétude peut-être plus grande encore la dissociation qui s'opère artificiellement à sa tête et

1. **M.A. Lachévitch** (1884-1928) était zinoviéviste et **K.E. Vorochilov** (1881-1969) lié à Staline. Tous deux étaient des ouvriers devenus chefs d'armée.

2. **V.V. Kouibychev** (1888-1935), apparatchik lié à Staline, était membre de la CCC.

qui impuissante les structures de direction du parti et des soviets. Le parti sait que les raisons officielles des nominations, regroupements, changements d'affectation et transferts, sont loin de correspondre à des besoins réels et aux intérêts du développement. Ces procédés aboutissent à une dislocation du parti. Six ans après la révolution d'Octobre et à la veille de la révolution allemande, le BP en est à envisager un projet de résolution contraignant tout militant à communiquer au GPU ce qu'il sait sur les regroupements illégaux dans le parti.

Il est absolument évident que ce régime et cet esprit sont incompatibles avec les tâches qui peuvent et qui vont se dresser devant le parti avec la révolution allemande. Il faut mettre fin au bureaucratisme des secrétaires. Il faut restaurer les droits de la démocratie dans le parti, assez tout au moins pour empêcher le parti de se dessécher et de dégénérer. La base du parti doit exprimer les raisons de son mécontentement au sein même du parti ; elle doit pouvoir participer réellement à la constitution de l'appareil organisationnel, conformément aux statuts et surtout à l'esprit de notre parti. Il faut regrouper les forces du parti en fonction des nécessités réelles du travail à mener, et avant tout dans les secteurs industriel et militaire. Si l'on ne met pas véritablement en œuvre les décisions du XIIIe Congrès sur l'industrie, on ne pourra pas assurer une augmentation régulière ni même le maintien à leur niveau actuel des salaires ouvriers. L'issue la moins douloureuse et la plus rapide à cette situation serait que la direction actuelle prenne conscience des conséquences du régime qu'elle impose artificiellement et qu'elle manifeste une volonté authentique de transformer la vie du parti. Il serait aisé, dans de telles conditions, de trouver les formes et les moyens du changement. Le parti pourrait respirer. C'est cette voie que je propose au CC.

18 - Les membres du CC et de la CCC savent que tout en me battant avec résolution et netteté au sein même du CC contre la politique erronée qui est menée en particulier dans les domaines de l'industrie et du régime interne, je me suis abstenu résolument de porter ce combat interne au CC, devant l'appréciation d'un cercle même étroit de camarades qui pourtant, en toute justice, devraient occuper des postes de responsabilité dans ce même CC et à la CCC. Force m'est de constater que les efforts que je déploie depuis six mois dans ce sens n'ont donné aucun résultat. On en arrive au point que le parti est ouvertement menacé par une crise d'une exceptionnelle gravité, et dans ces circonstances, il aurait le droit d'accuser tous ceux qui ont vu le danger sans le désigner ouvertement, d'avoir préféré la forme au contenu.

Compte tenu de la situation qui se développe, j'estime non seulement de mon droit, mais de mon devoir d'exposer ce qui se passe à chaque membre du parti qui me paraît assez préparé, perspicace, solide, et qui est par conséquent capable d'aider le parti à sortir de l'impasse, sans secousses ni convulsions fractionnelles.

Lettre au présidium de la CCC et au politburo du CC du PCR(b)

(19 octobre 1923)

Absolument secret

1 - La décision du présidium de la CCC au sujet de ma lettre ¹ a été prise sans que j'aie été invité à la réunion du présidium, sans une explication réelle de ma part, c'est-à-dire sans l'observation élémentaire des garanties de régularité et d'impartialité dans le jugement porté par chaque membre du parti.

2 - Le présidium définit ma lettre comme une plateforme pour la création d'une fraction. Je ne peux pas ne pas voir dans cette appréciation le prolongement de la lutte même dont m'avait parlé le camarade Kouïbytchev avant ma lettre et indépendamment d'elle.

3 - Je parle dans ma lettre de ses buts. En se basant sur toute ma conduite au CC, le présidium ne peut pas ne pas reconnaître que je me suis abstenu de toute démarche qui, fût-ce superficiellement, pouvait ressembler à une tentative de création d'une fraction. Alors que les débats à l'intérieur du comité central devenaient immédiatement l'apanage de larges cercles du parti — d'une manière dirigée contre moi — je me suis constamment abstenu de quelques explications que ce soit avec ceux qui n'étaient pas membres du comité central, à propos des questions litigieuses.

1. Il s'agit de la lettre du 8 octobre 1923.

4 - J'ai sans cesse continué à espérer que l'expérience objective de pair avec la critique à l'intérieur du parti sauvegarderait en fin de compte une ligne correcte dans les questions litigieuses.

5 - A mon retour de Kislovodsk, après un traitement de longue durée, j'ai trouvé dans le pays et au parti une situation fortement dégradée. Je dois dire que ce changement ne m'est clairement apparu qu'au plénum du CC¹ car, pendant mon séjour à Kislovodsk, personne ne m'a donné la moindre information à ce sujet. Cependant la ligne générale du travail du plénum suivait en tout point celle du passé. Aucune mesure répondant tant soit peu à la situation nouvelle n'avait été avancée.

6 - A la séance du politburo après le plénum², j'ai caractérisé la situation grave qui s'était créée et j'ai indiqué la nécessité de mesures exceptionnelles dans le domaine économique comme au sein du parti, dans le but de garantir la possibilité réelle d'un travail général du parti.

7 - En réponse à mon intervention, le camarade Rykov a proposé une réunion privée de membres du politburo. Cette dernière n'eut pas lieu suite à un enchaînement de petits malentendus où il n'y eut la faute subjective de personne. C'est seulement le 15 octobre que je reçus le message explicatif du camarade Rykov qui commence par ces mots : « *Je suis très coupable de ne pas avoir répondu au message que vous m'aviez envoyé en réponse à l'invitation de faire une réunion avec quelques membres du CC* ».

8 - En l'absence d'une réponse à ma lettre, j'étais tout à fait en droit de considérer que les membres du politburo refusaient l'examen qu'ils avaient eux-mêmes proposé, des très importants problèmes de crise intérieure que j'avais exposés. C'est seulement après cela que j'ai écrit la lettre dont le but (il y était indiqué) était d'inciter le CC, conformément à la situation nouvelle, à poser autrement et résoudre autrement les problèmes les plus aigus et délicats de la vie intérieure.

Pour contrôler ma propre appréciation de la nouvelle situation, j'ai fait prendre connaissance de ma lettre à à peine une dizaine de camarades responsables³ qui tous se rendaient clairement compte qu'il s'agissait d'un

1. Il s'agit du plénum du CC du 23 septembre.

2. Séance du politburo du PCR (b) du 11 octobre 1923.

3. Dans cette dizaine se trouvaient à coup sûr Rakovsky, I.N. Smirnov, Mouralov, Préobrajensky, Sosnovsky, etc.

document rigoureusement secret concernant les affaires intérieures du parti et qui déjà, pour des raisons internationales ne pouvait en aucun cas avoir une large diffusion et par conséquent encore moins devenir une plateforme.

9 - Quand une partie du politburo a proposé de ne pas envoyer la lettre aux membres du CC et de la CCC pour essayer de préparer une solution des problèmes par le biais du politburo, j'ai été d'accord, après avoir prévenu que quelques camarades qui ne faisaient pas partie du CC avaient eu connaissance de ma lettre. Ayant appris que quelques copies avaient été faites, j'ai, tout de suite après la séance du politburo, demandé catégoriquement que, non seulement, on ne les diffuse pas, mais qu'on me les rende. Toute cette façon d'agir ressemble bien peu à la propagation pour une plateforme.

10 - Le présidium de la CCC s'est prononcé pour que le problème soit résolu à l'intérieur du CC et de la CCC. Le politburo a déclaré ce point de vue pour la raison que ma lettre avait eu une diffusion, disait-il, massive. Je n'ai aucune possibilité de le vérifier, c'est-à-dire dans quelle mesure ma lettre est connue, maintenant qu'elle est envoyée aux membres du CC et de la CCC. Mais nous savons tous que la lettre du camarade Lénine sur la question nationale a été portée à la connaissance d'un nombre relativement élevé de membres du parti et en même temps, par un accord commun, n'a pas eu de diffusion¹. Pour moi il est parfaitement clair que, si on l'avait voulu, ma lettre, destinée par son sujet même — et à cause de toute la situation internationale — à un cercle très limité de personnes, aurait pu ne pas sortir de ces limites s'il y avait eu une réelle volonté d'examiner les problèmes sans secousses ni convulsions fractionnistes.

11 - Le refus du politburo de se rallier à la partie correspondante de la décision de la CCC ne peut être compris que comme l'autorisation de faire largement circuler la lettre. C'est justement de cette façon que le caractère de plateforme de fraction qu'elle n'a pas maintenant peut lui être attribué.

12 - Rejetant catégoriquement l'appréciation portée sur ma lettre par la CCC, je rétablis par la présente déclaration les faits essentiels à propos desquels le présidium de la CCC ne m'a pas répondu en temps opportun.

1. Allusion à la diffusion de la lettre de Lénine sur les nationalités au XIIIe congrès.

Lettre aux membres du CC et de la CCC du PCR (b)

(23 octobre 1923)

La réponse des membres du politburo à ma lettre est telle qu'on dirait que ses auteurs considèrent comme exclues la possibilité et la nécessité de changer sérieusement la politique actuelle du parti et la politique économique et qu'ils rejettent totalement l'idée de la création de conditions normales d'un travail collectif sain dans les institutions dirigeantes du parti. Et c'est très inquiétant.

I. Le Régime dans le Parti

1. Avant tout, le document ramène toute la question de la crise du parti à une accusation formelle de création d'une plateforme, de fractionnisme, etc. Cependant une telle accusation est à l'évidence un usage abusif des résolutions du Xe congrès sur l'existence de fractions, c'est-à-dire de groupements organisés de gens qui pensent la même chose à l'intérieur du parti, ce qui présente un danger extrême, c'est tout à fait indiscutable.

Mais il y a encore très loin de là à appeler fraction toute tentative d'un membre isolé du parti ou d'un groupe de membres du parti pour attirer l'attention du CC sur une irrégularité ou une erreur politique. Il n'est rien de plus dangereux que la décision poussée jusqu'à l'absurde bureaucratique d'interdire la création, à l'intérieur du parti, d'organisations fractionnelles.

Effectivement le régime d'absence de fractions dans le parti peut ne pas être violé, seulement dans le cas où le parti reste, de bas en haut, un collectif actif et indépendant où l'élaboration de l'avis du parti ne se heurte pas à des cloisons artificielles, superflues, où les institutions dirigeantes ne mènent pas elles-

mêmes la politique de la sélection fractionnelle latente, écoutent avec la plus grande attention la voix de la critique au sein du parti, sans essayer de liquider toute pensée indépendante par une accusation de fractionnisme.

2. Le 11 octobre, à la réunion du politburo, le camarade Dzerjinsky a reproché au Comité de Moscou le fait que les membres de base de l'organisation moscovite considèrent qu'il est impossible de donner leur avis dans le cadre de l'organisation du parti et le font dans son dos. Le camarade Zelensky¹, secrétaire du *gubkom* de Moscou, a répondu textuellement à cela : « *Vous dites qu'il n'y a pas de vie dans les cellules, que tout le monde se tait. Mais à la conférence du parti sur les événements d'Allemagne, n'en était-il pas de même ? Là encore, tout le monde ne se taisait-il pas ?* »

Le camarade Boukharine², dans son intervention contre la proposition d'obliger par une nouvelle résolution du politburo les membres du parti à dénoncer tout groupement dans le parti, a dit la chose suivante : « *Cela ne fera que du mal. Ce sera compris comme un excès d'esprit policier, déjà très répandu sans ça. Il nous faut absolument donner un brusque coup de barre, changer le sens de la démocratie dans le parti* ».

Le camarade Molotov³ a déclaré que lui n'avait pas d'objection. Et quand j'ai demandé contre quoi le camarade Molotov n'avait pas d'objection, il a répondu qu'il n'avait pas d'objection contre les vérités premières formulées par le camarade Boukharine, c'est-à-dire contre la nécessité d'un brusque coup de barre dans le sens de la démocratie dans le parti.

Toutes les phrases citées plus haut le sont littéralement car, étant donné l'importance exceptionnelle de la question, j'avais noté à ce moment-là les formules les plus importantes. Nul n'a fait d'objection à l'affirmation qu'il faut aller plus loin, non en aggravant les menaces, la répression, la pression ou, comme l'a dit le camarade Boukharine, en renforçant l'esprit policier, mais en donnant un brusque coup de barre dans le sens de la démocratie dans le parti.

Cependant, dans la lettre des membres du politburo, il n'y a déjà plus d'allusion à la question ainsi posée. Le régime dans le parti paraît normal. La lettre parle en détail du travail d'éducation du parti, de la formation de mouvements de travailleurs, etc. Sans aucun doute, l'appareil du parti a trop grandi, y compris son appareil de formation. Sans aucun doute, les études se

1. I.A. Zelensky (1890-1938) était un vieux-bolchevik, lié à Zinoviev.

2. N.I. Boukharine (1888-1938) avait présenté la résolution sur la démocratie ouvrière au Xe congrès et défendu les communistes géorgiens contre Staline au XIIe.

3. V.M. Skriabine dit Molotov (1890-1986) était un fidèle de Staline.

sont beaucoup développées et c'est bien sûr une immense conquête. Mais ce fait n'exclut ni ne dément en aucune façon la diminution extraordinaire de l'activité politique et critique du parti, l'affaiblissement de sa vie interne en tant que parti et la croissance parallèle de mesures d'organisation purement mécaniques pour garantir la ligne des institutions dirigeantes du parti.

3. La mention que j'ai faite de procédés malsains employés à l'époque de la préparation du XIIe congrès dans le but d'opposer une partie des dirigeants aux autres — sans fondements idéologiques suffisants ou du moins clairement exprimés — engendre chez les auteurs de la réponse une accusation tout aussi formelle et totalement dénuée de fondements selon laquelle j'aurais dénigré la légitimité de la composition du XIIe congrès. Je n'ai fait aucune allusion à cela dans ma lettre. Soulever la question formelle de la compétence ou de l'autorité du XIIe congrès est pour le moins déplacé mais il est juste et tout à fait à propos de poser la question de la nécessité de garantir dans le parti un régime qui lui permettrait de formuler chaque jour son avis sur les questions les plus importantes et de pouvoir du mieux possible définir sa volonté par l'intermédiaire de ses congrès.

4. La « réponse » des membres du politburo m'impute l'exigence de je ne sais quelle démocratie absolue, « développée » et me demande si je n'exige pas l'abolition de toutes les résolutions du parti qui limitent l'application des méthodes de la démocratie « développée ». En effet ma lettre dit que nombre de discours en faveur de la démocratie ouvrière m'ont paru à l'époque exagérés et démagogiques, étant donnée l'incompatibilité d'une démocratie ouvrière totale, développée jusqu'au bout, avec un régime de « dictature ». Ainsi toutes les discussions de la « réponse » sur ce sujet semblent un malentendu complet. Je ne me serais même pas décidé à exiger un brusque coup de barre dans le sens de « la démocratie ouvrière », comme l'a fait le camarade Boukharine le 11 octobre, à la séance du politburo sans que cela soulève la moindre objection. Il suffit tout à fait que ce coup de barre soit sincère et fait de bonne foi, même s'il n'est pas brusque, mais prudent en accord avec toute la conjoncture. Mais seulement il faudrait que ce coup de barre ait bien lieu : les limitations instituées par le parti doivent être conservées tant que l'expérience n'a pas démontré qu'elles sont fausses. Mais, dans ces limites, le parti doit vivre une vie complète d'organisation dirigeante et gouvernante et non pas garder le silence. Voilà à quoi se ramène la question.

5. Que la *miasnikovtchina*¹ ne soit pas un phénomène qui date d'hier — comme le dit la « réponse » — c'est indiscutable. Mais c'est le politburo lui-même qui a donné l'alarme, une alarme tout à fait légitime à propos de la croissance de la *miasnikovtchina*, de la multiplication de cellules illégales dans le parti, de la participation de membres du parti à des grèves, de la « passivité » à l'égard de ces phénomènes de nombreux membres du parti qui n'entrent pas dans des cellules illégales.

Tel est le sens des conclusions de la commission du camarade Dzerjinsky. C'est là le fond de la question. Le danger de cette situation n'était, semble-t-il, un mystère pour personne. C'est justement à partir de là que le camarade Dzerjinski exigeait le renouvellement du Comité de Moscou, trop bureaucratique. C'est justement pour cela que le camarade Boukharine exigeait un brusque coup de barre dans le sens de la démocratie dans le parti et que le camarade Molotov reconnaissait qu'il s'agissait là de « vérités premières ». Maintenant, semble-t-il, tout cela n'existe plus. Toute l'affaire se ramène à un Miasnikov exclu et... au camarade Ryazanov. Cette réévaluation des conclusions d'hier, stupéfiante et sans fondements, présente en elle-même un très grand danger et risque d'entériner une exacerbation des contradictions accumulées dans le parti.

II. La Tentative d'impliquer Lénine dans mes divergences

La lettre des membres du politburo essaie d'introduire le nom de Lénine dans les questions litigieuses, en présentant l'affaire d'un côté comme la continuation de la politique de Lénine et, de l'autre, la lutte contre cette politique. Des tentatives pour représenter ainsi les divergences ont été faites plus d'une fois sous une forme plus prudente et plus voilée à l'époque de la préparation du XIIe congrès et surtout après sa tenue.

C'est précisément parce que ces tentatives avaient la forme d'allusions et se faisaient à mots couverts qu'il était impossible de réagir contre elles. Mais c'est précisément parce qu'on comptait sur mon silence que les allusions étaient faites. La « réponse » actuelle des membres du politburo qui essaie de formuler plus concrètement les allusions révèle par là-même, comme nous le voyons maintenant, leur totale inconsistance, et donne en même temps la possibilité de les réfuter clairement et précisément. Je vais examiner les questions litigieuses

1. G.I. Miasnikov (1889-1946), un ouvrier originaire de Perm et membre du PC, avait écrit des textes réclamant la liberté totale de la presse. Il avait été exclu en 1922 en vertu de la résolution du Xe congrès.

point par point en faisant des citations exactes et en me référant à des documents aisément vérifiables.

1. L'une des questions litigieuses centrales dans le domaine de l'économie était et reste la question du rôle de la direction du plan, c'est-à-dire de l'union systématique des éléments fondamentaux de l'économie étatique dans le processus de leur adaptation au marché qui se développe. Je pensais et je pense que l'une des raisons principales de nos crises économiques, de leur particulière acuité et de leur effet dévastateur est l'absence d'un réglage correct et uniforme de l'économie par le haut. Il est tout à fait exact que, sur la question de l'organisation de la direction du plan, j'ai eu des divergences avec le camarade Lénine. L'autorité du camarade Lénine n'avait pas moins d'importance pour moi que pour tout autre membre du CC. Mais je considérais et je considère que le parti choisit les membres du CC pour qu'ils y défendent ce qu'ils considèrent comme juste dans chaque cas donné. Comment le problème a-t-il été résolu par le camarade Lénine lui-même ? Le 2 juin de cette année, le politburo a reçu de N. Kroupskaïa un mot spécial du camarade Lénine sur « l'attribution de fonctions législatives au Gosplan », dicté le 17 décembre 1922. Dans ce document, le camarade Lénine écrit :

« Cette idée a été avancée par le camarade Trotsky, à ce qu'il semble, depuis longtemps déjà. J'ai été contre, parce que je trouvais qu'il y aurait dans ce cas un manque fondamental de coordination dans le système de nos institutions législatives. Mais en examinant attentivement les choses, je trouve qu'il y a là, précisément, dans le fond, une idée saine : le Gosplan est un peu à l'écart de nos institutions législatives bien que, comme ensemble de gens compétents, d'experts, de représentants de la science et de la technique, il possède en fait les plus grandes données pour juger correctement des affaires.

Sous ce rapport, je pense que l'on peut et que l'on doit accéder aux désirs du camarade Trotsky, mais pas en ce qui concerne la présidence du Gosplan soit de l'un de nos dirigeants politiques soit du président du conseil suprême de l'économie nationale (VSNKh) »

Et en conclusion, le camarade Lénine s'oppose à ce que le Gosplan examine les missions particulières, mais il est favorable à ce que le Gosplan puisse « systématiquement résoudre l'ensemble des problèmes de son ressort etc. ». Comme on le voit, la question est posée ici de façon assez claire et exhaustive.

La question de la fusion de la fonction de président du Sovnarkhoze avec celle de président du Gosplan est une question technique subalterne. Maintenant chez nous la résolution du CC a lié la fonction de vice-président du Conseil du

travail et de la défense (STO) à celle de président du Sovnarkhoze ¹, ce qui va beaucoup plus loin que mes propositions en ce domaine. J'ai plus d'une fois écrit ou dit au CC que des combinaisons de ce genre semblent, bien sûr, envisageables et que le fond du problème n'est pas là. Il est dans la nécessité de créer un état-major économique ayant compétence et autorité et auquel n'échappe aucune question économique. Tant que Lénine a dirigé le travail économique, il était en grande partie lui-même son propre état-major et la question du Gosplan ne pouvait avoir l'importance décisive qu'elle a revêtue après qu'il soit tombé malade. Lorsqu'il juge de la direction de l'économie telle qu'elle s'est formée après qu'il a été éloigné du travail, le camarade Lénine déclara qu'il y avait dans ma position une idée saine. Le fait que Lénine soit éloigné du travail dirigeant depuis longtemps ne peut être compensé, jusqu'à un certain point, que par l'organisation correcte de la direction de l'économie. Cependant nous n'avons pas fait dans cette direction un pas en avant, mais un pas en arrière. Les problèmes économiques sont résolus maintenant plus que jamais d'une manière brouillonne et hâtive et non selon un plan systématique.

2. Une autre question économique sur laquelle il y a eu des désaccords — auxquels le camarade Lénine a pris part peu avant le XIIe congrès —, touche au monopole du commerce extérieur, c'est-à-dire à la question, qu'au XIIe congrès — sans qu'il y ait d'objection de quelque côté que ce soit — on a considéré comme l'une des bases de la dictature socialiste dans les conditions d'encerclement capitaliste. J'ai échangé sur cette question une correspondance assez abondante avec le camarade Lénine. Je ne cite ici qu'une seule lettre du camarade Lénine du 13 décembre 1922. Elle éclaire bien sa façon de poser la question.

« Camarade Trotsky,

J'ai reçu votre avis sur la lettre de Krestinsky ² et les plans d'Avanessov ³. Il me semble que vous et moi sommes pleinement d'accord et je pense que la question du Gosplan telle qu'elle est posée exclut (ou ajourne) tout débat pour savoir si le Gosplan doit avoir le droit de prendre des dispositions administratives. Comme nous l'avons déjà vu, deux semaines plus tard, le 27 décembre, le camarade Staline a reconnu qu'il était nécessaire d'accorder aussi au Gosplan le droit de prendre des dispositions administratives sur une échelle beaucoup plus grande que ce que je proposais.

1. Conseil économique.

2. N.N. Krestinsky (1883-1938) était ambassadeur en Allemagne et proche de Trotsky.

3. V.A. Avanessov (1884-1930) était responsable du rabkrine de la RSFSR et dirigeant de la Tchéka.

En tout cas, je vous prierais instamment de défendre au plénum prochain notre point de vue commun sur la nécessité absolue de conserver et de renforcer le monopole du commerce extérieur.

Comme le plénum précédent a pris à ce sujet une décision qui va tout à fait à l'encontre du monopole du commerce extérieur et comme c'est une question sur laquelle il ne faut pas céder, je pense, comme je le dis dans la lettre à Froumkine ¹ et à Stomoniakov ², que, si nous sommes battus sur cette question, nous devons la porter devant le congrès du parti. Pour cela, il faudra un bref exposé de nos divergences devant la fraction du parti du prochain congrès des soviets. Si j'ai le temps, j'en rédigerai un, et je serais très content si vous faisiez de même. Les hésitations sur cette question nous causent un préjudice inouï et les arguments contre se résument entièrement à des accusations concernant les imperfections de l'appareil. Mais notre appareil se distingue par ses imperfections dans tous les domaines et renoncer au monopole à cause de l'imperfection de l'appareil signifierait jeter l'enfant avec l'eau sale de la baignoire.

13 décembre 1922 »

Ainsi, sur l'une des questions les plus importantes de notre politique économique, le camarade Lénine exigeait qu'au cas où le plénum n'annulerait pas sa décision manifestement erronée, j'intervienne ouvertement en exposant les divergences devant la fraction du congrès des soviets. Cela montre assez clairement, premièrement quelle importance le camarade Lénine accordait à l'erreur du plénum et deuxièmement, étant donné qu'il comprenait assez bien, on peut le penser, l'importance de la discipline formelle, qu'il mettait, dans ce cas, le contenu au-dessus de la forme.

3. Le désaccord le plus important de l'année dernière auquel a pris part le camarade Lénine touchait à la question nationale. Ici à nouveau, tous les faits et les documents sont là. Quelle importance le camarade Lénine accordait à la question nationale et aux erreurs commises sur cette question ; c'est assez évident à la lecture de sa lettre (du 30 décembre 1922) qui commence par ces mots : « *Je suis, je crois, grandement coupable à l'égard des travailleurs de Russie, de n'être pas intervenu avec assez d'énergie et de violence...* ». Ayant appris, sans que je le sache, quel point de vue je défendais dans la question nationale au plénum du CC, le camarade Lénine m'a envoyé le petit mot suivant :

« Rigoureusement secret

Personnel.

1. M.I. Froumkine (1878-1939) était vice-commissaire du peuple au Commerce.

2. B.S. Stomoniakov (1882-1931) s'occupait du commerce extérieur.

Cher camarade Trotsky,

Je vous prie instamment de défendre l'affaire de Géorgie au CC du parti. Cette affaire se trouve actuellement dans les mains de Staline et de Dzerjinsky et je ne peux compter sur leur impartialité. Si vous étiez d'accord pour en prendre la défense, alors je pourrais être tranquille. Si, pour une raison quelconque, vous n'étiez pas d'accord, alors renvoyez-moi tout le dossier, je considérerai cela comme le signe de votre désaccord.

Meilleures salutations fraternelles.

Lénine.

Inscrit le 5 mars 1923. Exact : M. Voloditcheva ¹ »

Quand j'ai proposé au camarade Lénine, par l'intermédiaire de sa secrétaire (le camarade Lénine était alors déjà gravement malade et les rendez-vous personnels lui étaient interdits) de montrer sa lettre et son article du 30 décembre, qu'il m'avait envoyé en secret, aux membres du politburo afin d'obtenir une volte-face dans la question nationale d'une façon moins douloureuse, le camarade Lénine me l'a formellement interdit avec les mêmes arguments que ceux que j'avais déjà dû utiliser une fois à la séance du présidium du XIIe congrès. « *En aucun cas — me transmit Vladimir Ilyitch par sa secrétaire — Il (il s'agissait du camarade Kamenev qui partait en Géorgie) racontera tout à Staline et Staline acceptera un compromis pourri et nous trompera* ».

Il m'est impossible de ne pas noter ici que la lettre du camarade Lénine dont on parlait au « *conseil des anciens* » ² du XIIe congrès comme de quelque chose qui allait de soi et dont on disait qu'elle devait être publiée (peut-être seulement en éliminant, comme le proposaient d'autres, les passages personnels trop violents) demeure impubliée à ce jour.

4. L'une des questions centrales du XIIe congrès fut la question soulevée par le camarade Lénine de la réorganisation de l'Inspection ouvrière et paysanne (rabkrine) et de la CCC. Il est remarquable que cette question ait été plus d'une fois présentée et le soit encore comme un sujet de désaccord entre moi et le camarade Lénine alors que cette question, tout comme la question nationale, donna aux choses un éclairage radicalement opposé à celui de certains au politburo.

1. M.A. Voloditcheva (1881-1973) membre du parti en 1917, était secrétaire de Lénine depuis 1922.

2. Ce "seniore konvent" avait été formé à la veille du XIIe congrès conformément à une décision du plenum d'avril.

Il est parfaitement exact que mon jugement était très négatif sur le vieux rabkrine. Cependant le camarade Lénine, dans son article « *Mieux vaut moins mais mieux* », a porté un jugement si meurtrier sur le rabkrine que je n'aurais jamais pu en formuler un semblable : « *Le Commissariat du Peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne ne jouit pas aujourd'hui de l'ombre d'une autorité. Tout le monde sait qu'il n'y a pas d'institution plus mal organisée que celles de notre rabkrine et que, dans les conditions actuelles on ne peut rien en attendre* ». Si l'on se rappelle qui a dirigé le plus longtemps le rabkrine ¹ il n'est pas difficile de comprendre contre qui est dirigé ce jugement, tout comme l'article sur la question nationale.

Quelle attitude cependant avait le politburo à l'égard du projet de réorganisation du rabkrine proposé par le camarade Lénine ? Boukharine ne se décidait pas à imprimer ; cet article du camarade Lénine qui, lui, insistait de son côté pour qu'il paraisse immédiatement. Kroupskaïa ² me parla de cet article par téléphone et me pria d'intervenir pour qu'il soit imprimé le plus rapidement possible ³.

Au politburo que j'avais fait convoquer sans tarder, tous les présents, les camarades Staline, Molotov, Kouibychev, Rykov, Kalinine, Boukharine, non seulement furent contre le plan du camarade Lénine, mais même contre l'impression de son article. Les membres du secrétariat é mirent des objections tout particulièrement violentes et catégoriques. Etant donné que Lénine insistait pour qu'on lui montre l'article imprimé, le camarade Kouibychev, futur commissaire du peuple au rabkrine, proposa à la dite séance du politburo que l'on imprime en un seul exemplaire un numéro spécial de la *Pravda* avec l'article du camarade Lénine, pour le rassurer, tout en dissimulant en même temps cet article au parti.

J'ai prouvé que la réforme radicale proposée par le camarade Lénine était progressiste en elle-même à condition, bien sûr, d'être bien faite, mais que, même si on y était opposé, il serait ridicule et absurde de protéger le parti contre les propositions du camarade Lénine. On m'a répondu par des arguments toujours aussi formalistes : « *Nous, comité central, avons la responsabilité, nous décidons* ». Seul le camarade Kamenev qui était arrivé avec presque une heure de retard à la réunion du politburo, m'a soutenu. Le principal argument en faveur de

1. C'est Staline qui est visé.

2. N.K. Kroupskaïa (1869-1939) était la femme de Lénine.

3. Selon les documents d'archives publiés dans *Izvestia TsK KPSS*, 1989, n°11, pp. 179-192, tout un membre de phrase (en italique ci-dessous) avait été supprimé de l'article de Lénine dans la *Pravda* : « *pour que nulle autorité, ni du secrétaire général, ni de quelqu'autre membre du CC, ne puisse les empêcher de faire une telle interprétation* ».

l'impression de la lettre était que, n'importe comment, on ne pourrait pas cacher au parti cette lettre du camarade Lénine. Par la suite, cette lettre est devenue, aux mains de ceux qui ne voulaient pas la publier, un drapeau particulier qu'ils essaient de retourner contre moi. Le camarade Kouibychev, ex-membre du secrétariat, fut mis à la tête de la CCC. A la place de la lutte contre le plan, préconisée par Lénine, on adopta la voie de la « neutralisation » de ce plan. La CCC a-t-elle, ce faisant, fait preuve de l'impartialité et de l'indépendance d'une institution du parti qui doit défendre et consolider la base de droit du parti et de l'unité contre tous ses excès administratifs. Je n'examinerai pas cette question ici car j'estime qu'elle est suffisamment claire sans ça.

5. Tels sont les derniers épisodes les plus instructifs de ma « lutte » contre la politique du camarade Lénine. N'est-il pas frappant que la « réponse » des membres du politburo passant par-dessus les faits trop clairs et trop indiscutables de la dernière année, juge nécessaire de citer la proposition du camarade Lénine, qui se rapporte à l'année 1921 (!), de m'envoyer en Ukraine comme délégué du commissariat du peuple aux vivres.

Le fait est énoncé de façon inexacte et commenté de façon tendancieuse. Le camarade Lénine craignait, à l'automne 21, que les Ukrainiens ne fassent pas preuve d'assez d'énergie dans la collecte de l'impôt sur les vivres (et à cette époque cette question était très importante) et proposaient de m'envoyer (non pas au nom du commissariat en question, mais du CC) pour que j'exerce la pression nécessaire. Des voyages de ce genre, j'en ai fait plus d'un en quatre ans : non seulement sur les fronts mais aussi dans le Donbass, en Oural (à deux reprises) et à Petrograd. Ces voyages n'avaient rien à voir avec les désaccords au sein du politburo mais ils étaient provoqués par des affaires urgentes. Comme j'avais retiré de ma visite précédente en Ukraine l'impression que les camarades ukrainiens faisaient le nécessaire, je jugeai alors mon voyage inutile. Le désaccord avait un caractère purement pratique. La proposition du camarade Lénine a été acceptée.

J'ai proposé alors, pour éviter des relations embrouillées, de me nommer temporairement (il s'agissait de quatre à six semaines) commissaire aux vivres d'Ukraine. Ce fut accepté (sans que je sois libéré de mes autres obligations). Mais, le lendemain, le camarade Lénine lui-même, ayant reçu de Kharkov des renseignements plus rassurants, vint me voir au commissariat militaire et me proposa d'annuler la décision de la veille, mesure que j'accueillis avec faveur, car je tenais cette décision pour inutile.

Tel fut cet épisode de dixième ordre, qui n'a aucun rapport avec les questions qui agitent actuellement le parti. Que l'on cite ce petit épisode oublié

prouve bien qu'il n'existe pas de faits meilleurs ni plus convaincants pour alimenter et soutenir la légende de ma prétendue ligne anti-léniniste. Il n'y a en a pas et il ne peut pas y en avoir. Car cette mauvaise légende, quoique soigneusement entretenue, demeure une légende.

La « sous-estimation » du rôle de la paysannerie

L'une des « accusations » fantastiques qui a été formulée plus d'une fois à mots couverts ou dans mon dos et qui l'est maintenant ouvertement, est la sous-estimation que j'aurais faite du rôle de la paysannerie dans notre révolution. Chez les auteurs de la lettre, il n'y a même pas l'ombre d'un effort pour prouver cette affirmation et il ne peut pas exister de preuves de ce genre. Il serait tout à fait déplacé d'analyser ici les désaccords concernant les forces internes de la révolution dans la période de 1905 à 1914. Depuis ce temps-là, nous avons tous beaucoup trop appris pour pouvoir tirer des jugements proprement formels sur la période actuelle à partir des désaccords d'alors. J'ai réédité, il y a longtemps, mes travaux fondamentaux en ce domaine (*Bilan et perspectives* et *Nos désaccords*). Ce qui était erroné dans mon point de vue d'alors, je l'ai reconnu et montré depuis longtemps en paroles et en actes. Mais en tout cas mes anciennes conceptions non seulement ne m'ont pas empêché mais même m'ont aidé à accepter les thèses d'avril (1917) du camarade Lénine dont se sont détournés tant de gens qui se prétendaient « des léninistes » et, ce qui est encore plus important, elles ne m'ont pas empêché de traverser, aux côtés du camarade Lénine, la période d'avant Octobre et de la révolution d'Octobre. S'il est difficile d'analyser les forces et d'évaluer les classes, c'est bien pendant un période de grands bouleversements. Voilà pourquoi je ne trouve pas nécessaire de revenir à la période de l'avant-October.

Comment s'est exprimée ma « sous-estimation » de la paysannerie après Octobre ? Pendant les trois premières années de la révolution, j'ai été presque exclusivement occupé à former des régiments de paysans avec l'aide des ouvriers d'avant-garde. Déjà ce travail était plus que suffisant pour faire comprendre à n'importe qui le rôle de la paysannerie et les relations entre les classes fondamentales de notre révolution. C'était bien mon expérience militaire qui me permettait d'être le plus attentif à tout ce qui touchait à la paysannerie. Comme preuve — si tant est qu'on en ait besoin —, je citerai quelques faits plus ou moins importants mais tous convaincants pour la question donnée :

a) Quand, après la mort de Ia.M. Sverdlov ¹, Lénine proposa de nommer comme président du VTsIK (le comité central exécutif pan-russe) le camarade Kamenev ² je pris position pour qu'on nomme à ce poste une personne qui rallierait la paysannerie. Quand le camarade Lénine et, à sa suite, le politburo adoptèrent ce point de vue, je mis en avant la candidature du camarade Kalinine ³.

b) En mars 1919, dans une note adressée au CC, j'ai défendu la nécessité d'une application plus poussée de notre politique orientée sur le paysan moyen, je me suis élevé contre la négligence du parti dans cette question. Dans un rapport que m'avait directement inspiré une discussion dans l'organisation, de Sergileiev, j'écrivais : « *La situation politique provisoire — peut-être d'ailleurs de longue durée — correspond à une réalité socio-économique beaucoup plus profonde. Car si la révolution prolétarienne triomphe en Occident, il nous faudra, pour construire le socialisme, nous appuyer dans une large mesure sur le paysan moyen et l'intégrer à l'économie socialiste.* »

c) Influencé par l'état d'esprit de l'armée et par l'expérience de mon voyage d'inspection économique dans l'Oural, j'écrivais au CC en février 1920 : « *La politique actuelle de réquisition égale des produits alimentaires, de la responsabilité collective, pour la livraison de ces produits et de la répartition égale des produits de l'industrie provoque la décadence progressive de l'agriculture, la dispersion du prolétariat industrie et menace de désorganiser complètement la vie économique du pays* »

Comme mesure pratique fondamentale, je proposais de remplacer la réquisition des excédents par un prélèvement proportionnel à la quantité de la production, une sorte d'impôt progressif sur le revenu et établi de telle façon qu'il soit néanmoins avantageux d'augmenter les surfaces ensemencées ou de mieux les cultiver.

On peut bien entendu considérer que cette proposition était prématurée en 1920, mais on ne peut pas l'interpréter comme un manque d'attention, à l'égard du rôle et de l'importance de la paysannerie.

1. I.M. Sverdlov (1885-1919) fut le premier secrétaire du parti. Il mourut tuberculeux.

2. L.B. Kamenev (1883-1936) était dans la troïka avec Zinoviev et Staline.

3. M.I. Kalinine (1875-1945) avait l'allure du paysan qu'il avait été dans sa prime jeunesse.

d) L'essentiel des débats qui se déroulaient au CC à la veille du congrès sur la question de l'« *alliance* » (smytchka) ¹ résidait, ce que j'ai démontré en plein accord avec le sens du discours fondamental du camarade Lénine au XIe congrès, en ce que l'alliance dans son principe est devenue maintenant une question de rapport des prix (les ciseaux) et que la clé de cette alliance n'est pas dans des formules de propagande ni dans des diversions politiques, mais dans l'abaissement du prix de revient de la production d'Etat grâce à sa bonne organisation. Même si cette idée était fautive, elle ne contiendrait aucune « *sous-estimation* » du rôle de la paysannerie. Mais elle s'est révélée tout à fait juste. Nous nous sommes heurtés maintenant au problème des prix.

e) Au XIIe congrès, le camarade Kamenev a affirmé que c'était moi qui avais eu l'initiative de poser la question de l'achat du blé à son juste prix et de son exportation — le fait peut être sans peine prouvé par des documents.

Ainsi je rejette les affirmations gratuites, manifestement inventées, concernant ma ligne prétendument incorrecte dans la question de la paysannerie, comme une légende artificiellement créée pour justifier la mise en place de cloisons à l'intérieur du parti.

Le Parti et l'Etat

Une autre élucubration, tout à fait aussi dénuée de fondement, est l'affirmation selon laquelle j'essaierais d'affaiblir la dépendance de l'appareil d'Etat vis-à-vis du parti. En effet, tous mes efforts ont visé et visent encore à garantir une direction collective effective du parti dans toutes les questions fondamentales et non pas une simple intervention de temps et temps et cas par cas. Pour ne pas affirmer sans preuves à l'appui, je cite ici un extrait (un parmi tant d'autres) de ma lettre aux membres du CC du 22 mars de l'année en cours :

« 1. Notre appareil d'Etat est socialement varié, révolutionnairement instable et totalement soumis à des influences qui nous sont hostiles. Cela constitue un grand danger dans les conditions de la Nep.

2. L'appareil d'Etat a pris sa forme actuelle pendant ces cinq dernières années en dépit du fait que toute la période précédente avait été remplie par les efforts des organisations du parti, des groupes, des cellules, pour diriger directement pendant les mêmes cinq dernières années le travail de l'Etat. La raison en réside dans les méthodes et les procédés principalement artisanaux et épisodiques par lesquels le parti a exercé son influence sur l'appareil d'Etat. Sous ce rapport un tournant radical est nécessaire. Il doit commencer par le travail du C C et de son politburo.

1. Le mot "smytchka" est parfois traduit par "soudure". Il s'agit bien entendu de l'accord ouvriers-paysans.

3. Le politburo doit étudier à fond avec les départements les questions fondamentales de leur travail en ce qui concerne le plan, c'est-à-dire le programme de leur activité pour une longue durée et constituer, en relation avec cela, un noyau fondamental de travailleurs.

4. Le politburo doit périodiquement soumettre à l'examen les comptes rendus et les rapports des départements, en vue d'obtenir une exécution effective du plan.

5. Le politburo doit, par une pression et un contrôle permanents, obtenir l'institution par tous les départements de méthodes systématiques de regroupement et d'éducation des travailleurs. Le politburo doit renoncer à examiner les conflits innombrables dans les départements ou entre eux ou les recours financiers et laisser ce travail aux organismes soviétiques.

6. Le politburo et l'orgburo (bureau d'organisation) doivent renoncer au système actuellement en vigueur qui remplace la direction et la répartition des fonctions au sein du parti par la gesticulation d'un secrétaire ».

Je ne puis maintenant rien ajouter d'essentiel à cet extrait de ma lettre réfutant de façon assez convaincante la légende insensée dont j'ai parlé.

Après le XIIe congrès, le politburo voulait, à ce qu'il semblait, essayer de s'engager sur la voie que j'avais proposée et il prit un arrêté particulier sur les méthodes de travail du politburo. Ce décret cependant n'a jamais été appliqué. L'ordre chaotique des décisions concernant les affaires s'identifie comme avant à la dictature du parti. Le désir d'introduire dans les méthodes et les formes de la dictature du parti un plan et un système n'a pas d'autre effet que d'ébranler les bases de la dictature elle-même.

De la Direction du Plan

Nous avons déjà vu plus haut comment le camarade Lénine a opposé la question de la direction de l'économie par le plan, dans sa note sur le Gosplan. Les auteurs de la lettre répètent plus d'une fois que des succès rapides sont impensables dans le domaine de l'économie, qu'il est inutile de se dépêcher, de s'énerver, etc. Toutes ces considérations sont cependant dépourvues de contenu face au fait que nous sommes entrés dans une crise aigüe, dont l'une des causes fondamentales, tant à mon avis qu'à celui des économistes les plus importants, est l'incoordination des éléments essentiels de notre économie, avant tout des finances d'un côté, de l'industrie et du commerce, de l'autre. S'il est vrai que de rapides succès sont impossibles dans le domaine de l'économie, alors il est tout aussi vrai que des échecs rapides, des crises, des blocages, des catastrophes partielles sont tout à fait possibles en l'absence de prudence et de direction planifiée.

J'ai déjà cité dans ma lettre la récente déclaration des camarades Rykov et Piatakov qui disait : « *Certaines décisions du politburo attirent notre attention*

sur le fait que, dans la situation qui se crée, il nous est extrêmement difficile de diriger l'industrie d'Etat ». Le fait que Rykov ait signé la « réponse » des membres du politburo n'affaiblit pas, mais renforce au contraire la valeur de sa signature au bas des mots que je viens de citer. Membre du CC, le camarade Piatakov, qui, sur mission du politburo a d'abord travaillé au Gosplan puis à la tête du VSNKh, a signé la lettre qui attirait l'attention sur l'absence de direction planifiée de l'économie, comme l'une des causes les plus importantes de nos crises et de nos difficultés

Les représentants des syndicats les plus importants ont signé le 1er octobre une note dont la principale conclusion proclame : « *Il doit y avoir une coordination du travail des divers organismes d'Etat qui créent les conditions principales du travail de l'industrie qui ont une influence énorme, souvent prépondérante, sur le prix de ses produits et qui, en même temps, ont chacun de leur côté, leur politique autonome et leur "auto-financement" sans tenir compte du chiffre d'affaires du pays ».*

L'un des dirigeants les plus importants de l'industrie, le camarade Bogdanov¹, écrit dans une note du 14 octobre : « *Les phénomènes qui ont lieu actuellement, alors que le programme de réduction du crédit institué par la Banque d'Etat était tout à fait inconnu de l'industrie, sont inadmissibles et ne mènent qu'à la panique et à la désorganisation du marché.* »

On pourrait multiplier à l'infini le nombre de ces témoignages parfaitement indiscutables. Tout cela sept mois après le XIIe congrès. L'absence de toute direction planifiée qui conduit inéluctablement à l'improvisation et à des décisions arbitraires, est le mal principal. Cependant face à ce fait totalement indiscutable, la « réponse » des membres du politburo déclare que les discours sur « *la régulation souple du plan* » n'ont pas de contenu réel, ne sont que « *des phrases* » et ne méritent que « *raillerie* » (!).

Je dois constater ici que les auteurs de la lettre ont chassé de leur mémoire les résolutions du XIIe congrès. Il y était dit textuellement ceci : « *Le principe du plan quant à son extension, se distingue peu sous la Nep du principe du plan sous le communisme de guerre. Mais il s'en distingue radicalement par les méthodes de direction centralisée, remplacées par la liberté de manœuvre de l'économie* ». Aussi, en montrant la nécessité d'une régulation souple du plan, je ne fais que répéter le texte de la résolution du congrès du parti. Les résolutions du congrès du parti doivent être non pas « *raillées* », mais exécutées.

« Il est nécessaire, poursuit la même résolution du congrès, de donner au Gosplan une position mieux définie, une organisation plus stable, des droits

1. P.A. Bogdanov (1882-1938), président du sovnarkhoze de la RSFSR était le grand organisateur de l'industrie russe.

plus clairs et tout à fait indiscutables mais surtout des devoirs. On doit décréter comme principe inébranlable qu'aucune question économique d'intérêt national ne peut être traitée dans les organismes supérieurs de la République en-dehors du Gosplan. Est-ce fait ? Pas le moins du monde.

Et enfin : il faut lutter par l'intermédiaire du Gosplan — dit le XIIe congrès — contre la création de toutes sortes de commissions temporaires et occasionnelles qui analysent, dirigent, vérifient, préparent et qui causent le plus grand préjudice à notre travail d'Etat. Il faut garantir un travail correct par le biais d'organismes permanents et normaux. Ce n'est qu'ainsi qu'on peut améliorer ces organismes et développer en eux la souplesse nécessaire — en les conformant en toutes choses à la tâche qui leur est confiée sur la base de l'expérience permanente ».

Cette dernière citation de la résolution du XIIe congrès est particulièrement claire et convaincante à la lumière des derniers faits et surtout de la création d'une série de commissions spéciales sur les salaires, les prix, etc. « *La lutte pour la baisse des prix a déjà commencé* » dit la lettre des membres du politburo comme s'il s'agissait d'un problème indépendant pris isolément. Le prix est la dérivée de tout notre travail économique et y compris de la régulation souple du plan. Le fait même de former une commission particulière pour la baisse des prix dénote le mauvais fonctionnement des organismes existant normalement et apparaît, selon le jugement du XIIe congrès « *comme le mal le plus grand de notre travail d'Etat* ».

Quoi qu'il en soit, il faut exécuter la résolution du XIIe congrès en ce qui concerne le Gosplan. Il faut le transformer en état-major dirigeant de l'économie. Il faut garantir les droits du Gosplan conformément aux propositions du camarade Lénine que j'ai citées plus haut.

Questions de politique extérieure

1. La « *réponse* » donne une image tout à fait inexacte du déroulement des pourparlers diplomatiques lors de l'ultimatum de Curzon. Ici, l'auteur de la lettre a, de toute évidence compté sur sa mémoire et aucun des signataires n'a cherché de renseignements dans les documents. Il me faudrait encombrer ma lettre de beaucoup trop d'informations et de citations pour corriger les affirmations manifestement fausses réunies en quelques lignes dans la « *réponse* ». Je suis prêt à le faire n'importe où et n'importe quand, en cas de besoin. Je me bornerai maintenant à rappeler que, des quatre notes qui ont un lien avec l'ultimatum, la

première a été écrite par le camarade Litvinov¹ et moi, la deuxième par moi, la troisième par le camarade Tchitchérine² et la quatrième par moi.

2. La politique avec la Pologne n'exige à vrai dire aucun commentaire actuellement. Le changement de politique sur lequel j'avais insisté il y a un mois a eu lieu en gros. Les relations avec la Pologne sont envisagées non comme des questions formelles de troisième ou dixième ordre, mais comme des pourparlers concrets sur le transit et la non-ingérence militaire. C'est la seule façon correcte, réaliste et pratique de poser la question, qui soit à même d'aboutir à des résultats certains, peut-être même substantiels et pratiques et de nous mettre en même temps dans une position claire face aux masses populaires de notre pays. Pour une certaine période la question est ainsi épuisée.

Je ne sais vraiment pas pourquoi le politburo prend en passant la défense du camarade Tchitchérine contre mes prétendues attaques « *déplacées* ». J'ai critiqué certaines de ses propositions, comme j'ai critiqué la politique de la majorité du politburo dans la mesure où je les trouvais incorrectes. Il n'y a eu aucune attaque « *déplacée* ».

Sur la révolution allemande

L'image donnée des dissensions sur la révolution allemande est fautive et incomplète. Je considère que ces discussions ont été littéralement supprimées par les résolutions prises à la suite d'une lutte acharnée très sérieuse et par les décisions pratiques qui ont été adoptées ensuite. La lutte s'est déroulée sur trois points : 1) l'importance et la fixation d'une échéance, 2) les Soviets de députés et les Comités d'usine (Fabzavkom) et 3) les relations entre le CC du PC allemand et la direction berlinoise. Nous avons adopté une résolution dans laquelle nous montrions (après une sérieuse lutte interne), que le plus grand danger pour la révolution allemande était le manque de détermination des cercles dirigeants du parti allemand en faveur d'un soulèvement armé qui impliquait plan et échéance. Il nous suffisait de notre propre expérience d'avant Octobre, pour comprendre qu'une position claire et nette est ici nécessaire. J'ai exposé la nature des dissensions qui ont eu lieu dans mon article sur « *les échéances* » paru dans la *Pravda*.

Lorsque la résolution a été adoptée, j'ai fermement lutté contre la sagesse faussement marxiste selon laquelle il est impossible de fixer une échéance à « *la*

1. M.M. Wallach dit Litvinov (1876-1951) était alors vice-commissaire du peuple aux affaires étrangères.

2. G.V. Tchitchérine (1872-1936) était commissaire du peuple aux affaires étrangères.

révolution » (en fait à la prise du pouvoir), etc. Si nous ne posons pas clairement maintenant cette question, nous prenons le risque que les événements allemands ne se déroulent sur le modèle bulgare.

Selon toutes les données et en particulier selon les rapports du camarade Milioutine ¹, délégué du Comintern, nous avons perdu la révolution en Bulgarie justement parce que nous n'avions pas su envisager le soulèvement au moment opportun, comme une œuvre d'art. Nous entrons maintenant dans une période d'immenses bouleversements militaires et révolutionnaires et la question du soulèvement, avec tous ses aspects concrets, devient l'une des questions primordiales de la politique communiste.

En ce qui concerne la deuxième question, on a essayé d'imposer au parti allemand la création de soviets de députés à côté des comités d'usine qui en fait existaient déjà. Après une lutte très vive, on a abandonné ce plan qui pouvait coûter très cher au parti allemand.

Il est monstrueux d'affirmer que j'aurais parlé avec mépris du CC allemand. Bien au contraire : dans mon travail — et ce n'est pas le premier mois — j'ai insisté sur la nécessité de soutenir fermement le CC allemand contre les dirigeants superficiels de la Gauche berlinoise ². Mais je n'ai pas dissimulé à toute la délégation allemande que le danger que représentait son attentisme à l'égard du soulèvement. La situation exigeait une action des plus déterminées. Ici la moindre erreur, la moindre négligence sont inadmissibles. Depuis le dernier plénum, on a avancé dans la direction indiquée.

Les éléments personnels dans la lettre des membres du politburo

Il y a dans la « réponse » toute une série d'éléments personnels, d'accusations que j'aurais bien voulu ne pas examiner si c'avait été possible. Mais y renoncer équivaudrait à accepter tacitement le fait que les auteurs de la lettre veulent, dirait-on, rendre impossible le travail collectif sur la base de principes. Je ne peux ni ne veux accepter cela. Il me paraît donc nécessaire de montrer que les auteurs de la lettre ont tout à fait tort quand ils essaient de prouver par des arguments personnels l'impossibilité d'un travail correct et honnête qui serait, effectué entièrement sur la base de la correction des aspects clairement erronés et nuisibles du régime actuel du parti et de l'économie. Le sens des passages correspondants de la « réponse » aboutit à ce que mes considérations sur le rôle de la direction du plan, sur la bureaucratisation de

1. V.P. Milioutine (1884-1938) était un spécialiste des questions paysannes.

2. La Gauche allemande était représentée à Moscou par Ruth Fischer et Maslow.

l'appareil du parti, etc. ne semblent être ni plus ni moins que le produit de prétentions personnelles :

« Nous déclarons, disent les auteurs de la lettre, que, tout comme avant, le politburo ne peut prendre sur lui la responsabilité de satisfaire les prétentions du camarade Trotsky à exercer la dictature dans le domaine de la direction des affaires économiques, en plus de pouvoirs qu'il a déjà comme président du conseil militaire révolutionnaire. Notre devoir est de dire que nous ne pouvons prendre sur nous la responsabilité d'une expérience risquée dans ce domaine ».

Cette représentation de l'affaire semble tout à fait invraisemblable à la lumière des faits antérieurs. Je vais citer les plus évidents et les moins discutables. Le 6 janvier de cette année, dans une lettre spéciale adressée à tous les membres du CC, le camarade Staline proposait les mesures suivantes, parmi d'autres :

« 3. Mettre à la tête du VNSKh le camarade Piatakov et nommer à l'un des postes de vice-président le camarade Bogdanov (pour moi, il est clair que le camarade Bogdanov n'a pas pu et ne pourra pas rassembler sous ses ordres les trusts qui se sont déchaînés)

4. Nommer le camarade Trotsky vice-président du Conseil des commissaires du peuple (proposition du camarade Lénine) après lui avoir confié le VSNKh.

5. Je pense que ces changements pourraient alléger notre tâche dans la liquidation du "chaos" »

Il est tout à fait évident que le camarade Staline n'a pas fait ses propositions écrites à l'insu des autres membres du politburo.

Le 17 janvier, le camarade Staline écrit dans une autre lettre-circulaire :

« Je ne m'opposerai pas à ce que le camarade Trotsky soit nommé simultanément soit vice-président du conseil des commissaires du peuple et président du Gosplan ».

Mes objections orales et écrites à ces propositions d'ordre purement pratiques avaient des raisons en partie organisationnelles et en partie personnelles. Il n'est pas besoin de le répéter ici, d'autant plus que cette correspondance est tout à fait accessible à la consultation. J'ai notamment prouvé qu'associer le travail du VSNKh et le travail militaire est un problème beaucoup trop difficile. Le camarade Staline en a prouvé la possibilité.

Dans tous les cas, nous voyons que l'affaire ne se résume pas du tout à ce que, d'un côté, il y a des « *prétentions personnelles* » à occuper le poste de président du VSNKh et que, de l'autre, il y a le refus du politburo de prendre sur lui la responsabilité d'une « *expérience risquée* ». En effet, le camarade Staline, avec l'accord certain des autres membres du politburo, a proposé instamment cette expérience, considérant qu'elle pouvait aider à « *liquider le chaos* ».

J'ai décliné cette responsabilité supplémentaire craignant, outre le reste, la dispersion et les côtés négatifs d'un tel cumul. Au XIIe congrès du parti, le camarade Staline a jugé nécessaire de constater publiquement que je ne suis pas disposé à faire un travail beaucoup plus important. Comment concilier avec tous ces faits et affirmations ce qu'ajoute maintenant la « réponse », à savoir ma prétendue aspiration à devenir président du VSNKh ? En outre, cette aspiration est si forte qu'elle me pousse à avancer telle ou telle proposition de principe ou d'organisation. N'est-ce pas monstrueux ?

Déjà, après le XIIe congrès, le camarade Rykov, renonçant au poste de président du VSNKh, écrivait au politburo :

« Dans l'une de ses propositions envoyées aux membres du CC, le camarade Staline proposait la direction du VSNKh au camarade Trotsky. Je ne vois aucune raison de refuser cela, vu que le camarade Trotsky s'est remis plusieurs fois ces dernières années à l'étude de l'industrie et de l'économie, et qu'il connaît aussi bien les principales questions de la pratique actuelle de l'économie que l'appareil de direction de l'industrie.

L'exceptionnel succès qu'a remporté au congrès l'exposé du camarade Trotsky donne toute garantie que le parti dans son ensemble approuvera cette nomination.

Il faut lier le travail du camarade Trotsky au VSNKh à sa participation au travail général du gouvernement, à l'aide de la reconstruction du STO que proposait dans sa lettre le camarade Staline ».

De quelle façon, malgré tout, je le demande, peut-on changer après coup les événements qui ont eu lieu ? Comment concilier les propositions de Staline avec sa signature au bas de la dernière « réponse » ? Comment allier la déclaration du camarade Rykov que j'ai citée, avec sa résistance actuelle à ma prétendue prétention à m'emparer du VSNKh ? D'où vient tout cela ? Dans quel but ? Je renonce à comprendre.

Et n'est-il pas monstrueux d'affirmer que quelques dizaines de vieux militants irrécupérables ne forment leurs points de vue et leurs exigences dans une lettre au CC que pour m'assurer le poste de président du VSNKh ? Et quand ? Au moment où le cumul du travail militaire et du travail économique semble le moins réalisable, tant du point de vue économique que du point de vue militaire.

Je dois encore mentionner un épisode qui montre comment se fait l'histoire et comment elle s'écrit. A la séance du politburo qui avait élaboré l'ordre du jour du XIIe congrès, le camarade Staline, avec le soutien du camarade Kamenev, du camarade Kalinine et, si je ne me trompe pas, du camarade Tomsky (le camarade Zinoviev était absent) m'avait proposé de faire l'exposé politique du CC. La

discussion là-dessus se déroulait au politburo calmement et dans un esprit pratique. J'ai répondu que n'importe quel exposé fait par qui que ce soit ne pourrait qu'accroître l'abattement du parti suscité par la maladie de Vladimir Ilyitch. Pour cette raison, il vaudrait mieux se limiter à un compte rendu politique que le camarade Staline pourrait joindre au compte rendu d'organisation. Les questions principales seraient examinées dans les points correspondants de l'ordre du jour. En outre, ajoutai-je, nous avons toujours des désaccords essentiels sur les questions économiques.

Le camarade Kalinine, s'élevant contre ma dernière remarque a dit : « Vos propositions sont passées en majorité au politburo et vous n'avez aucune raison de ne pas vouloir faire l'exposé politique ». J'ai continué cependant d'insister sur ma proposition. La question n'a pas été réglée à la séance puis, comme on sait, on a donné un autre tour à l'affaire.

Mais n'est-il pas évident que le fait que je viens de citer et que, bien sûr, aucun des participants à la séance en question du politburo n'a pu oublier, se trouve maintenant en contradiction criante avec le tableau général que donne maintenant, après coup, la « réponse » des membres du politburo afin d'expliquer et de justifier le système des cloisons artificielles dans le parti.

Il est totalement inconcevable de m'accuser de n'avoir pas, ces dernières années, prêté une attention suffisante à l'armée. Je ne sais comment interpréter cette accusation : signifie-t-elle que ma journée de travail est trop courte ou bien qu'elle est pleine d'affaires secondaires ? Lors de l'exécution de nombreuses missions du CC, j'ai dû plus d'une fois attirer l'attention sur le fait que ces missions me détournent du travail militaire. La préparation du rapport et des thèses sur l'industrie m'a pris, par exemple deux mois de travail intensif. La participation aux travaux du Comintern prend beaucoup de temps. Le seul travail que j'exécute sans qu'il m'ait été confié par le politburo, c'est ma participation au Moskoust¹, mais je doute qu'elle me prenne plus de deux ou trois heures par mois. Dans la « réponse », il est fait, il est vrai, allusion à l'étude des questions de littérature, d'art, de la vie quotidienne, etc. comme la raison de l'attention insuffisante que je porte à l'armée. Mais ce type d'allusion est indirect parce que les auteurs savent que je me suis occupé de ces questions quand je me soignais et que tout travail intellectuel intensif m'était interdit.

Je ne vois aucune raison de me justifier devant le parti de ce que j'aie employé deux congés d'été, non seulement à me soigner, mais aussi à écrire des livres sur la littérature ou la vie quotidienne. Je ne peux qu'exprimer mon étonnement qu'à partir de ce fait on essaie de bâtir une accusation. A ce propos,

1. Il s'agit de l'Union combinée de Moscou, organisme de contrôle de l'activité économique de la capitale.

le camarade Lénine avec qui j'ai parlé des articles que j'avais ébauchés sur « *la culture prolétarienne* » insistait encore il y a un an et demi pour que j'accélère ce travail, que je n'ai réussi à finir que cet été ¹.

Il est tout à fait vrai cependant qu'il n'y a eu presque aucun travail créateur dans le domaine de l'armée, vu sa situation matérielle extrêmement difficile, la complète instabilité de son budget, les réductions et les remaniements permanents des états-majors, des nominations ou des destitutions fréquentes, tout à fait inopportunes selon moi du point de vue des intérêts de l'affaire.

Tout cela créait des conditions de travail extrêmement pénibles en plus de la mise en œuvre par en-haut dans l'armée de cette « politique » spéciale dont les exemples sont maintenant connus de la majorité des travailleurs responsables du parti et de l'armée. La « réponse » des membres du politburo semble être le développement ultérieur de cette même politique dont le sens est parfaitement clair.

La défiance à l'égard du parti

Une accusation qui serait beaucoup plus sérieuse si elle n'était si légère, c'est celle de défiance à l'égard du parti et de l'incapacité à le comprendre. On en cite pour preuve l'expression que j'ai employée je ne sais ni où ni quand sur « *l'oblmvostchina du Goubkom* » — sans expliquer dans quel contexte ni quel sens ces mots ont été prononcés. Enfin, de la déclaration que j'avais faite et qui disait qu'étant donné la gravité de la conjoncture, je me sentais obligé de mettre le fond de l'affaire en-dessous de sa forme et d'attirer l'attention des militants les plus responsables sur la situation qui s'est créée, la « réponse » dit : « *Nous considérons qu'il s'agit là d'une déclaration sans précédent dans notre milieu bolchevique* ».

Ma déclaration n'avait et n'a pour but que de pousser le CC à accélérer ce changement de cours que la situation rend inéluctable. Nous avons cependant vu des cas où, à la veille de combats décisifs ou au cours de ces combats — cela se passait en octobre 1917 —, on a abandonné les postes les plus importants en en référant au parti contre le CC — face à des éléments étrangers au parti ou à des ennemis. Je considère que la confiance dans le parti et la défiance à son égard et à l'égard de ses forces créatrices se révèlent plus sûrement que tout lors des grandes épreuves comme celles que nous avons traversées.

Il n'existe quasiment pas dans tout le pays de *goubkom* ² avec lequel je n'ai dû travailler coude à coude dans les heures très difficiles de la guerre civile et

1. Nous avons intégré dans le texte la phrase ci-dessus qui, dans l'original, est en bas de page. Il s'agit de *Littérature et Révolution*.

2. Le *goubkom* est un comité de "gouvernement" (subdivision territoriale).

parmi les fautes que j'ai commises n'entraîne pas la défiance criminelle à l'égard des forces créatrices du parti et de la classe ouvrière. Cette accusation, je la rejette comme mensongère dans son caractère injurieux prémédité.

Telles sont mes explications sur les points les plus importants de la lettre des membres du politburo. Une issue moins douloureuse et plus rapide — je le répète à nouveau — ne peut être trouvée que s'il existe dans le groupe qui dirige le CC une volonté sérieuse et inébranlable de faire sauter les cloisons artificielles dressées à l'intérieur du parti, d'être plus attentifs aux exigences pressantes de changer le cours du parti et de l'aider de cette façon à retrouver son esprit d'initiative; son activité et son unisson. Sur cette voie, le CC rencontrerait le soutien le plus actif de la majorité écrasante des membres du parti — et ces questions qui, en ce moment, semblent être ou apparaissent comme des facteurs personnels, disparaîtraient d'elles-mêmes.

L. Trotsky, 23 octobre 1923

Discours au plénum unifié du CC et de la CCC du PCR(b) ¹

(26 octobre 1923)

Camarades,

On a cité ici le fait que j'ai souligné qu'il existait des désaccords sur toute une série de questions. Mais certains camarades ont essayé de présenter la chose comme si le parti était déchiré par des désaccords de fond. Ce que l'on a cité, c'est la réponse du camarade Kouibychev. Kouibychev m'a accusé de traiter la question à trop gros traits et a attribué toute l'affaire à mon tempérament.

Mais Vareikis ² a abordé une question beaucoup plus vaste : celle de la politique étrangère. Les derniers télégrammes en provenance de Pologne indiquent que le discours de Trotsky au congrès des métallos a donné l'impression aux gouvernements bourgeois que nous sommes pour une politique de paix.

Or il me faut intervenir comme commissaire du peuple aux affaires militaires, que tous les gouvernements bourgeois écoutent attentivement. Je dois répondre à la question de savoir s'il y aura ou non la guerre. (Ma réponse peut

1. Ce texte a été retrouvé dans les archives du comité central. Il s'agit de la reconstitution de l'intervention de Trotsky par le secrétaire de Staline, Boris Bajanov, sur la base des notes qu'il avait prises. Ce discours a été longtemps totalement ignoré. Les historiens pensaient que Trotsky était absent de ce comité central et certains en avaient tiré des conclusions hâtives.

2. I.M. Vareikis (1894-1939) était l'un des apparatchiks envoyés en Ukraine récemment.

avoir des conséquences énormes. J'affirme que la ligne que j'ai prise était absolument correcte.)

Il y a deux manières de voir ma lettre. Les uns disent : « *L'intervention de Trotsky est un coup de tonnerre dans un ciel serein* » et l'expliquent par son mécontentement au sujet de la composition du Conseil militaire révolutionnaire de la République. Les autres disent : « *Trotsky répète ce qu'il dit depuis deux ans ; c'était déjà ainsi sous Lénine* ».

Camarades, on a dit ici qu'il y avait eu des réunions « *restreintes* ». Camarades, il faut avoir la même ligne. Bien sûr les deux interprétations de mon intervention sont fausses et il y a un écho des désaccords passés. Mais il existe aussi de nouveaux désaccords et la nouvelle situation les a aggravés. Il est faux de dire que je ne les ai pas soulevés au politburo. Je les ai soulevés et voici les résultats. Rykov a essayé de convoquer une réunion restreinte. Cela n'a rien donné. Comme au sein du politburo il y a un autre politburo et au sein du CC un autre CC, j'ai été écarté de la discussion effective de cette question.

Je n'ai pas eu la possibilité de donner des informations aux autres membres du CC. C'est pourquoi il ne me restait plus que cette voie. Zinoviev dit que je me suis entêté et que j'ai repoussé la tentative de parvenir à un accord qu'il avait entreprise par l'intermédiaire du camarade Sérébriakov¹ mais c'est pur enfantillage. Je n'avais pas vu Sérébriakov depuis deux ans quand il est venu chez moi, je lui ai répondu « *Qu'est-ce que le groupe des cinq² ? Nous avons un CC, un Politburo. Si Zinoviev veut instaurer des relations normales, il lui faut supprimer la troïka et le groupe des cinq* ».

Pourquoi ne me suis-je pas adressé à la commission centrale de contrôle ? Camarades, il a été beaucoup question de « *bureaucratisme* », je ne veux pas répéter ce mot. Les membres de la CCC connaissent une série d'actions du groupe qui lutte contre les prétendus « *trotskyistes* ». Les membres de la CCC savent qu'on appelle « *trotskyistes* » ceux qui ne luttent pas activement contre Trotsky. Comment peuvent-ils être « *trotskyistes* » ? Je n'ai jamais ébruité hors du CC des désaccords internes, je n'ai jamais cherché à rassembler des camarades, à former un groupe, une fraction. Vous savez pourtant que ces derniers temps on a déplacé ou destitué de prétendus « *trotskyistes* ». En quel sens pouvaient-ils être « *trotskyistes* » ? On appelle « *trotskyiste* » celui qui a considéré qu'on n'a pas besoin de cet « *entourage* » dont parlait Petrovsky, ou de celui dont parlait

1. L.P. Sérébriakov (1891-1937), métallo, était vice-commissaire du peuple aux communications et l'un des signataires de la "Lettre des 46".

2. Dans le texte, la *piatiorka*.

Frounze¹. De ces mutations, de cette attitude envers les « *trotskyistes* » les membres de la CCC avaient connaissance et le CC n'a pas réagi. Comment pouvais-je, moi qui savais tout cela, confier la décision à la CCC ? Je n'avais pas confiance et je n'ai pas confiance dans la majorité de la CCC. C'est pourquoi je ne me suis pas adressé à elle.

Le promoteur de cette politique du secrétariat (qui considère que quiconque ne fait pas preuve d'une défiance active contre Trotsky est un « *trotskyiste* ») était le camarade Kouibytchev. Le camarade Iaroslavsky² était aussi partisan de cette politique. Maintenant Kouibytchev et Iaroslavsky sont à la CCC et en dirigent le travail. Voyons à présent où cela mène. Prenons les faits. Le présidium de la CCC a examiné la question de la culpabilité d'un membre du parti en l'accusant d'une faute grave envers le parti. Les principes élémentaires de l'éthique du parti et d'une approche sans préjugé de l'affaire exigent que l'on entende les déclarations de ce membre du parti. Cependant on délibère, une décision est prise et il n'a pas été invité pour s'expliquer. Cela ne caractérise-t-il pas la CCC ? Il y a eu sur cette même question une réunion du présidium de la CCC avec des membres de la CCC. A nouveau la question est discutée, à nouveau une résolution est votée. M'a-t-on invité ? M'a-t-on donné la possibilité de m'exprimer et d'élucider les faits ? Rien de cela n'a été fait.

Camarades, souvenez-vous de l'idée qui est le fondement de la CCC. Le CCC doit être une instance indépendante, elle doit corriger les excès, les défauts du travail des responsables du parti.

J'affirme que vous avez transformé la CCC en instrument du secrétariat du CC dans la lutte à l'intérieur du parti. Vous déformez la pensée de Vladimir Ilyitch. Je ne me suis pas adressé à la CCC. Vous m'en accusez. C'est là le bureaucratisme contre lequel je m'élève.

Au sujet du bonapartisme (dont les membres du politburo m'accusent dans leur lettre), (*Kamenev* : « *Le mot n'a pas été utilisé dans la lettre* ») je ne peux pas cracher sur la lettre des membres du Politburo comme le recommande le camarade Kamenev. Dans cette lettre, il est dit que (je cite), je veux « *ajouter aux pleins pouvoirs dans le domaine militaire les pleins pouvoirs dans le domaine du VSNKh³* ».

1. G.I. Petrovsky (1879-1958) était le président de l'exécutif des soviets d'Ukraine et M.V. Frounze (1885-1925) vice-président de son gouvernement. Nous ne comprenons pas l'allusion faite par Trotsky à "l'entourage". Il s'agit probablement de l'épuration en Ukraine liée au départ de Rakovsky.

2. R.M. Emelian dit Iaroslavsky (1878-1943), vieux-bolchevik, membre de la CCC, joua par la suite les procureurs contre les *oppositionalneri*.

3. Conseil national de l'économie.

Camarades, laissez-moi d'abord vous expliquer ce que sont ces « *pleins pouvoirs* ». Chacun de vous sait naturellement que les nominations passent dans l'armée par l'orgburo et le politburo, pas les chefs des régions militaires en personne. Considérez le choix des collaborateurs responsables dans l'armée. Regardez qui sont chez nous les dirigeants des districts militaires : le camarade Lachévitch en Sibérie, le camarade Vorochilov dans le Sud-est, le camarade Frounze en Ukraine, etc. Il n'y a qu'à Moscou qu'à la tête du district se trouve un assez mauvais « trotskyste », Mouralov ¹. On ne parle de pleins pouvoirs du département militaire que pour tromper les provinciaux.

On dit que j'aurais dit au XII^e congrès que l'armée se rapprochait du parti et que je dis le contraire maintenant. C'est inexact. Ce processus est en marche. J'ai parlé des conditions de mon travail. Tout militant qui travaille avec moi ou qui peut simplement travailler avec moi, est soupçonné par cela même d'être trotskyste — bien qu'avec Skliansky ², mon plus proche collaborateur, avec qui je m'entretiens deux heures par jour, je n'ai jamais discuté des questions du parti. Camarades, le fait qu'on m'enlève des gens avec lesquels je peux travailler et que l'on m'entoure de gens activement disposés contre moi, signifie quand même un total isolement. Et voilà ce que sont les « pouvoirs illimités » dans le domaine du département militaire !

Passons maintenant au Conseil économique supérieur (VSNKh). Je ne refuse pas d'y travailler, je pourrais me tirer d'affaire aussi bien que d'autres. Mais j'ai répondu à Boukharine qu'il ne faut pas cumuler ce travail avec le travail militaire.

Ma conversation avec Vladimir Ilyitch au sujet du zemstvo, etc. Camarades il y a dans mon travail un facteur personnel qui ne joue aucun rôle dans ma vie, pour ainsi dire ma vie quotidienne, mais qui a une grande importance politique. C'est mon origine juive. Je me souviens très bien comment Vladimir Ilyitch, couché sur le sol, m'a dit le 25 octobre, à Smolny : « *Nous vous ferons commissaire du peuple aux affaires intérieures. Vous écraserez la bourgeoisie et la noblesse* ». J'étais d'avis qu'il aurait bien mieux valu qu'il n'y ait pas un seul juif dans le premier gouvernement soviétique révolutionnaire. Vladimir Ilyitch me dit « *Sottises. Tout cela n'est que brouilles* ». Mes arguments furent pourtant influents. J'ai échappé à une nomination de commissaire du peuple à l'intérieur et fus désigné comme responsable de notre politique étrangère, bien que, remarquons-le en passant, mon opposition était catégorique. Lorsqu'il devint nécessaire d'organiser nos forces militaires, le choix tomba sur moi. Et j'avais

1. Le vieux-bolchevik N.I. Mouralov était un ami personnel de Trotsky .

2. E.M. Skliansky (1892-1925), très proche de Trotsky depuis la guerre civile, était vice-président du CM R de la RS FSR.

raison. Je ne parle pas des résultats directs de mon travail. Vous avez porté dessus une appréciation positive. Mais j'avais raison. Rappelez-vous avec quelle force, pendant l'offensive d'Ioudénitch, Wrangel et Denikine¹, le fait qu'un Juif se trouve à la tête de l'Armée rouge, fut utilisé par nos ennemis. Cela n'a joué aucun rôle dans ma vie personnelle (mais comme facteur politique c'est très important, je ne l'ai jamais oublié. Vladimir Ilyitch considérait que c'était une manie de ma part et appelait ça un tic).

Au moment où Vladimir Ilyitch me proposa de devenir zam (unique suppléant du président du conseil des commissaires du peuple), j'ai refusé pour les mêmes raisons et Vladimir Ilyitch m'approuva presque.

Pourquoi ne suis-je pas entré au conseil pour l'économie nationale (VNSKh) ou au Conseil pour le travail et la défense (STO) ? Je craignais plus que tout qu'on ait l'impression que Trotsky voulait créer une fraction. Et Vladimir Ilyitch a eu une fois cette crainte. Après le Xe congrès, il se tenait sur ses gardes. Je suis allé le voir exprès et je lui ai dit qu'il n'y avait rien de tel. Nous nous sommes longtemps entretenus et il me semble que je l'avais convaincu que je n'étais pas occupé à créer des groupes et fractions et que je n'y pensais même pas. Camarades, je ne l'ai pas trompé. Je n'ai rien porté à l'extérieur qui puisse être compris comme une divergence d'opinion ou une critique du comité central.

Quand les divergences sur les questions économiques se sont aggravées, (j'ai été obligé de les porter à la connaissance du CC. En premier lieu il y avait la question du Gosplan). Je considère qu'il faut qu'il y ait une institution qui étudie à fond toutes les questions du point de vue de la coordination économique avant qu'elles ne soient proposées pour décision aux organes supérieurs. Je ne peux pas voter au politburo si les gens expérimentés qui connaissent vraiment quelque chose n'ont pas étudié ces questions au préalable. Si on m'avait libéré de tout autre travail et mis au Gosplan, je n'aurais pas été contre. J'affirme que nos crises s'aggravent pour 50 et même 75 % du fait de notre approche non méthodique. Le Gosplan est notre organe le plus important. Camarades, vous avez entendu dire que notre Gosplan « *va plutôt mal* » comme dit le camarade Kamenev. Avec un Gosplan qui « *va mal* », on ne peut pas commencer grand chose. Mais si le Gosplan, qui va plutôt mal, n'est pas réorganisé, on continuera de trancher des questions les plus importantes de notre économie cas par cas et empiriquement. Camarades, il n'est pas exagéré de dire que c'est maintenant la question la plus importante. Je désire revenir sur la question : que ferais-je au VSNKh ou au STO si le Gosplan n'était pas réorganisé ? Je devrais prendre sur

1. Les généraux N.N. Ioudénitch (1862-1933) et A.I. Denikine (1872-1947) étaient avec Wrangel et aussi Koltchak les principaux chefs des Blancs.

moi d'élaborer auparavant, à fond, toutes les questions, ce qui est naturellement physiquement tout à fait impossible. Ou bien il faut renvoyer ces questions au politburo, au VSNKh ou au STO.

Ma journée de travail est suffisamment remplie. Je repousse avec indignation toutes les insinuations concernant mon travail de recherche sur la vie quotidienne. Pour ce travail, qui n'était d'ailleurs vraiment pas inutile, je n'ai pas utilisé une seule minute de mon temps de travail, je l'ai fait à Kislovodsk pendant le temps de congé qu'on m'avait donné pour une cure. Donc, camarades, je ne vois qu'une seule issue pour sortir de cette situation : réorganiser l'institution.

J'en viens à la situation à l'intérieur du parti. Les Ukrainiens ont mis tous les points sur les i. Mantsev¹ les a placés ailleurs. Sa déclaration correspond à la logique de la situation. Ce qu'a dit Frounze ne correspond pas à cette logique, ce qu'a dit Petrovsky y correspond en partie, quand il parle d'« *entourage* ». Camarades, vous savez très bien que je n'ai jamais été un « *démocrate* » mais il n'en découle pas que je n'aurais ignoré, que j'ignorerais l'opinion de mes camarades de travail. Bien que j'aie une position négative sur la « *doctrine militaire unique* », avec Frounze nous avons polémique amicalement² sur cette question et nous en avons fait ensuite une brochure. On me cite un autre exemple. Bien que la délibération des commandants de district se soit prononcée pour la révocation d'Arjanov³, je ne l'appliquerais pas et j'hésiterais. C'est une personne qui ne suscite aucune sympathie et au passé tout à fait misérable. Il m'est aussi proche que Sologoub ou Arens⁴. Mais toute la question est qu'il faut le remplacer. C'est un homme extraordinairement énergique. Dès qu'on a décidé de le remplacer, j'ai été d'accord. On a nommé Dimitriev comme adjoint. Il a travaillé trois mois. Il ne fait pas l'affaire. Kolegaiev⁵ est malade. On a choisi Ochkine, on l'a nommé adjoint. S'il s'habitue, on le nommera. Il est monstrueux de faire de la question de son remplacement une question de fond.

Venons-en à l'incident concernant la mise par écrit des propos de Vorochilov qui a pris la parole ici sur la Roumanie. J'ai une très bonne mémoire

1. V. N. Mantsev (1888-1939), ancien chef de la Tcheka en Ukraine venait d'être transféré à l'Inspection ouvrière et paysanne à Moscou.

2. Le mot prouve que les relations de Trotsky étaient bonnes avec Frounze qui était d'ailleurs lié à Rakovsky.

3. M.M. Arjanov (1873-1941), spécialiste des transports était responsable du ravitaillement de l'Armée rouge.

4. N.V. Sollogoub (1883-1937), avait été chef d'état-major en Ukraine et venait d'être muté à Moscou à un poste de second ordre. Jean Arens (né en 1889), ancien du Bund, était de l'OGPU.

5. A.L. Kolegaiev (1887-1937) était un ex-sr de gauche.

mais j'ai tout à fait oublié et Vorochilov et les notes écrites sur un petit bout de papier. Même si c'était vrai, ce n'est pourtant qu'une bagatelle et je lui ai accordé à l'époque si peu d'importance que je l'ai complètement oubliée. Camarades, je ne revendique aucun brevet de démocratisation. Mais la situation que j'ai trouvée à mon retour après un congé de deux mois m'a amené à étudier la question. La situation m'oblige à parler de moi, et les faits le prouvent. Car, camarades, mes notes sur la séance du politburo du 11 octobre dont je vous ai donné lecture sont (bien) un fait. Il faut en sortir. De deux choses l'une, ou bien un tournant vers la démocratie dans le parti je ne veux pas dire comme le camarade Boukharine, « renverser la vapeur », non, simplement un tournant, ou bien dire qu'elle va bien. On affirme que j'ai inventé tout ça pour créer une fraction. Quand ? A quel moment ? Pourquoi ? Ou peut-être dans l'armée ? Allez jusqu'au bout ! Appelez ça du bonapartisme !

Je le répète. Je me suis trouvé devant une telle situation après mon congé, que lorsque j'y ai eu réfléchi et que j'ai soumis mes impressions à l'examen et au contrôle d'une dizaine de camarades expérimentés — et vous savez que pour moi en raison de la position officielle, tout autre chemin pour sonder l'opinion du parti est extraordinairement difficile. J'ai dit « *Moins de régime policier et plus de plan* ». C'est pour cela que vous voulez me condamner.

Je parlerai franchement. Nous avons au Politburo des camarades qui veulent mener cette affaire jusqu'à son terme dans le sens d'un approfondissement continu des désaccords, pour la porter jusqu'aux masses du parti et rendre impossible toute collaboration ultérieure.

Je crois que la majorité du CC et du parti ne veut pas cela. Mais la seule résolution que l'on prépare ici et que l'on vous recommande d'adopter et qui le sera certainement, sera — je le crains — un appui à ceux qui veulent mettre un terme à la collaboration.

Camarades, avant de voter cette résolution, essayez de réfléchir à ma situation et de comprendre la complexité de mes conditions. Je n'ai pas pu m'élever contre ceux qui ont lancé la fiction selon laquelle je combats les traditions de Vladimir Ilyitch. J'ai été dans une situation tragique. A l'époque où ce filet me recouvrait, je ne pouvais rien expliquer, je ne pouvais révéler à personne la vérité, je ne pouvais pas accepter le combat. Il fallait déchirer ce filet.

Celui qui, dans un tel moment d'une importance historique, peut-être mondiale, me soupçonne de motifs personnels, de l'aspiration ridicule à assumer à moi tout seul toute la responsabilité du pouvoir, celui-là me considérerait comme un triple gredin et comme un triple fou. Réfléchissez à cela, camarades, avant de prendre votre décision. Si vous vous engagez dans cette voie — et on dirait que vous voulez le faire — vous commettrez une énorme erreur.

Note à la sous-commission du politburo ¹

(5 décembre 1923)

5 décembre 1923. Un moment exceptionnellement important et critique dans le développement du parti nous impose à tous l'obligation d'appliquer toutes nos forces pour que le changement profond, nécessaire et urgent de l'orientation du parti, s'opère avec le minimum de secousses d'organisation et encore plus sans convulsions fractionnelles, dans le cadre des statuts du parti et en conservant non seulement l'unité du parti, mais son unanimité. Ce résultat ne peut être atteint qu'à la condition que le Comité central, avec une unanimité maximale dans ses propres rangs, prenne la tête du mouvement qui a lieu en ce moment dans le parti et qui va vers un changement d'orientation en direction de la démocratie ouvrière.

C'est sur ces considérations essentielles que nous nous basons, nous, les trois membres de la sous-commission à laquelle a été confié le soin de formuler définitivement le document proclamant au nom du comité central la nécessité de nouveaux pas sérieux dans le domaine économique et le changement de l'orientation de la politique au sein du parti. Dans le cadre de ces considérations générales, au sein de la sous-commission des trois, diverses tendances ont été observées, lesquelles se sont exprimées dans le fait que le camarade Trotsky

1. La note ci-dessus, dactylographiée, se trouve dans les archives du PCUS sous la forme d'un texte dactylographié comportant des corrections manuscrites de Trotsky. Elle a probablement été rédigée - en tout cas signée et approuvée par lui en tant que membre de la "sous-commission des trois" qui avait rédigé la résolution sur le "cours nouveau" : Trotsky, Kamenev et Staline.

considérerait pour sa part comme nécessaire une formulation beaucoup plus décisive et catégorique des nouveaux pas indiqués dans le but de dissiper dans le parti les doutes quels qu'ils soient concernant l'aspiration du CC à réaliser effectivement le début qui a été annoncé. Avec une insistance particulière, le camarade Trotsky a exprimé la crainte que soient désormais rangées sous le titre de groupes fractionnels des déclarations collectives de travailleurs parfaitement disciplinés, adressées au comité central du parti, comme cela a été fait au plénum du CC et de la CCC en octobre pour la déclaration des 46¹ laquelle, selon le camarade Trotsky, était à la base parfaitement juste et représentait la voix saine des travailleurs responsables qui avaient prévenu le CC de la nécessité de revoir à temps l'orientation, ce qui n'avait pas été fait.

Le camarade Trotsky a exprimé en outre la crainte que les conservatismes de l'appareil du parti, l'habitude des méthodes bureaucratiques de direction du parti, ne deviennent des obstacles très sérieux sur la voie de la réalisation du cours nouveau et puissent de ce fait provoquer des secousses d'organisation et des groupements fractionnels. C'est précisément pour exercer une pression opportune sur le personnel de l'appareil du parti que le camarade Trotsky insistait sur des formulations plus décisives, plus catégoriques et plus précises des différentes parties du document actuel.

Par ailleurs, les camarades Kamenev et Staline, quand nous nous sommes séparés, ont exprimé leur ferme certitude que les craintes du camarade Trotsky étaient sans fondement, car le bureau politique et à sa suite le Comité central jugent indispensable de réaliser d'une main ferme, en s'appuyant sur le parti dans son ensemble, les mesures proposées, et de sauvegarder effectivement dans la vie du parti les principes d'une démocratie du parti de bas en haut.

Guidés par la détermination de faire sortir le parti des difficultés actuelles pour le mener vers l'unanimité totale et la combativité, les trois membres de la sous-commission ont décidé de voter pour le document dans sa forme actuelle afin de faciliter le plus possible au parti la résolution du problème extrêmement important qui lui est maintenant posé.

Ce même jour, 5 décembre, la commission a présenté à l'examen de la réunion commune du bureau politique du CC et du présidium de la CCC la résolution sur « la construction du parti ».

1. Il s'agit de la "déclaration des 46", tous proches de Trotsky, remise au comité central le 16 octobre 1923, et qui portait sur la situation du parti. Elle avait été condamnée comme une initiative fractionnelle par le comité central le 25 octobre.

Lettre au rayon de Krasnaia Presnia¹

(8 décembre 1923)

Chers camarades,

J'espérais fermement être rétabli assez tôt pour participer à la discussion de la situation intérieure et des nouvelles tâches du parti. Mais la durée de ma maladie a dépassé les prévisions des médecins et je me vois obligé de vous exposer mes vues par écrit².

La résolution du bureau politique sur l'organisation du parti a une importance exceptionnelle. Elle indique que le parti est arrivé à un tournant important de sa voie historique. Dans les tournants, on l'a signalé à juste titre dans nombre d'assemblées, il faut de la prudence, mais aussi de la fermeté et de la décision. L'expectative, l'indécision seraient en l'occurrence les pires formes de l'imprudence.

Portés à surestimer le rôle de l'appareil dirigeant et à sous-estimer l'initiative du parti, quelques camarades d'esprit conservateur critiquent la résolution du bureau politique. Le comité central, disent-ils, assume des obligations impossibles : la résolution ne fera qu'engendrer des illusions et elle n'aura que des résultats négatifs. Cette manière de voir révèle une méfiance bureaucratique profonde à l'égard du parti. Jusqu'à présent on a reporté à tort le centre de gravité sur l'appareil ; la résolution du comité central proclame qu'il

1. Le rayon de Krasnaia Presnia, un des principaux quartiers industriels de la capitale à cette époque était l'un des bastions de l'Opposition de gauche et Trotsky appartenait à l'une de ses cellules.

2. La réunion prévue eut lieu le 9 novembre. Préobrajensky, Saprionov, Raïaïl, y parlèrent pour l'Opposition.

doit résider désormais dans l'activité, l'initiative, l'esprit critique de tous les membres du parti, avant-garde organisée du prolétariat. Elle ne signifie pas que l'appareil du parti est chargé de décréter, de créer ou d'établir le régime de la démocratie. Ce régime, c'est le parti lui-même qui le réalisera. Bref, *le parti doit se subordonner son propre appareil* sans cesser d'être une organisation centralisée.

Dans les débats et les articles de ces derniers temps, on a souligné que la démocratie « pure », « entière », « idéale », est irréalisable et qu'elle n'est pas pour nous une fin en soi. C'est incontestable. Mais on peut avec autant de raison affirmer que le centralisme pur, absolu, est irréalisable et incompatible avec la nature d'un parti de masse et que, pas plus que l'appareil du parti, il ne saurait constituer une fin en soi.

La démocratie et le centralisme sont deux faces de l'organisation du parti. Il s'agit de les combiner de la façon la plus juste, c'est-à-dire qui corresponde le mieux à la situation. Pendant la dernière période, l'équilibre était rompu au profit de l'appareil. L'initiative du parti était réduite au minimum. D'où des habitudes et des méthodes de direction en contradiction fondamentale avec l'esprit de l'organisation révolutionnaire du prolétariat. La centralisation excessive de l'appareil aux dépens de l'initiative engendrait un *malaise* qui, dans toutes les couches marginales du parti, revêtait une forme tout à fait morbide, se traduisant, entre autres, par l'apparition de groupements illégaux dirigés par des éléments indiscutablement hostiles au communisme.

En même temps, l'ensemble du parti désapprouvait de plus en plus les méthodes officielles de la direction. L'idée, ou tout au moins le sentiment que le bureaucratisme menaçait d'engager le parti dans une impasse s'était presque généralisée. Des voix s'élevaient pour signaler le danger. La résolution sur le cours nouveau est la première expression officielle du revirement qui s'est produit dans le parti. Il ne sera réalisé que dans la mesure où le parti, c'est-à-dire ses quatre cent mille membres, voudra et saura le réaliser.

Dans toute une série d'articles, on s'attache à démontrer que, pour vivifier le parti, il faut commencer par élever le niveau de ses membres, après quoi tout le reste, c'est-à-dire la démocratie ouvrière, viendra par-dessus le marché. Il est incontestable qu'il nous faut élever le niveau idéologique de notre parti pour le mettre à même de réaliser les tâches gigantesques qui lui incombent, mais cette méthode pédagogique est insuffisante et par conséquent erronée. Persister dans cette voie, c'est inéluctablement provoquer une aggravation de la crise.

Le parti ne peut élever son niveau qu'en accomplissant ses tâches essentielles, tout en dirigeant collectivement, grâce aux lumières et à l'initiative de tous ses membres, la classe ouvrière et l'Etat prolétarien. Il faut aborder cette question non d'un point de vue pédagogique mais du point de vue *politique*. On

ne saurait subordonner l'application de la démocratie ouvrière au degré de « préparation des membres du parti à cette démocratie ». Notre parti est un parti : nous avons le droit d'avoir des exigences rigoureuses pour ceux qui veulent y entrer et y rester mais, une fois qu'on en est membre, on participe du coup à toute son action.

Le bureaucratisme tue l'initiative et entrave ainsi l'élévation du niveau général du parti. C'est là son défaut capital. Comme l'appareil est formé inévitablement des camarades les plus expérimentés et les plus méritants, c'est sur la formation politique des jeunes générations communistes que le bureaucratisme a sa répercussion la plus fâcheuse. Aussi est-ce la jeunesse, baromètre sûr du parti, qui réagit le plus vigoureusement contre le bureaucratisme de notre organisation.

Il ne faudrait cependant pas croire que notre façon de résoudre les questions — qui sont tranchées presque uniquement par les fonctionnaires du parti — n'ait aucune influence sur l'ancienne génération qui incarne l'expérience politique et les traditions révolutionnaires du parti. Là aussi le danger est très grand. L'immense autorité du groupe des vétérans du parti est universellement reconnue. Mais ce serait une grossière erreur que de la considérer comme *un absolu*. *Ce n'est que par une collaboration active constante avec la nouvelle génération dans le cadre de la démocratie que la vieille garde préservera son caractère de facteur révolutionnaire*. Sinon elle peut se scléroser et devenir peu à peu l'expression la plus achevée du bureaucratisme.

L'histoire nous offre plus d'un cas d'une dégénérescence de ce genre. Prenons le plus récent et le plus frappant, celui des chefs des partis de la IIe Internationale, Wilhelm Liebknecht, Bebel, Singer, Victor Adler, Kautsky, Bernstein, Lafargue, Guesde¹, étaient les disciples directs de Marx et d'Engels. Pourtant, dans l'atmosphère du parlementarisme et sous l'influence du développement automatique de l'appareil du parti et de l'appareil syndical, ces dirigeants ont tourné, en totalité ou en partie, à l'opportunisme. A la veille de la guerre, le formidable appareil de la social-démocratie, couvert par l'autorité de l'ancienne génération, était devenu le frein le plus puissant des progrès révolutionnaires. Nous, les « vieux », nous devons bien nous dire que notre génération, qui naturellement joue le rôle dirigeant dans le parti, ne serait nullement prémunie contre l'affaiblissement de l'esprit révolutionnaire et prolétarien si le parti devait tolérer le développement de méthodes bureaucratiques qui transforment la jeunesse en objet d'éducation et détachent inévitablement l'appareil de la masse, les anciens des jeunes. Contre cet indéniable danger, il n'y

1. W. Liebknecht, Singer, Bebel, Bernstein, étaient allemands, Kautsky et Victor Adler autrichiens, Guesde et Lafargue français.

pas pour le parti d'autre issue que de s'orienter vers la démocratie et de voir affluer toujours plus d'éléments ouvriers.

Je ne m'attarderai pas ici sur les définitions juridiques de la démocratie, ni sur les limites qui lui sont imposées par les statuts du parti. Bien qu'importantes, ces questions sont secondaires. Nous les examinerons à la lumière de notre expérience et nous y apporterons les modifications nécessaires. Mais ce qu'il faut avant tout modifier, c'est l'état d'esprit qui règne dans ses organisations. Il faut que le parti en revienne à l'initiative, au droit de critique libre et fraternelle, il faut qu'il ait la faculté de s'organiser lui-même, il faut régénérer et renouveler l'appareil du parti et lui faire sentir qu'il n'est que l'exécutant de la volonté collective.

Ces derniers temps, la presse du parti a donné de nombreux exemples caractéristiques de la dégénérescence bureaucratique des mœurs et rapports dans le parti. Un critique osait-il élever la voix qu'on prenait aussitôt le numéro de sa carte de communiste. Avant la publication de la résolution du comité central sur le « cours nouveau », le simple fait de signaler la nécessité d'une modification du régime intérieur du parti était considéré par les fonctionnaires préposés à l'appareil comme une hérésie, une manifestation de l'esprit de scission, une atteinte à la discipline. Et maintenant les bureaucrates sont en principe prêts à « prendre acte » du « cours nouveau », c'est-à-dire *pratiquement à l'enterrer*.

Le renouvellement de l'appareil du parti doit avoir pour but de remplacer les bureaucrates momifiés par des éléments vigoureux, étroitement liés à la vie de la collectivité. Et avant tout, il faut écarter des postes dirigeants ceux qui, au premier mot de protestation ou d'objection, brandissent contre les critiques les foudres des sanctions. Le « *cours nouveau* » doit avoir pour premier résultat de faire sentir à tous que personne n'osera plus désormais terroriser le parti.

Notre jeunesse ne doit pas se borner à répéter nos formules. Elle doit les conquérir, les assimiler, former sa propre opinion, sa physionomie à elle et être capable de lutter pour ses objectifs avec le courage que donnent une conviction profonde et une entière indépendance de caractère. Hors du parti l'obéissance passive qui fait mécaniquement emboîter le pas aux chefs ! Hors du parti, l'impersonnalité, la servilité, le carriérisme !

Le bolchevik n'est pas seulement un homme discipliné ; c'est un homme qui, dans chaque cas et sur chaque question, se forge une opinion ferme et la défend courageusement, non seulement contre ses ennemis mais au sein de son propre parti. Peut-être sera-t-il aujourd'hui en minorité dans son organisation : il se soumettra parce que c'est son parti.

Mais cela ne signifie pas qu'il se trompe toujours. Peut-être a-t-il compris avant les autres la tâche nouvelle, le tournant nécessaire. Il soulèvera la question

deux, trois, dix fois s'il le faut. Il rendra ainsi service à son parti en le familiarisant avec la tâche nouvelle ou en l'aidant à opérer le tournant nécessaire, sans bouleversements organiques ni convulsions internes.

Notre parti ne pourrait pas remplir sa mission historique s'il se morcelait en fractions. Il ne se désagrègera pas de cette façon car, collectivité autonome, son organisme s'y oppose. Mais il ne combattra avec succès les dangers de fractionnement qu'en développant et en consolidant en son sein l'application de la démocratie ouvrière.

Le bureaucratisme de l'appareil est précisément l'une des sources principales du fractionnement. Il réprime impitoyablement la critique et refoule le mécontentement à l'intérieur de l'organisation. Pour lui, toute critique, tout avertissement est presque fatalement une manifestation de l'esprit de scission. Le centralisme mécanique a pour complément inévitable le fractionnement, caricature de la démocratie et formidable danger politique. Conscient de cette situation, le parti va accomplir l'évolution nécessaire avec la fermeté et la décision qu'exigent les tâches qui sont les siennes. Il affirmera ainsi son unité révolutionnaire qui lui permettra de mener à bien l'immense travail qui lui incombe sur le plan national et international.

Je suis loin d'avoir épuisé la question. J'ai renoncé délibérément à en étudier ici quelques aspects essentiels, me proposant de vous les exposer oralement dès que je serai rétabli — ce qui, je l'espère, ne va pas tarder.

Salut fraternel

8 décembre 1923

L.T.

PS. La publication de cette lettre dans la *Pravda* étant retardée de deux jours, j'en profite pour ajouter quelques remarques complémentaires.

J'ai appris que, lors de la communication de ma lettre aux assemblées de quartier, certains camarades avaient exprimé la crainte qu'on n'exploitât mes considérations sur les rapports entre la « vieille garde » et la jeune génération pour « opposer » (!) les jeunes aux vieux. A coup sûr, cette appréhension n'a pu venir qu'à ceux qui, il y a deux ou trois mois encore, repoussaient avec horreur l'idée même de la nécessité d'un changement d'orientation.

En tout cas, le fait de mettre au premier plan des appréhensions de ce genre, *présentement et dans la situation donnée*, dénote une méconnaissance des dangers réels et de leur importance relative. L'état d'esprit actuel de la jeunesse, hautement symptomatique, est précisément engendré par les méthodes employées

pour maintenir l'ordre et dont la résolution adoptée à l'unanimité par le politburo est la condamnation formelle. En d'autres termes, le « calme », tel qu'on le comprenait, menaçait de détacher de plus en plus la fraction dirigeante des communistes plus jeunes, c'est-à-dire de l'immense majorité du parti. Une certaine tendance de l'appareil à penser et décider pour l'organisation tout entière conduit à *n'asseoir l'autorité des milieux dirigeants que sur la tradition.*

Le respect de la tradition est incontestablement un élément nécessaire de la formation communiste et de la cohésion du parti, mais il ne peut constituer un facteur vital que s'il se nourrit et se fortifie constamment par un contrôle actif de cette tradition, c'est-à-dire l'élaboration collective de la politique du parti pour le moment présent. Sinon il risque de dégénérer en sentiment purement officiel, à n'être plus qu'une forme sans contenu. Un tel lien entre générations est évidemment insuffisant et très fragile. Il peut apparaître solide jusqu'au moment où l'on s'aperçoit qu'il est prêt de casser. C'est précisément là que réside la politique du « calme » dans le parti.

Et si les vétérans qui ne sont pas encore bureaucratisés, qui ont conservé un état d'esprit révolutionnaire (c'est-à-dire, nous en sommes persuadés, l'immense majorité), se rendent bien compte du danger signalé plus haut et aident de toutes leurs forces le parti à faire appliquer la résolution du politburo du comité central, toute raison d'opposer les générations les unes aux autres va disparaître. Il sera alors relativement facile d'endiguer la fougue et les « excès » éventuels de la jeunesse.

Mais il faut avant tout faire en sorte que la tradition du parti ne soit pas concentrée dans l'appareil directeur, mais qu'elle vive et se renouvelle constamment dans l'expérience quotidienne de l'organisation. On parera ainsi à un autre danger : celui de la division de la vieille génération en « fonctionnaires » chargés du maintien du « calme » et en non-fonctionnaires. L'appareil, c'est-à-dire son ossature organique, n'étant plus replié, enfermé sur lui-même, loin de s'affaiblir, se fortifiera. Or il n'y a pas de doute que nous avons besoin d'un appareil centralisé puissant dans notre parti.

On pourrait peut-être objecter que l'exemple de la dégénérescence de la social-démocratie à l'époque réformiste, cité dans ma lettre, n'a pas grande valeur pour l'époque révolutionnaire actuelle. Evidemment, exemple n'est pas identité. Le caractère révolutionnaire de notre époque n'est cependant pas une garantie en soi.

Nous vivons sous le régime de la Nep dont le danger est encore aggravé par le ralentissement de la révolution mondiale. Notre action pratique quotidienne de gestion de l'Etat, de plus en plus spécialisée et limitée, recèle, comme l'indique

la résolution du comité central, un danger de rétrécissement de notre horizon, c'est-à-dire de dégénérescence opportuniste.

Il est évident que ce danger s'accroît à mesure que le commandement des « secrétaires » tend à se substituer à la véritable direction du parti. Nous serions de bien piètres révolutionnaires si nous nous reposions sur le « *caractère révolutionnaire* » de notre époque du soin de surmonter nos difficultés et surtout nos difficultés intérieures. Cette époque, il faut l'aider par la réalisation rationnelle de la nouvelle orientation adoptée à l'unanimité par le politburo.

Encore une remarque pour terminer. Il y a deux ou trois mois, alors que les questions qui sont l'objet de la discussion actuelle n'étaient pas encore à l'ordre du jour du parti, quelques militants de province haussaient les épaules avec indulgence et se disaient qu'à Moscou on cherchait la petite bête, qu'en province, tout allait bien. Cet état d'esprit se reflète encore maintenant dans certaines lettres de province. Opposer la province tranquille et raisonnable à la capitale troublée et contaminée, c'est faire preuve de cet esprit bureaucratique dont nous avons parlé plus haut. En réalité, l'organisation moscovite est la plus grande, la plus forte, la plus vitale des organisations de notre parti. Même aux moments de « calme » plat, l'activité y a été plus intense que partout ailleurs.

Si Moscou se distingue maintenant des autres endroits de Russie, c'est uniquement parce qu'elle a eu l'initiative de la révision de l'orientation de notre parti. C'est là un mérite, pas un défaut. Le parti tout entier lui emboîtera le pas et procédera à la révision nécessaire de certaines valeurs. Moins l'appareil des provinces s'opposera à ce mouvement et plus les organisations locales pourront franchir facilement ce stade inévitable d'auto-critique fructueuse dont les résultats se traduiront par une cohésion accrue et un niveau idéologique supérieur du parti.

Lettre au Comité central du PCR (b)¹

(9 décembre 1923)

J'ai indiqué à la commission du bureau politique qui a élaboré la résolution sur la construction du parti que je ne pourrai la voter qu'avec de sérieuses réserves que je soumettrai au CC sans les publier, afin de ne pas créer de difficultés supplémentaires par mon intervention déjà tardive.

J'ai fait une déclaration analogue à la session commune du bureau politique et du présidium de la commission centrale de contrôle où le texte de la résolution que nous avons élaborée a été entériné. Le document actuel comporte également ma déclaration écrite sur le vote qui a eu lieu.

1. La contradiction essentielle de la résolution que nous avons adoptée réside dans ce qu'elle est présentée comme procédant des décisions du plénum d'Octobre. En réalité, *le plénum d'Octobre a été l'expression la plus achevée de l'orientation bureaucratique de l'appareil*² qui a subi aujourd'hui un changement radical. Le plénum d'Octobre avait condamné ce qu'aujourd'hui, deux mois plus tard, le politburo a jugé indispensable d'adopter.

2. L'appareil du parti, du fait de sa force d'inertie, continue toujours à suivre une ligne dont les décisions du plénum d'Octobre sont l'expression la plus éclatante. Une coterie fournie et influente dans l'appareil (groupement par essence fractionniste), non seulement refuse ce revirement en faveur d'une nouvelle orientation, mais encore considèrera sans aucun doute la résolution du C.C.

1. Sur l'original, Staline a écrit de sa main : "A expédier d'urgence". Le document a été envoyé aux membres du CC .

2. Souligné par Staline sur le document original.

comme une manœuvre qui ne change nullement sur le fond l'orientation du parti. C'est précisément pour cela que j'insistais en faveur d'une condamnation infiniment plus claire, tranchante et précise, des éléments bureaucratiques et formalistes de l'appareil du parti.

3. C'est une inquiétude particulière que m'inspire la position purement formelle ¹ des membres du politburo sur la question des groupements et des formations fractionnelles. Bien entendu, sur la question du caractère extrêmement dangereux et extrêmement nocif de la formation de fractions dans le parti, nous n'avons pas de divergence. Mais il y a divergence quant aux méthodes et moyens par lesquels protéger le parti du morcellement fractionnel. Les fractions et les groupements qui ont été découverts ces derniers temps dans le parti se sont développés non pas à cause d'abus dans le régime de la démocratie ouvrière, mais, au contraire, sous l'influence d'un régime purement bureaucratique. Pour éliminer la tendance au fractionnisme, il faut frapper le bureaucratisme. En attendant, le parti est entièrement sous l'impression de la condamnation pour « *fractionnisme* » de membres du parti irréprochables qui avaient mis le comité central en garde contre l'orientation fautive du parti. Si on avait transféré de telles méthodes dans le « *cours nouveau* », on l'aurait du coup éradiqué.

4. De même, le comportement de certains membres du politburo à l'égard de la crise économique dont nous souffrons, sa signification, ses causes, ses perspectives, inspirent des craintes. Dans des interventions importantes, nous entendons des déclarations selon lesquelles cette crise se serait avérée n'être qu'« *une tempête dans un verre d'eau* » et le mouvement de septembre un simple épisode. Si le parti avait été imprégné d'un tel point de vue, il n'aurait pu trouver en lui la tension suffisante pour venir à bout des problèmes et des difficultés économiques.

Ainsi la résolution adoptée me semble, du fait du caractère tardif de sa parution, par trop inachevée et insuffisante. En même temps, elle se présente comme un pas principiellement important, indiscutablement sérieux, d'une orientation bureaucratique dominante à un régime de parti plus sain.

Dans de telles conditions, je n'avais lors du vote que le choix entre l'abstention et le vote pour, avec l'argumentation que je viens de donner. Etant donné que, dans la sous-commission, les camarades Kamenev et Staline ont parlé avec insistance de la décision ferme du politburo de garantir la réalisation effective du cours nouveau, j'ai décidé de voter pour la résolution, avec

1. Souligné par Staline sur le document original.

l'intention de faciliter de tout mon possible, pour le comité central, un tournant sérieux et profond — sans secousses d'organisation ni convulsions politiques ¹. Je considère cependant de mon devoir de signifier avec force que toute tentative pour utiliser une résolution, adoptée à l'unanimité dans le but de sauvegarder l'unanimité du parti, par des mesures mécaniques de l'appareil ² nous conduit à des résultats totalement opposés à ceux auxquels nous aspirons.

C'est précisément parce qu'à la base des difficultés dont souffre le parti, il y a des difficultés d'ordre économique sérieuses et de longue durée, qu'une politique claire et précise du comité central est indispensable dans une direction dont la première étape est fixée par la résolution adoptée à l'unanimité par le bureau politique.

1. Souligné par Staline sur le document original.
2. Souligné par Trotsky.

Lettre au politburo du comité central et au présidium de la commission centrale de contrôle

(13 décembre 1923)

Chers Camarades,

L'éditorial d'aujourd'hui dans la *Pravda*¹, de même que les interventions de certains membres du bureau politique du CC et du présidium de la CCC, en particulier l'intervention de Staline au CC des Komsomol² ont un caractère tel qu'on dirait que ces camarades spéculent sur une éventuelle rupture de notre unanimité lors du vote de la résolution sur la construction du parti, ou même aspirent à cette rupture.

Comme prétexte aux interventions de ce genre, on montre parfois ma lettre reproduite par la *Pravda*³. D'un point de vue formel, le problème est que, si le bureau politique ou le CC considéraient que cette lettre était en contradiction avec la résolution adoptée à l'unanimité, ils étaient obligés d'exiger de moi des explications et de retarder l'impression de la lettre. Aussi, quand j'ai pris

1. La *Pravda* venait de publier un éditorial de Boukharine intitulé "Notre parti et l'opportunisme".

2. Staline était effectivement intervenu le 11 décembre à la réunion de cet organisme avec une "information" sur la discussion au sein du parti.

3. Il s'agit de la Lettre à l'assemblée du rayon de Krasnaia Presnia datée du 8 décembre 1923, publiée dans la *Pravda* du 11 et ci-dessus.

connaissance de l'intervention du camarade Staline dans le district de Karsnaïa Presnia, me suis-je adressé au bureau politique pour lui demander des éclaircissements. Je pense que c'était là la seule voie juste. Je ne vais pas m'engager dans une appréciation de l'interprétation que la *Pravda* s'efforce, dans son éditorial d'aujourd'hui, de donner de ma lettre car cet article est clairement dicté non pas par le désir de montrer des inexactitudes réelles ou imaginaires ou des perspectives de rupture dans ma lettre, mais par celui de présenter mon article comme un prétexte pour briser la décision prise à l'unanimité et sur le terrain de laquelle je me tiens.

Je prie le bureau politique de répondre :

A-t-il examiné la question posée par mon article et a-t-il donné les directives correspondantes à la *Pravda* ? Si oui, alors quand ?

Pourquoi sans ma participation ? Je ne peux en aucun cas supposer que la *Pravda* ou des membres isolés du bureau politique aient pu agir dans cette question extrêmement importante sous leur seule responsabilité.

Les mêmes questions sont adressées aussi au présidium de la CCC. Je les pose, bien sûr, non seulement pour des raisons formelles, qui ont leur poids, mais aussi parce que je juge indispensable, comme je le jugeais au moment où la commission travaillait, de faire pour ma part tout ce qui peut contribuer à faire sortir le parti des difficultés actuelles sans secousses d'organisation ni convulsions fractionnelles.

Avec mes salutations communistes.

Document annexe

Lettre des 46 au Politburo du comité central du PCR(b)

(15 octobre 1923)

SECRET

Le caractère extrêmement sérieux de la situation nous oblige — dans l'intérêt du parti et celui de la classe ouvrière — à dire ouvertement qu'une poursuite de la politique de la majorité du politburo menace le parti tout entier de désastres graves. La crise économique et financière qui a commencé à la fin de juillet de cette année, avec toutes les conséquences politiques, y compris internes au parti, qui en résultent, a révélé inexorablement l'insuffisance de la direction du parti, tant dans le domaine économique que surtout dans celui des rapports internes au parti.

Le caractère de hasard, irréfléchi et désordonné des décisions du comité central qui n'a pas réussi à joindre les deux bouts dans le domaine économique nous a conduits dans une situation où, indépendamment des grands succès dans le domaine de l'industrie, de l'agriculture, des finances et des transports — succès remportés spontanément par l'économie du pays, non pas grâce à la direction mais malgré son insuffisance ou plutôt malgré l'absence de toute direction — nous sommes confrontés non seulement à la fin de ces succès mais aussi à une grave crise économique.

Nous sommes devant l'approche de l'effondrement de notre monnaie, le *tchervonets*, qui a été spontanément transformé en monnaie de base avant la liquidation du déficit budgétaire ; une crise de crédit dans laquelle le Gosbank ne peut plus sans risque d'un sérieux effondrement financer l'industrie ou le commerce des produits industriels, à cause des prix trop élevés, ce qui s'explique d'une part par l'absence de direction d'un organisme de planification dans

l'industrie et par l'absence d'une politique du crédit, l'impossibilité de réaliser le programme d'exportation de grains par l'incapacité à en acheter ; le niveau très bas des prix agricoles, qui lèse gravement la paysannerie et menace d'une réduction massive de la production agricole ; des inégalités dans le paiement des salaires qui provoquent un mécontentement normal chez les ouvriers, avec le chaos budgétaire qui entraîne indirectement le chaos dans l'appareil d'Etat. Les méthodes « révolutionnaires » de préparation du budget et les réductions nouvelles évidentes dans sa conception ne sont plus des mesures transitoires et deviennent un phénomène régulier qui perturbe constamment l'appareil d'Etat et, du fait de l'absence de plan dans les réductions effectuées, le perturbe de façon hasardeuse et non maîtrisée. Ce sont là quelques éléments de la crise économique, de crédit et financière qui vient de commencer.

Si on ne prend pas immédiatement d'importantes mesures, bien réfléchies, planifiées et énergiques, si la carence actuelle de la direction continue, on va se trouver devant la possibilité d'un effondrement économique très grave qui entraînera inéluctablement des complications politiques internes et une paralysie complète de notre efficacité à l'extérieur et particulièrement de notre capacité d'action. Or c'est là, aujourd'hui, comme tout le monde peut le comprendre, plus nécessaire encore pour nous que jamais. C'est de ça que dépend le sort de la révolution mondiale et de la classe ouvrière de tous les pays.

De même, dans le domaine des relations à l'intérieur du parti, nous voyons la même direction fautive paralyser et briser le parti ; c'est particulièrement clair dans la période de crise que nous traversons.

Nous n'expliquons pas cela par l'incapacité politique des actuels dirigeants du parti ; au contraire, bien que nous ayons beaucoup de divergences avec eux dans l'évaluation de la situation et le choix des moyens pour la changer, nous supposons que les dirigeants actuels ne pourraient dans aucune condition ne pas être nommés par le parti aux postes importants de la dictature ouvrière.

Nous l'expliquons par le fait que, derrière la forme extérieure de l'unité officielle, il y a la pratique d'un recrutement unilatéral d'individus et une direction des affaires unilatérale et adaptée aux idées et aux sympathies d'un cercle étroit. Le résultat du fait que la direction du parti est déformée par des considérations aussi mesquines, le parti n'est plus dans une large mesure une collectivité indépendante vivante, saisissant directement la réalité vivante parce qu'elle lui est liée par des milliers de fils. Au lieu de cela, nous observons une division sans cesse grandissante mais toujours cachée du parti entre une hiérarchie de secrétaires et « les gens tranquilles », entre les fonctionnaires professionnels recrutés d'en-haut et la masse d'un parti qui n'a pas de part à la vie commune.

C'est là un fait que connaît tout membre du parti. Les membres du parti qui ne sont pas contents de telle ou telle décision du comité central ou même d'un comité provincial, qui ont tel ou tel doute en tête, qui ont noté et gardé pour eux telle ou telle erreur, irrégularité ou désordre, ont peur d'en parler aux réunions du parti et même dans des conversations, à moins que le partenaire dans la conversation ne soit digne de confiance du point de vue de la « discrétion » ; la discussion libre dans le parti a pratiquement disparu, l'opinion publique du parti est étouffée. De nos jours, ce n'est pas le parti, ce ne sont pas les larges masses qui promeuvent et choisissent les membres des comités provinciaux et du comité central. Au contraire, la hiérarchie de secrétaires du parti sélectionne dans une très large mesure les délégués aux conférences et congrès, lesquels deviennent de plus en plus les assemblées d'exécution de cette hiérarchie.

Le régime établi dans le parti est parfaitement intolérable ; il détruit l'indépendance du parti, le remplaçant par un appareil bureaucratique sélectionné qui agit sans objection dans des temps normaux mais qui va inévitablement faire faillite dans les moments de crise et qui menace de devenir tout à fait inefficace devant les sérieux événements qui nous menacent maintenant.

La situation ainsi créée s'explique par le fait que le régime de dictature d'une fraction dans le parti, qui a été en fait créé après le Xe congrès, est complètement périmé. Nombre d'entre nous ont accepté consciemment de se soumettre à un tel régime. Le tournant politique de 1921 et après la maladie de Lénine exigeaient de l'avis de certains d'entre nous une dictature dans le parti comme mesure temporaire. D'autres camarades ont eu depuis le début une attitude sceptique ou négative. Pourtant, vers le XIIe congrès le régime en question se survivait. Il avait commencé à révéler ses aspects négatifs. Les liens avec le parti commençaient à s'affaiblir. Le parti commençait à dépérir. Des mouvements extrémistes et de toute évidence malsains d'opposition à l'intérieur du parti commençaient à prendre un caractère anti-parti, dans la mesure où il n'y avait pas de discussion des questions qui les enflammaient. Une telle discussion n'aurait pas manqué de révéler leur caractère malsain tant à la masse du parti qu'à la majorité de leurs membres. Le résultat a été l'apparition de mouvements illégaux qui ont attiré des membres du parti hors des limites de ce dernier, et un divorce entre le parti et les masses travailleuses.

Si l'on ne changeait pas dans un avenir proche la situation ainsi créée, la crise économique en Russie soviétique et la crise de la dictature fractionnelle dans le parti porterait de rudes coups à la dictature ouvrière en Russie et au RKP. Avec un tel poids sur les épaules, la dictature du prolétariat en Russie et sa direction le RKP ne peuvent entrer dans la phase des troubles qui approchent à l'échelle mondiale, sauf avec la perspective de défaites sur tout le front de la lutte prolétarienne. Bien entendu il pourrait paraître très simple au premier coup d'œil

de régler la question en décidant qu'en ce moment, étant donné toutes ces circonstances, il n'y a pas et il ne peut absolument pas y avoir de place pour soulever la question d'un changement du cours du parti, pour mettre à l'ordre du jour des tâches nouvelles et complexes, etc. Mais il est tout à fait clair qu'une telle attitude équivaldrait à se fermer les yeux sur la situation réelle, dans la mesure où tout le danger réside en ce qu'il n'y a pas d'unité dans la pensée ou l'action face à une situation extérieure et intérieure extrêmement complexe.

La lutte qui se déroule actuellement dans le parti est d'autant plus âpre qu'elle se déroule dans le silence et le secret. Si nous posons cette question au comité central, c'est précisément pour trouver la solution la plus rapide et la moins douloureuse et sortir des contradictions qui déchirent le parti, le rétablir sans délai sur des bases saines. L'unité réelle dans les idées et les actions est indispensable. Les difficultés qui approchent exigent une action unie fraternelle, pleinement consciente, extrêmement vigoureuse, extrêmement concentrée, de tous les membres de notre parti. Il faut abolir le régime fractionnel et cela doit être fait d'abord par ceux qui l'ont créé. Il doit être remplacé par un régime d'unité entre camarades et de démocratie interne du parti.

Afin de réaliser les objectifs que nous venons de fixer ci-dessus et de prendre les mesures indispensables pour une solution de la crise économique, politique et sociale, nous proposons au comité central comme premier pas urgent de réunir une conférence des membres du comité central et des membres et militants les plus éminents qui ont des idées différentes sur la situation de celles de la majorité du comité central.

Signatures de la déclaration du politburo du comité central du RKP sur la situation intérieure du parti, du 15 octobre 1923 :

E. Préobrajensky, S.V. Breslav, L. Sérébriakov ¹.

Etant en désaccord avec quelques-uns des points de cette lettre expliquant les causes de la situation qui a été créée, mais considérant que le parti est confronté à des questions qui ne peuvent pas être résolues par les méthodes employées jusqu'à maintenant, je m'associe pleinement à la conclusion de cette lettre.

A. Beloborodov ² 11. X.23

1. **E.A. Préobrajensky** (1886-1937) était membre du parti depuis 1903, **V.A. Breslav** (1882-1943) depuis 1903, **L.P. Sérébriakov** depuis 1905.

2. **A.G. Beloborodov** (1891-1938) était membre du parti depuis 1907.

Je suis entièrement d'accord avec les propositions, quoique je ne sois pas toujours d'accord avec les motivations.

A. Rosengolts, M. Alsky ¹.

Je partage pour l'essentiel les idées de cet appel. Le besoin d'aborder directement et sincèrement nos maux est devenu si urgent que je soutiens entièrement la proposition de convocation d'une conférence pour poser les bases des moyens pratiques d'échapper à l'accumulation des difficultés.

Antonov-Ovseenko, A. Benediktov, I.N. Smirnov, G. Piatakov, V. Obolensky (Ossinsky), N. Mouralov, T. Sapronov. ²

La situation dans le parti et la situation internationale sont telles qu'elles exigent plus que jamais une pression et une concentration exceptionnelles des forces du parti. Je m'associe à cette déclaration et la considère *exclusivement* comme une tentative pour restaurer l'unité dans le parti et le préparer aux événements qui viennent. Il est naturel qu'actuellement il ne puisse être question d'une lutte dans le parti sous quelque forme que ce soit. Il est essentiel que le comité central puisse évaluer sobrement la situation et prendre les mesures urgentes pour apaiser le mécontentement dans le parti et aussi dans les masses sans-parti.

A. Goltsman, V. Maksimovsky, L. Sosnovsky, Danichevsky, G.P. Mesiatsev, G. Khoretchko. ³ 12 X 23

Je ne suis pas d'accord avec un certain nombre d'opinions dans la première partie de la déclaration. Je suis en désaccord avec certaines caractérisations de la situation interne du parti. En même temps, je suis profondément convaincu que

1. **A.P. Rosengolts** (1889-1938) était membre du parti depuis 1905, **A.O. Alsky** (1892-1937) depuis 1917.

2. **V.A. Antonov-Ovseenko** (1883-1938), militant révolutionnaire depuis 1901, était membre du parti depuis 1917, **I.N. Smirnov** (1887-1937) depuis 1899, **L.G. Piatakov** (1891-1937) depuis 1910, **N. Ossinsky** (1887-1938) depuis 1907, **N.I. Mouralov** (1877-1937) depuis 1901, **T.V. Sapronov** (1887-1938) depuis 1911.

3. **A. S. Goltsman** (1894-1943) était membre du parti depuis 1917, **V. I. Maksimovsky** (1887-1941) depuis 1903, **L.S. Sosnovsky** (1886-1937) depuis 1904, **K.Iou Danichevsky** (1884-1941), depuis 1900, **A. Mesiatsev** (1887-??), depuis 1906, **T.K. Khoretchko** (1893-???) depuis 1914.

la condition du parti exige qu'on prenne des mesures radicales car elle n'est pas saine actuellement. Je partage tout à fait la proposition pratique.

**A. Boubnov, A. Voronsky, V. Smirnov, E. Bosh,
I. Byk, V. Kossior, F. Lokatskov.** ¹ 11 X. 23

Je suis entièrement d'accord avec l'appréciation de la situation économique. Je considère comme très dangereux actuellement un affaiblissement de la dictature politique, mais il est indispensable d'éclairer la situation. Je pense qu'une conférence est tout à fait indispensable.

**Koganovitch, Drobnis, P.Kovalenko,
A.E.Minkine, V. Iakovleva.** ²

Je suis en accord total avec la proposition pratique

B. Eltsine ³

Je signe avec les mêmes réserves que le camarade Boubnov.

L. Lévitine ⁴

Je signe avec les mêmes réserves que Boubnov, quoique je n'approuve ni la forme, ni le ton, dont le caractère me persuade tout de même d'être d'accord avec la partie pratique de cette déclaration.

**I. Palioudov, O. Schmidel, N. Vaganian, I. Stoukov,
A. Lobanov, Rafaïl, S. Vassiltchenko, Mikh. Jakov,
A. Pousakov, N. Nikolaïev.** ⁵

1. **A.S. Boubnov** (1884-1938), était membre du parti depuis 1903, **A.K. Voronsky** (1884-1943) depuis 1904, **V.M. Smirnov** (1887-1937) depuis 1907, **E.B. Bosch** (1871-1925) depuis 1901, **I.I. Byk** (1882- ??) depuis 1918, **V.V. Kossior** (1891-1938) depuis 1907, **F.I. Lokatskov** (1881-1937) depuis 1904.

2. **P.K. Koganovitch** (1887- ??) était membre du parti depuis 1905, **Ia.N. Drobnis** (1890-1937) depuis 1906, **P.A. Kovalenko** (1888- ??) depuis 1911, **A.E. Minkine** (1887-1955) depuis 1903, **V.N. Iakovleva** (1894-1941) depuis 1904.

3. **B.M. Eltsine** (1875-1937) était membre du parti depuis 1897.

4. **M.F. Lévitine** (1891- ??) était membre du parti depuis 1916.

5. **O.K. Schmidel** (1889- ??) était membre du parti depuis 1917, **V.A. Ter-Vaganian** (18893-1936), depuis 1912, **I.N. Stoukov** (1887-1937) depuis 1905, **M.I.(A) Lobanov** (1887-1937) depuis 1904, **Rafaïl (R.B. Farbman)** (1893-1966) depuis 1906, **S.F. Vassiltchenko** (1891-1937), depuis 1901, **M. P. Jakov** (1893-1936) depuis 1911, **A.M. Pousakov** (1884- ??) depuis 1905, **N.I. Nikolaïev (Bezrecheternyi)** (1895- ??), depuis 1914.

Comme j'ai été récemment éloigné du travail des centres du parti, je m'abstiens de tout jugement sur les deux premiers paragraphes dans l'introduction ; je suis d'accord sur le reste.

Averine ¹

Je suis d'accord avec l'exposé dans la première partie de la situation économique et politique du pays. Je considère que la partie qui décrit la situation interne du pays a laissé passer une certaine exagération. Il est absolument indispensable de prendre *immédiatement* des mesures pour préserver l'unité du parti.

M. Bogouslavsky²

Je ne suis pas en accord total avec la première partie qui parle des conditions économiques du pays. C'est en réalité très sérieux et exige une attention très soutenue, mais le parti n'a jusqu'à présent pas produit d'hommes capables de le diriger mieux que ceux qui l'ont dirigé jusqu'à présent. Sur la question de la situation intérieure du parti, il y a un élément substantiel de vérité dans tout ce qui en est dit et je considère qu'il est essentiel de prendre des mesures urgentes.

F. Doudnik³

1. **V.E. Averine** (1885-1945) était membre du parti depuis 1904.

2. **M.S. Bogouslavsky** (1886-1937), membre du parti depuis février 1917.

3. Nous n'avons aucune information sur Doudnik.

Les départs

Raoul (Claude Bernard) (1921-1994)

Raoul est mort le 7 mai 1994. Il était surtout connu sous ce pseudonyme. Certains l'appelaient « Bernard », ce qui était son nom mais que l'on prenait parfois pour son prénom. Lycéen, il adhéra avant-guerre aux J.C. (Jeunesses communistes), sympathisa avec les idées anars puis, pendant la guerre, alors qu'il avait commencé des études de philo, rejoignit les trotskystes du CCI par un ami indochinois. Pendant la guerre, devenu ouvrier à l'usine Farman, il fut responsable du rayon ouvrier de Puteaux-Suresnes du CCI puis PCI. Il fut ensuite, avec son ami Tri, puis aussi Marguerite Bonnet, l'organisateur audacieux et tenace du travail politique parmi les travailleurs indochinois en France et créa une « section vietnamienne » de la IVe Internationale qui fut à une époque la deuxième par son effectif. Membre co-fondateur du PCI en 1944, il fut exclu avec la majorité de la section française lors de la scission « pabliste » de 1952 et milita dans le PCI (également connu pendant une période sous le sigle d'OCI puis OT), où il fut un élément à la fois moteur et très critique. Il travailla pour son organisation dans des secteurs très différents, au comité d'organisation des brigades de travail de jeunes en Yougoslavie en 1950, à l'UGS, qu'il tenta de rallier dans un regroupement des forces en rupture avec les appareils traditionnels au temps de la guerre d'Algérie, parmi les travailleurs du spectacle dont il organisa un « rayon » de son parti avec de grands « noms » et de remarquables militants. Il fut également trésorier du PCI et son permanent à l'organisation et l'était notamment lors de la dissolution de 1968, au cours de laquelle il démontra tout son talent dans la protection des structures. Il quitta le PCI en 1989, après des exclusions qu'il estimait ne pouvoir accepter ni dans la forme ni dans le fond. Il rejoignit presque aussitôt les cercles *Le Marxisme aujourd'hui* avec qui il resta lié jusqu'à sa mort. Plus d'une centaine de militants et de combattants de plusieurs générations qui lui étaient restés fidèlement et personnellement attachés se sont réunis en souvenir de lui, à l'invitation de sa compagne Christiane, le 18 décembre 1994. Raoul était un homme magnifique, qui ne ressemblait à personne, avec sa gueule de héros de légende, son parler inimitable, son éternelle jeunesse d'esprit et d'allure, un entraîneur d'hommes et un torturé, un dur et un tendre, mais surtout un homme d'une loyauté et d'une intégrité absolues. Il mérite de symboliser le mouvement politique qu'il incarna, toujours discrètement pour l'extérieur, mais avec quelle flamme dans le quotidien des combats politiques et des rapports humains. Les *Cahiers Léon Trotsky* préparent un numéro sur lui avec l'aide de Christiane et de ses proches.

(Une mauvaise transmission a privé nos lecteurs du n°53 de cette notice sur Raoul. Prière de bien vouloir nous en excuser)

Raymond Molinier, dit Rey, Ray, Linier, Jean de Morny, Jean de Fromond, Remember (1904-1994).

Raymond était né le 14 janvier 1904 dans le 4e arrondissement de Paris. Il est mort à Gerona en Catalogne le 7 novembre 1994. Il fut l'un des militants trotskystes les plus connus de l'entre-deux-guerres en France, les plus attaqués y compris par sa propre famille politique, enveloppé de légendes tenaces souvent malveillantes, dont il était souvent responsable. En tout cas, on peut dire qu'il n'était pas fils de banquier et qu'il ne fut pas directeur de cirque. Mais cela ne supprime aucun des autres points d'interrogation d'une carrière riche en péripéties.

Il fut ouvrier électricien, chef d'un service de contentieux en France, administrateur d'un cirque en Amérique du Sud, homme d'affaires pas toujours très scrupuleux, pour nourrir son activité principale qui fut pendant presque toute sa vie celle d'un « révolutionnaire professionnel ».

Membre des JC en 1922, il fut admis au PC puis en fut exclu pour trois ans. Il fut très tôt en liaison avec les oppositionnels français, notamment Boris Souvarine. En 1929, il signa avec son frère Henri, son camarade Pierre Frank et sa femme Jeanne Martin des Paillères l'appel pour *La Vérité* avec des représentants des groupes de Rosmer et de Naville et devint l'un des dirigeants de la « section française » de l'Opposition de gauche. Il avait conquis Trotsky par son allant, son entregent, son énergie, sa débrouillardise, et ce dernier le considérait comme un vrai bolchevik. Il s'opposa vivement à Rosmer qui le qualifiait d'« aventurier » et à Pierre Naville. Son Institut français de recouvrement, aux opérations à la limite de l'arnaque et de la légalité, servit à financer différentes activités du mouvement et à organiser les différents séjours de Trotsky après son expulsion d'URSS. Il se fit réformer en 1929 pour le service militaire en invoquant une maladie mentale, ce que Trotsky devait vivement lui reprocher du fait des possibilités que cela ouvrait à des provocations.

Ses rapports privilégiés avec Trotsky prirent fin en 1934 quand ce dernier découvrit la nature exacte de ses « affaires » et le caractère sommaire de ses « méthodes ». En 1935 il s'opposa à lui avec la création du « journal de masses », *La Commune*, puis de nouveau en 1936 avec la fondation du Parti communiste internationaliste (PCI) contre la section officielle, le POI, que Trotsky soutenait. Il ne participa pas à la fondation de la IVe Internationale mais chercha ensuite un rapprochement avec Trotsky que celui-ci lui laissa espérer peu avant sa mort. Réfugié en Belgique en 1939, il fut clandestin en France puis au Portugal, passa quelques mois en Angleterre, séjourna de nouveau en France, puis, du Portugal, gagna le Brésil et l'Argentine où il arriva en 1941. Il y aurait

été (sous toutes réserves) agent de la France Libre. Il devait militer avec les trotskystes argentins, fournissant en armes la guérilla urbaine pendant plusieurs années. Il revint en France en 1977 et rejoignit la Ligue communiste révolutionnaire.

Il avait suscité de profondes amitiés et de fortes inimitiés. Il fut toujours disposé, malgré sa mémoire fantaisiste et parfois extravagante, à travailler avec l'Institut Léon Trotsky et entretenait des rapports réguliers avec Pierre Broué jusqu'à son dernier départ. Il était alors passionné par les développements dans l'ex-URSS. Ceux qui l'ont connu dans ses dernières années ont tous admiré et aimé ce vieil homme battant, énergique et décidé, dont on comprenait vite qu'il n'était pas un falot « Monsieur-Tout-le-Monde » et devinait aisément celui qu'il avait été. Pour l'histoire, il restera très controversé, donc jamais indifférent.

Johannes Schwalbach, dit Hans , dit Michel Keil, dit Jean Lignon (1905-1994).

Johannes Schwalbach est mort à Lyon dans la nuit du 22 au 23 décembre 1994. Il était né à Berlin le 2 novembre 1905. Il a presque traversé le siècle entier. Ouvrier, fils d'un ouvrier social-démocrate, puis communiste, de Berlin, Georg Schwalbach (1886-1932), il entra très jeune aux Jeunesses communistes puis au KPD et fut, comme son père, un des dirigeants de l'organisation communiste à Wedding, faubourg ouvrier de Berlin. Quand celle-ci devint le centre d'une opposition, l'Opposition de Wedding, il en fut un des dirigeants et la conduisit, sous l'influence de Kurt Landau, à l'Opposition de Gauche internationale fondée par Trotsky, auquel il fut toujours personnellement hostile, lui reprochant son rôle contre les insurgés de Cronstadt en 1921. Membre de la commission d'unification en Allemagne, il fut aussi membre de la direction de l'Opposition de gauche unifiée (VLO), la RL (Reichsleitung), en tant que responsable à l'organisation. Il fut le véritable organisateur de la scission de 1931, « ministre de la police de Landau », écrit à Trotsky son adversaire Oskar Seipold. Il organisa le passage de son organisation dans la clandestinité après l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933 et rejoignit Landau en émigration en France en mai 1933. Il milita ensuite dans le groupe *Funke*, se séparant de Landau peu à peu. Sous l'occupation, il fut clandestin, envoya à Londres des études des institutions vichyssoises faites avec sa compagne Léopoldine Weizman, et à New-York une étude sur la Guerre du Matériel. Sociologue, il se fit embaucher après-guerre comme métallo pour son travail de recherche et arriva à la conclusion que la classe ouvrière n'était plus le moteur de l'histoire. « *Le mouvement ouvrier classique est parvenu à son terme* », conclut-il son ouvrage *L'ouvrier d'aujourd'hui*, (1960), qu'il signa Jean Lignon et écrivit avec Léopoldine qui signa Andrée Andrieux. Ce livre, préfacé par Alain Touraine,

connut une véritable vogue. Il était lié aux dirigeants de la CFDT et collaborait à ses publications. Il vécut longtemps à Lyon .

Margaret Dewar, née Margarete Watz dite aussi Margarita Vatsova (1901-1995).

Margaret Dewar est morte à Lindfield (Grande-Bretagne) le 26 janvier 1995. Elle était née à Riga le 12 février 1901, de parents russes, émigra avec son beau-père, allemand, en 1920, fut déchue de sa nationalité soviétique et demanda la nationalité allemande en 1926. A Berlin, elle travailla en 1932-33 pour le Secours ouvrier international (IAH), puis en 1932-33 pour la société pétrolière mixte germano-soviétique DEROP et fut licenciée avec les autres employés allemands. C'est à cette époque qu'elle commença à militer dans l'Opposition de gauche allemande clandestine : elle était la compagne de son principal dirigeant, Walter Nettelbeck, dit Jan Bur. A l'été 1935, elle fut embauchée à la délégation commerciale de l'URSS à Berlin du fait de sa connaissance de la langue russe. Déchue de la nationalité allemande elle fut soumise en 1936 à un chantage de la Gestapo qui voulait l'utiliser. Elle prévint la délégation soviétique qui lui demanda d'accepter afin de travailler pour les renseignements soviétiques. Elle décida alors d'émigrer et réussit à passer clandestinement en Tchécoslovaquie, où elle fit connaître sa situation, ce qui n'empêcha pas les staliniens de l'accuser d'appartenir à la Gestapo. Elle alla en France où elle rencontra celui qui allait être son compagnon pour le reste de ses jours, le Britannique Hugo Dewar. Elle milita à ses côtés puis connut une retraite active à Lindfield. Elle a écrit en 1989 son autobiographie, *The Quiet Revolutionary* (Bookmarks).

Communiqué de presse

Moscou, décembre 1994

La première conférence internationale sur L. Trotsky s'est tenue à Moscou

Une conférence internationale sur « Le legs idéologique de Léon Trotsky. Sa signification historique et contemporaine » s'est tenue à Moscou du 10 au 12 novembre 1994.

C'était la première conférence scientifique large en Russie consacrée à L. Trotsky. Les problèmes de son legs théorique, du rôle de l'Opposition de Gauche, de la lutte contre le stalinisme, des interprétations de la nature de l'Etat soviétique, des pronostics de Trotsky sur le destin de l'URSS et du mouvement révolutionnaire mondial ont été discutées à partir de positions politiques diverses.

Le programme de la conférence comprenait une Table ronde sur le thème « Trotsky et les mouvements politiques de gauche en Russie », dans lequel les dirigeants de partis politiques de gauche et des militants de groupes et organisations trotskystes ont participé.

Le total des participants à cette conférence a dépassé les 150, parmi lesquels surtout des Russes. Il y avait aussi des participants venus d'Ukraine, de Belarus et de Lituanie. Plus de vingt personnes venues de l'étranger étaient présentes, d'Argentine, Brésil, Grande-Bretagne, Grèce, Pays-Bas, France, Etats-Unis et Japon.

Ont présenté des rapports, de Moscou, le Prof. A. Bouzgaline (Université d'Etat de Moscou), le Prof. A. Boutenko (Académie des sciences de Russie, RAS), le Prof. M. Voeykov, le Prof. Dzarasov, le Prof. V. Rogovine, le Prof. M. Choukov, tous de la RAS, A.Goussev (Université d'Etat de Moscou) A. Kourenychev (Musée historique d'Etat) et d'autres. Les participants étrangers étaient Hillel Ticktin (Grande-Bretagne), J. Miles (EU), M. Savas (Grèce), P. Broué (France), J. Barr (Grande-Bretagne), M. Vogt-Downey (EU) et autres.

A la fin de la conférence, a été formé un « Comité international pour l'étude de l'héritage de Léon Trotsky ». Pierre Broué (France) en a été élu président et A. Goussev (Russie) et Marylin Vogt-Downey ont été choisis comme coordinateurs. Les plans du comité incluent la publication de matériaux de la conférence de Moscou et la préparation de réunions internationales à venir.

Etats-Unis, *Committee to Study the Legacy of Leon Trotsky*, P.O. Box 1890, New York, NY 10009, tel & fax (appeler avant de faxer) (718) 636 5446.

Russie, Professor M. Voeykov, Académie des Sciences de Russie, Institut d'Economie, Rue Krassikova 27, 117218 Moscou Russie Fax 01170953107001. Tél 332 45 25 (domicile) ou 326 34 97 (bureau).

Pierre Broué, BP 276, F38407 St-Martin d'Hères-Cedex, tél 76 62 37 99; fax 76 25 08 54.

Achevé d'imprimer
d'après les documents fournis,
en avril 1995
IMPRIMERIE LIENHART
à Aubenas d'Ardeche

par 

Dépôt légal avril 1995
N° d'imprimeur : 7593

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e), et de la Brèche, 9, rue de Tunis, Paris (11^e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 80 F

Cahiers Léon Trotsky ☐ **Institut Léon Trotsky**